



Seedling

en français

Novembre 2007



Agrocarburants



Seedling

en français

Novembre 2007

Table des Matières

Non a la folie des agrocarburants!	3
Le pouvoir des entreprises: les agrocarburants et l'expansion de l'agrobusiness	9
Les connections du biodiesel d'huile de palme	15
Les plantes cultivées pour l'énergie alternative et la prochaine génération d'agrocarburants	17
Les connections de l'éthanol de sucre de canne	19
Les agrocarburants en Asie: Ils alimentent la pauvreté, la déforestation et le changement climatique	24
Le jatropha – l'agrocarburant des pauvres?	33
La nouvelle ruée vers l'Afrique	35
Les agrocarburants en Amérique latine: entretien avec João Pedro Stedile	44
La connexion soja en Amérique du Sud	47

A propos de Seedling

Seedling est le magazine trimestriel de GRAIN et sa publication phare en anglais. Chaque numéro comprend un éditorial, 3-4 comptes-rendus de publications, des interviews et beaucoup d'autres informations. *Seedling* est écrit à la fois par les membres de l'équipe de GRAIN et des collaborateurs extérieurs. *Seedling en français* sont les traductions des articles *Seedling*.

Dans ce numéro spécial de *Seedling en français*, nous focalisons notre attention sur les agrocarburants dans différentes parties du monde : Amérique latine, Asie et Afrique. Nous analysons ce qui s'y passe et nous parlons directement avec les personnes concernées.

Beaucoup des articles dans ce *Seedling* sont disponible aussi en anglais, espagnol et en portugais. Voir <http://grain.org/seedling/>

A propos de GRAIN

GRAIN est une organisation non gouvernementale internationale (ONG) dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole fondées sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales.

Pour plus d'informations veuillez nous contacter:

GRAIN - Afrique Francophone,
06 BP 2083
COTONOU,
BENIN
seedling@grain.org
<http://www.grain.org/fr/>

<http://www.grain.org/go/agrocarburants>

Non à la folie des agrocarburants!

GRAIN

On peut difficilement ouvrir un journal aujourd'hui sans tomber sur la promesse de la nouvelle ère débordante d'énergie verte dans laquelle l'humanité s'apprête à entrer. Même si les compagnies pétrolières continueront à pomper le pétrole encore longtemps, un consensus de plus en plus grand est en train d'émerger expliquant qu'il est grand temps de commencer à réduire la quantité de pétrole que nous brûlons, car c'est l'une des principales causes du changement climatique, de pollution de l'air et autres désastres environnementaux. La solution pour changer ça, clame-t-on partout, est d'utiliser les ressources biologiques pour produire de l'énergie comme carburant: les plantes cultivées comme le maïs et le sucre de canne distillés en éthanol, et des plantes comme le palmier à huile, le soja et le colza transformés en biodiesel. Et à l'étape suivante, quand les biotechnologies auront comblé leur retard, on nous dit que n'importe quelle biomasse pourrait potentiellement être transformée en carburant: les mauvaises herbes, les arbres, l'huile de cuisine usagée... A première vue, les avantages semblent vraiment illimités. Il semblerait que les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement planétaire vont être réduits de manière substantielle car le CO₂ rejeté par les véhicules roulant aux biocarburants aura au préalable été capté par les plantes qui les produisent. Les pays deviendront plus autonomes dans leurs besoins énergétiques car ils auront été capables de cultiver leur carburant eux-mêmes. Les économies rurales et les communautés en tireront des avantages car elles auront de nouveaux débouchés pour leurs cultures. Et les pays pauvres auront accès à un nouveau et vaste marché pour leurs exportations.

Ce tableau idyllique est peint par ceux qui ont intérêt à promouvoir ces carburants. Mais ce nouveau monde d'énergie verte et propre, avantageux pour tous, peut-

il réellement exister? On en doute. Nous recevons des rapports sur les territoires des populations autochtones qui sont occupés et rasés pour faire la place aux plantations produisant des carburants, sur davantage de forêt pluviale abattue pour planter des millions d'hectares de palmiers à huile et de soja, et sur des ouvriers vivant comme des esclaves dans les plantations de canne à sucre à éthanol du Brésil. Prenant exemple sur les ONG et les mouvements sociaux d'Amérique latine, nous estimons que le terme agrocarburant est meilleur que le terme de biocarburant pour décrire le processus conduisant à cette destruction : se servir de l'agriculture pour produire du carburant pour les voitures.

Bio ou business?

Pour comprendre ce qui est réellement en train de se passer, il est important, avant toutes choses, de mettre l'accent sur le fait que la promotion des agrocarburants n'est pas proposée par des décideurs politiques soucieux d'éviter le réchauffement planétaire et la destruction de l'environnement. La manière dont les agrocarburants vont être développés a déjà été définie, et cette voie est maintenant suivie par les grandes multinationales et leurs alliés politiques. Celles qui ont le contrôle sont quelques-unes des plus grosses compagnies du monde: dans les industries pétrolières et automobiles, et parmi les négociants de produits alimentaires, les entreprises de biotech, et les sociétés d'investissement mondiales.

Les entreprises de transformation de produits alimentaires et les négociants à l'échelle mondiale sont déjà bien engagés dans la voie des agrocarburants. Des entreprises comme Cargill et ADM contrôlent la production de matières premières agricoles dans de nombreux endroits du globe, et pour elles, les agrocarburants représentent une opportunité d'expansion majeure de leurs affaires et de leurs

profits. Les entreprises de biotech, comme Monsanto, Syngenta et d'autres, investissent déjà énormément pour produire des plantes cultivées et des arbres qui répondent aux exigences des fabricants d'agrocarburants. Ils promettent tout, et cela va des plantes qui produisent plus d'énergie à des arbres qui produisent moins de bois ou à des enzymes qui décomposent plus facilement la matière en matière première appropriée pour les biocarburants. Tout cela est obtenu, bien sûr, avec les moyens du génie génétique. La révolution des agrocarburants va avec les OGM. Pour les compagnies pétrolières - BP, Shell, Exxon, etc., l'engouement pour les agrocarburants est l'occasion rêvée d'échapper à la pression des organismes de contrôle et de l'opinion publique, pour produire des véhicules plus efficaces ou même pour qu'ils en produisent moins! Maintenant, tout ce qu'ils auront à faire, c'est de les rendre bio-compatibles. Et les sociétés d'investissement ont beaucoup d'argent en réserve à souscrire pour contribuer à financer cette conversion.

C'est ce conglomérat de puissantes entreprises qui programme les agrocarburants. Ces entreprises sont parfois en concurrence mais passent plus souvent des alliances dans le but d'augmenter leurs profits. Les firmes mondiales qui possèdent des plantations s'associent avec les principaux négociants en matières premières pour contrôler la chaîne de production, de la culture de la plante jusqu'aux marchés industriels. Monsanto et Cargill travaillent ensemble à produire de nouvelles variétés de maïs génétiquement modifiées qui peuvent fournir à la fois les marchés des agrocarburants et ceux de l'alimentation animale. British Petroleum s'est associé avec Dupont pour créer le "biobutanol", mélangeant des agrocarburants avec du pétrole, au bénéfice des deux compagnies. La liste est sans fin, et un labyrinthe de nouvelles collaborations interconnectées est en train de se créer entre des entreprises qui sont déjà les plus puissantes du monde. Les nouveaux milliardaires et autres investisseurs, ainsi que les contribuables du monde entier, qui y participent par les subventions que leurs gouvernements distribuent au secteur, injectent des sommes énormes d'argent frais dans ces réseaux d'entreprises. Le résultat est une gigantesque expansion de l'agriculture industrielle mondiale et un contrôle renforcé des firmes.

Un modèle pour l'énergie verte?

Une grande partie de l'attention de la presse pour les agrocarburants s'est focalisée l'année dernière sur l'annonce de George Bush qu'il allait transformer les Etats-Unis en une nation cultivant les agrocarburants et ainsi la protéger de trop de dépendance vis à vis des importations de pétrole de pays peu fiables qui sont – ou peuvent devenir- dominés par les terroristes. Mais il est clair que les agrocarburants ne peuvent pas répondre à cette demande. Même si toutes les récoltes de céréales et de soja du pays servaient à produire des agrocarburants, elles ne pourraient satisfaire que 12% de l'actuelle soit d'essence du pays et 6% de ses

besoins en diesel.¹ La situation en Europe est bien pire: le Royaume Uni par exemple, ne pourrait pas cultiver suffisamment d'agrocarburants pour faire fonctionner toutes ses voitures même s'il mettait tout le pays aux labours. Du point de vue économique aussi, les agrocarburants ne sont pas viables. La plupart des opérations lancées aux Etats Unis et en Europe pour la culture des agrocarburants reposent en grande partie sur des subventions, et elles ne survivraient sans doute pas sans elles. Un rapport émis par Global Subsidies Initiative² établit que les subventions accordées aux agrocarburants aux seuls Etats-Unis se montent actuellement à une somme allant de 5,5 milliards à 7,3 milliards de dollars par an, et sont en augmentation rapide. Les subventions distribuées par les Etats-Unis et l'Union européenne à leurs industries et à leurs cultivateurs d'agrocarburants entraînent dès à présent dans le monde une concurrence entre les cultures alimentaires et les cultures destinées aux carburants, créant des dégâts dans les pays pauvres par une augmentation des prix des produits alimentaires, et réduisant les réserves alimentaires mondiales. La FAO a récemment calculé que, malgré les récoltes exceptionnelles de 2007, les pays les plus pauvres verront leur facture de céréales importées augmenter d'un quart pour la seule saison actuelle, à cause de la demande en agrocarburants.³ Mais ce n'est qu'un début: si les agrocarburants ne vont représenter qu'une petite partie de la consommation de pétrole des pays industrialisés et en voie d'industrialisation, ils seront fournis en masse par les plantations des pays du sud.

Selon les termes d'un cabinet de consultants qui a mené une étude sur le sujet pour la Inter-American Development Bank: "La culture des agrocarburants avantagera les pays qui ont des longues saisons de culture, des climat tropicaux, des taux de précipitations élevés, des coûts du travail bas, un foncier bon marché... et la planification, les ressources humaines, et le savoir technologique pour en tirer parti."⁴ L'étude, intitulée "Un modèle pour l'énergie verte dans les Amériques", fait apparaître clairement combien la forme de pensée qu'il y a derrière le schéma directeur des agrocarburants est inquiétante. L'hypothèse de travail du rapport est que la production mondiale d'agrocarburants devra être presque cinq fois plus importante pour répondre à la demande et fournir seulement 5 % de la consommation mondiale d'énergie pour le transport d'ici 2020 (aujourd'hui, elle en fournit 1%). La manière d'y parvenir passe par une "expansion massive des capacités", en créant de nouvelles infrastructures et de nouveaux marchés, et en encourageant l'innovation technique". Le Brésil, déjà gros producteur d'éthanol, est désigné comme l'endroit où ce défi d'accroître considérablement la production peut être relevé, car ce pays dispose de beaucoup de terres. Le Brésil a déjà 6 millions d'hectares cultivés en agrocarburants, mais ce rapport estime qu'il y a dans le pays plus de 120 millions d'hectares qui pourraient être utilisés efficacement de cette manière. Le gouvernement brésilien définit actuellement une nouvelle vision pour l'avenir

1 Voir, par exemple, Brian Tokar, "Running on Hype", Counterpunch, novembre 2006.
<http://tinyurl.com/w5swf>

2 Doug Koplow, "Biofuels: at what cost? Government Support for Ethanol and Biodiesel in the United States" (Biocarburants: à quel prix? Le soutien du gouvernement pour l'éthanol et le biodiesel aux Etats-Unis), GSI, octobre 2006.
<http://tinyurl.com/2s5mpw>

3 FAO, "Crop Prospects and Food Situation" (Perspectives pour les plantes cultivées et situation alimentaire), Rome, No. 3, mai 2007.
<http://tinyurl.com/2kswxw>

4 "A Blueprint for Green Energy in the Americas" (Un modèle pour l'énergie verte dans les Amériques), étude préparée pour la Inter-American Development Bank par Garten Rothkopf (la citation est tirée d'une présentation de l'étude sur powerpoint).
<http://tinyurl.com/39e67b>

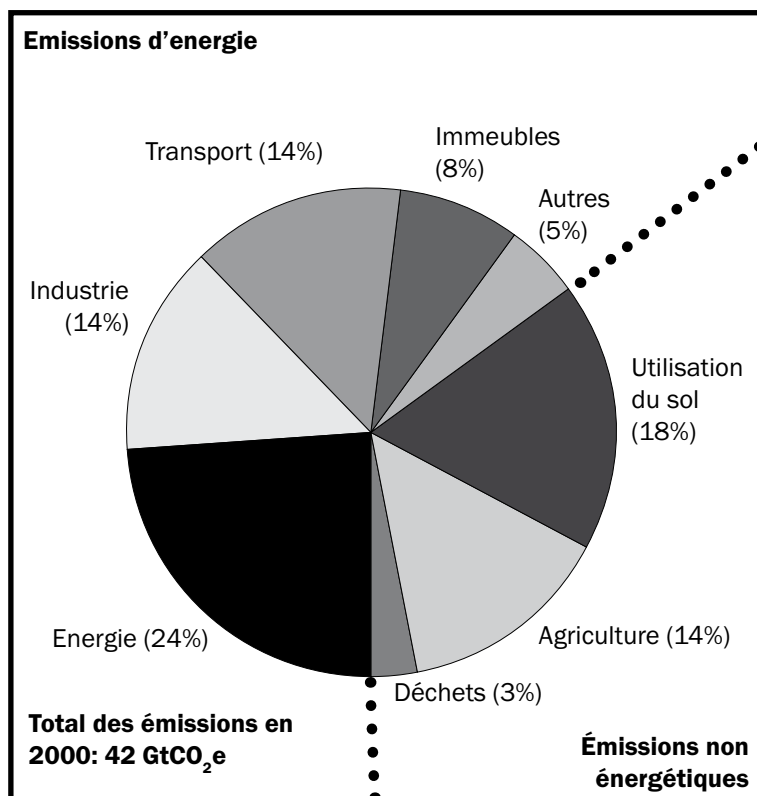
5 Miguel Altieri, Elisabeth Bravo, "The ecological and social tragedy of crop-based biofuel production in the Americas" (La tragédie économique et sociale de la production des cultures destinées aux agrocarburants dans les Amériques), avril 2007.
<http://tinyurl.com/3dkpto>

économique de son pays, impliquant de multiplier par cinq la surface consacrée à la production de sucre, en la portant à 30 millions d'hectares.⁵

Un autre rapport modèle du même genre conclut que, ensemble, l'Afrique sub-saharienne, l'Amérique latine et l'Asie de l'Est peuvent fournir à l'avenir plus de la moitié de la totalité des agrocarburants nécessaires, mais seulement si "les systèmes de gestion agricoles actuels inefficaces et peu intensifs sont remplacés d'ici 2050 par les meilleures pratiques de systèmes de gestion et de technologies agricoles".⁶ En d'autres termes, remplacer les millions d'hectares d'agriculture locale, et les communautés rurales qui y travaillent, par des plantations à grande échelle. Remplacer les systèmes de culture et de pâturage autochtones basés sur la biodiversité par des monocultures et le génie génétique. Et les faire contrôler par les multinationales qui gèrent le mieux ce type de systèmes. De plus, les millions d'hectares que les planificateurs appellent avec euphémisme "friches" ou "sols à faible rendement" sont récupérés, oubliant opportunément que des millions de gens dans des communautés locales vivent de ces fragiles écosystèmes; et là où il n'y a pas de systèmes agricoles autochtones à remplacer, ce sont tout simplement les forêts qui sont réquisitionnées.

Des millions d'hectares et des milliards de dollars

En fait, même pour parvenir à l'actuel minuscule apport en agrocarburants pour répondre au besoin en carburant des transports mondiaux, cette destruction a déjà lieu. Les chiffres sont simplement vertigineux: l'échelle se calcule en millions d'hectares et en milliards de dollars. La première des cultures pour le biodiesel est le palmier à huile. La Colombie, qui n'avait pratiquement pas de plantations de palmier à huile il y a quelques dizaines d'années, a planté 188 000 hectares de cette culture en 2003, et en plante actuellement encore 300 000 hectares. L'objectif est d'atteindre un million d'hectares d'ici quelques années.⁷ L'Indonésie, qui avait seulement un demi-million d'hectares plantés en palmiers à huile au milieu des années 80, en a aujourd'hui plus de 6 millions en production. Elle programme de planter 20 millions d'hectares de plus d'ici 20 ans dont la plus vaste plantation de palmiers à huile du monde de 1,8 millions d'hectares au cœur de Bornéo.⁸ Le soja, une autre des espèces cultivées pour les agrocarburants, est maintenant planté sur 21% des terres cultivées du Brésil (près de 20 millions d'hectares). Il est probable que le pays va défricher 60 millions d'hectares de plus pour cette culture dans un avenir proche pour répondre à la pression du marché mondial pour les agrocarburants.⁹ Cela s'ajoute à la multiplication par cinq des plantations en sucre de canne qui est programmée. Le gouvernement indien, qui ne veut pas rester à la traîne, encourage l'expansion rapide d'un autre 'biodiesel', la jatropha ou pignon d'Inde : 50 millions d'hectares doivent être plantés sur des terres qu'il a classées en "jachère".¹⁰ Mais on



Les émissions de gaz à effet de serre en 2000

apprend déjà que des agriculteurs ont été dépossédés de terres fertiles par des compagnies qui veulent cultiver la jatropha.¹¹ Tout cela n'est rien moins que la réintroduction de l'économie coloniale de la plantation, redéfinie pour fonctionner selon les règles du monde moderne, néolibéral et globalisé.

Où sont les agriculteurs locaux dans cet énorme projet? Tout simplement absents. Malgré tout ce qui a été dit sur les opportunités pour les communautés locales de tirer partie de l'énergie agricole et pour les économies locales d'être revitalisées par les nouveaux marchés, la révolution des agrocarburants se dirige résolument dans le sens exactement opposé. Partie du système d'une agriculture de plantation contrôlée par les entreprises, les nouveaux agrocarburants vont détruire les emplois locaux plutôt que d'en créer. Par exemple, demandez seulement ce qui c'est passé aux familles rurales au Brésil : la récente croissance des plantations de sucre de canne, de soja et d'eucalyptus a conduit à l'expulsion massive de petits agriculteurs de leurs terres, souvent par la violence. Entre 1985 et 1996, 5,3 millions de personnes ont été expulsées de leurs terres, avec la disparition de 941 000 petites et moyennes fermes,¹² et le taux d'expulsions s'est considérablement intensifié ces dix dernières années.

Au Brésil, la majorité des familles rurales n'a besoin que de quelques hectares pour vivre. Les plantations au contraire, occupent des millions d'hectares, et ne procurent pratiquement pas d'emplois : pour 100

6 E. Smeets, A. Faaij, I. Lewandowski, "A quick scan of global bio-energy potentials to 2050: analysis of the regional availability of biomass resources for export in relation to underlying factors" (Vue d'ensemble des potentiels mondiaux en bioénergie jusqu'en 2050: analyse des ressources en biomasse disponibles pour l'exportation, en relation avec les facteurs sous-jacents), Copernicus Institute, Utrecht University, mars 2004. NWS-E-2004-109.

7 World Rainforest Movement Bulletin (Bulletin du Mouvement mondial pour la forêt pluviale), N° 1122, novembre 2006. <http://tinyurl.com/2nb4y9>

8 Ibid.

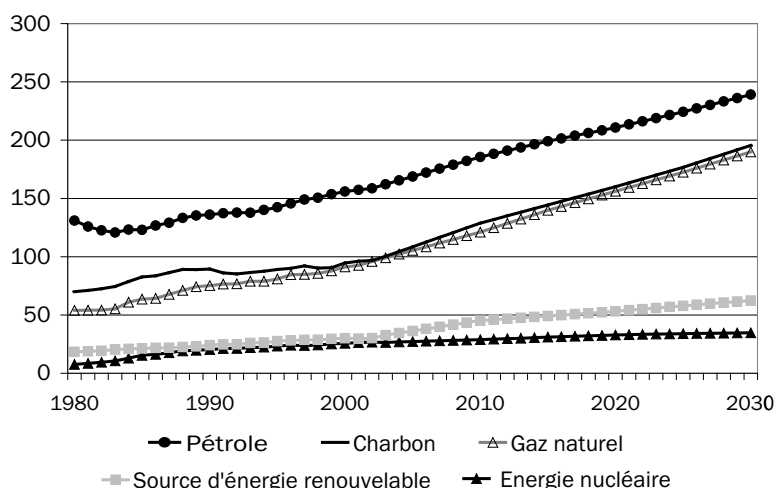
9 Miguel Altieri and Elisabeth Bravo, "The ecological and social tragedy of crop based biofuel production in the Americas" (La tragédie écologique et sociale de la production des cultures destinées aux agrocarburants dans les Amériques), avril 2007. <http://tinyurl.com/3dkpto>

10 Biofuelwatch et al. "Agrofuels – towards a reality check in nine key areas" (Agrocarburants: la réalité dans neuf zones clef), avril 2007.

11 Sur la question des problèmes posés par la Jatropha en Inde, voir: <http://tinyurl.com/2ktt3v>

12 Folha de S. Paulo, 18 juin 1998. <http://tinyurl.com/2sdtnj>

Utilisation de l'énergie par type de carburant, 1980-2030 (quadrillion Btu)



Historique: Energy Information Administration (EIA), International Energy Annual 2003 (May-July 2005);

Prévisions: EIA, System for the Analysis of Global Energy Markets (2006)

13 Brazilian Forum of NGOs and Social Movements for the Environment and Development (FBOMS): "Agribusinesses and biofuels: an explosive mixture", (Forum Brésilien des ONG et des mouvements sociaux pour l'environnement et le développement (FBOMS): "Agrobusiness et biocarburants: un mélange explosif"), Rio de Janeiro, 2006, p. 6.

14 Almuth Ernsting et al. "Open letter to Al Gore" (Lettre ouverte à Al Gore), March 2007. <http://tinyurl.com/2owref>

15 Pourcentages tirés de: "Stern Review on the economics of climate change, Part III: The Economics of Stabilisation" (Le Revue Stern sur les facteurs économiques du changement climatique, Partie III: Les facteurs économiques de la stabilisation), p. 171. <http://tinyurl.com/ye5to7>

16 "Stern Review on the economics of climate change" (les facteurs économiques du changement climatique), Annexe 7.g.

17 IFPRI calculates that developing countries will increase chemical fertilizer use from 62.3 nutrient tonnes in 1990 to 121.6 nutrient tonnes in 2020. B. Bump and C. Baanante, "World Trends in Fertilizer Use and Projections to 2020", 2020 Vision Brief 38, IFPRI. <http://tinyurl.com/362sbx>
L'IFPRI estime que les pays en développement vont augmenter leur utilisation d'engrais chimiques de 62.3 tonnes en 1990 à 121.6 tonnes en 2020. B. Bump and C. Baanante, "World Trends in Fertilizer Use and Projections to 2020" (Tendances mondiales de l'utilisation des engrais et projections en 2020), 2020 Vision Brief 38, IFPRI. <http://tinyurl.com/362sbx>

hectares, une plantation classique d'eucalyptus fournit un emploi, une plantation de soja, deux emplois, et une plantation de sucre de canne, 10 emplois.¹³ La situation est pratiquement la même partout dans le monde.

Combattre le changement climatique ?

Toutes ces cultures, et toute cette expansion des monocultures, sont les causes directes de la déforestation, de l'expulsion des communautés locales de leurs terres, de la pollution de l'air et de l'eau, de l'érosion des sols, et de la destruction de la biodiversité. Cela conduit aussi, paradoxalement, à une augmentation massive des émissions de CO₂, due aux incendies de forêts et de tourbières pour la construction des voies d'accès aux plantations d'agrocarburants. Dans un pays comme le Brésil, en avance sur tous les autres dans la production de l'éthanol comme carburant des transports, il s'avère que 80% des gaz à effet de serre du pays ne proviennent pas des voitures mais de la déforestation, en partie causée par l'expansion des plantations de soja et de canne à sucre. Des études récentes ont montré que la production d'une tonne de biodiesel tiré du palmier à huile dans les tourbières de l'Asie du Sud-Est produit 2 à 8 fois plus de CO₂ que la seule combustion de diesel de pétrole fossile.¹⁴ Pendant que les scientifiques débattent pour savoir si « la balance énergétique nette » des cultures comme le maïs, le soja, la canne à sucre et le palmier à huile est positive ou négative, les émissions causées par la création de beaucoup de plantations d'agrocarburants font partir en fumée, littéralement, tout bénéfice potentiel.

Il est important de bien faire comprendre que loin d'aider à résoudre la crise mondiale du réchauffement planétaire, les agrocarburants, tels qu'ils sont imposés

par le modèle de monocultures des entreprises, l'aggravent !

Il est surprenant que dans toutes les discussions autour du changement climatique et des agrocarburants, aucun des décideurs politiques ne revient à la question de savoir quelles sont les causes principales des gaz à effet de serre. Tout est focalisé sur la culture de plantes pour faire marcher les voitures. Bien sûr, les transports au niveau mondial sont des producteurs majeurs de gaz à effets de serre, avec 14% de toutes les émissions mais, alors que ce n'est pratiquement jamais évoqué, l'agriculture elle-même est responsable d'exactlyement le même pourcentage de gaz à effet de serre. Si on y ajoute les émissions dues au changement d'utilisation des terres (18% du total – dont la majeure partie due à la déforestation, qui à son tour est majoritairement causée par l'empiètement des forêts par l'agriculture et les plantations dans le monde), on peut seulement conclure que l'agriculture, et en particulier le modèle de l'agriculture industrielle, est le facteur principal à l'origine du réchauffement planétaire.¹⁵ Et c'est précisément le type d'agriculture qui est développé avec les agrocarburants.

Selon la Revue Stern, un important rapport sur les aspects économiques du changement climatique demandé par le gouvernement britannique, les engrais représentent la source la plus importante des émissions dans l'agriculture (suivis par les élevages et la culture du riz en zones humides), car ils introduisent dans le sol des quantités importantes d'azote, plus tard relâché dans l'atmosphère sous forme d'oxyde d'azote. Le même rapport calcule que la totalité des émissions de l'agriculture pourrait se monter à presque 30% d'ici 2020, avec près de la moitié de l'augmentation prévue venant de l'augmentation de l'utilisation des engrais dans les sols agricoles.¹⁶ On prévoit que les pays en développement vont pratiquement doubler leur utilisation d'engrais chimiques pendant la même période,¹⁷ avec les plantations dévolues à la nouvelle énergie indubitablement responsable d'une partie importante de cette expansion.

Un autre problème grave, souvent négligé, relatif aux plantes destinées aux agrocarburants est l'érosion des sols et la diminution qu'elle entraîne. Alors que l'érosion des sols causée par les cultures comme le maïs et le soja a été bien documentée,¹⁸ les problèmes causés par les stratégies de culture sur brûlis des compagnies contrôlant les plantations dans les forêts mondiales sont encore plus sérieux. La FAO a estimé que, si les pratiques actuelles continuent, le tiers monde à lui seul pourrait perdre plus de 500 millions d'hectares de terres de cultures pluviales à cause de l'érosion et de la dégradation du sol. C'était avant l'engouement pour les agrocarburants, et la situation va sans doute empirer avec la « seconde génération » d'agrocarburants qu'on nous promet. Lorsque ceux-là seront cultivés, disent les compagnies, il sera alors possible de mettre n'importe quel résidu agricole et « déchet de biomasse » dans le distillateur pour augmenter la production de carburant. Mais, comme

les agriculteurs et les agronomes le savent bien, les « déchets de biomasse » n'existent pas ; c'est la matière organique que vous devez remettre après la récolte afin de maintenir la fertilité du sol. Si vous ne le faites pas, vous affaiblissez le sol et contribuez à sa destruction. Et c'est précisément ce qui arrivera si la couche arable de la terre doit concurrencer les biodistillateurs.

Une autre question négligée par leurs partisans est que beaucoup de cultures destinées aux agrocarburants sont grandes consommatrices d'eau. Nous nous trouvons déjà au milieu d'une grave crise de l'eau, avec près d'un tiers de la population mondiale confrontée au manque d'eau d'une manière ou d'une autre. L'irrigation consomme les 3/4 de l'eau douce du monde, et les cultures destinées aux agrocarburants vont encore augmenter la demande. L'International Water Management Institute (IWMI/ Institut international de gestion de l'eau) a publié un rapport en mars 2006 alertant sur le fait que la course aux biocarburants pourrait encore empirer la crise de l'eau.¹⁹ Un autre rapport du même institut, examinant la situation en Inde et en Chine, conclut : "Il est peu probable que les économies à croissance rapide comme celles de la Chine et de l'Inde soient capables de répondre dans l'avenir aux demandes en alimentation, en nourriture pour le bétail et en biocarburants sans aggraver substantiellement les problèmes de manque d'eau déjà existants."²⁰ La majeure partie de la canne à sucre d'Inde, la principale culture du pays pour l'éthanol, est irriguée, comme presque 45% de la principale culture pour agrocarburants de Chine, le maïs. On s'attend à ce que l'Inde et la Chine, des pays disposant de peu de ressources en eau, qui sont déjà gravement réduites et polluées, augmentent leurs besoins en eau d'irrigation de 13 à 14% d'ici 2030, seulement pour maintenir la production alimentaire à son niveau actuel. Si ces pays adoptent massivement les agrocarburants, ces cultures vont consommer le peu d'eau d'irrigation existante : l'IWMI a calculé que, dans un pays comme l'Inde, chaque litre d'éthanol de sucre de canne requiert 3.500 litre d'eau en irrigation.

En bref, les agrocarburants sont en concurrence avec les plantes alimentaires non seulement pour la terre, mais ils vont bientôt consommer une grande partie de la matière organique nécessaire pour maintenir le sol en bon état ainsi que l'eau dont les plantes ont besoin pour pousser. Cependant, exprimé d'une autre manière, les pays qui se joignent à l'engouement pour les agrocarburants n'exportent pas seulement des plantes pour continuer à alimenter leurs voitures, ils exportent aussi un sol et une eau d'irrigation inestimables et indispensables pour nourrir leurs populations.

L'équation énergétique

Bien sûr, le problème principal des agrocarburants c'est qu'ils ne règlent pas la seule question qui devrait être centrale dans le débat : celle de la consommation

d'énergie. En fait, c'est justement parce qu'on se focalise sur les agrocarburants qu'on s'écarte de cette question centrale.

Selon les « Perspectives internationales d'énergie 2006 » du gouvernement des Etats-Unis, il est prévu que la consommation mondiale de l'énergie commercialisée augmente de 71 % entre 2003 et 2030. Le rapport du gouvernement des Etats-Unis se dépêche d'indiquer qu'une grande partie de cette augmentation viendra des pays en développement, en particulier de ceux qui auront réussi à prendre en marche le train du commerce et de l'industrialisation. D'où proviendra cette énergie supplémentaire ? La consommation de pétrole augmentera de 50%, la consommation de charbon, de gaz naturel et d'énergie renouvelable doublera, et l'énergie nucléaire augmentera d'un tiers. En 2030, l'ensemble des énergies renouvelables (y compris les agrocarburants) ne constituera pas plus de 9% de la consommation mondiale d'énergie. Virtuellement tout le reste de l'augmentation d'énergie prévue viendra de la combustion de davantage de carburants fossiles.²¹

Veuillez relire le paragraphe précédent, étudiez le graphique et mémorisez les schémas. C'est l'image modérée que nous devrions considérer. Dans le cas où les énergies renouvelables n'atténueraient qu'un tout petit peu l'augmentation prévue de l'énergie commercialisée. Tout le reste ne change pas ou devient pire.

Il n'y a simplement pas d'échappatoire possible : nous devons réduire notre consommation d'énergie si nous voulons survivre sur cette planète. Cela ne rime à rien de demander aux fabricants d'automobiles de faire des voitures un peu plus économes en énergie si le nombre de voitures double et si les politiques publiques continuent à aller vers cet engrenage. Cela ne rime à rien de dire aux gens d'éteindre leurs lumières si l'ensemble du système économique continue d'être uniquement orienté vers le transport des marchandises autour de la planète à partir des pays où les entreprises les produisant peuvent obtenir les marges de profits les plus élevées. C'est exactement ce qui est en train de se produire avec l'actuelle ruée vers les agrocarburants.

L'incroyable gaspillage d'énergie du système alimentaire mondial est certainement l'un des éléments méritant d'être examiné de près. Rien qu'en regardant l'agriculture, la différence entre l'utilisation de l'énergie par le système industriel et par le système traditionnel ne peut pas être plus grande. Il est beaucoup dit sur la manière dont l'agriculture industrielle peut être plus efficace et productive comparée à l'agriculture traditionnelle dans les pays du Sud mais, si on prend en considération l'efficacité énergétique, rien ne pourrait être plus loin de la vérité. La FAO estime que, en moyenne, les agriculteurs des pays industrialisés dépensent cinq fois plus d'énergie commerciale pour produire un kilo de céréales que les agriculteurs en Afrique. Si on

18 Voir par exemple, Miguel Altieri et Elisabeth Bravo, "The ecological and social tragedy of crop based biofuel production in the Americas" (La tragédie économique et sociale de la production des cultures destinées aux agrocarburants dans les Amériques), avril 2007. <http://tinyurl.com/3dkpto>

19 Food, biofuels could worsen water shortage – report. IMWI press coverage. (Alimentation, les biocarburants pourraient aggraver le manque d'eau: Rapport. Revue de presse IMWI. <http://tinyurl.com/2sqsls9>

20 "Biofuels: implications for agricultural water use" (Biocarburants: implications pour l'utilisation agricole de l'eau), Charlotte de Fraiture, et al. International Water Management Institute, P O Box 2075, Colombo, Sri Lanka.

21 EIA, "International Energy Outlook 2006", (Perspectives internationales pour l'énergie 2006). Voir en particulier les schémas 8 et 10. <http://tinyurl.com/2vxkys>

regarde des cultures spécifiques, les différences sont encore plus spectaculaires : pour produire un kilo de maïs, un agriculteur des Etats-Unis utilise 33 fois plus d'énergie commerciale que son voisin du Mexique qui pratique une agriculture traditionnelle. Et pour produire un kilo de riz, un agriculteur des Etats-Unis en utilise 80 fois plus qu'un agriculteur traditionnel des Philippines!²² Cette « énergie commerciale » dont parle la FAO est, bien sûr, surtout le pétrole et le gaz fossiles nécessaires à la production des engrais et des produits agrochimiques et utilisés par le machinisme agricole, qui tous contribuent de manière substantielle à l'émission de gaz à effets de serre.

Ensuite, l'agriculture elle-même n'est responsable que de seulement environ un quart de l'énergie utilisée pour mettre de la nourriture sur nos tables. Le vrai gaspillage d'énergie et la véritable pollution résident dans le système alimentaire international plus large : la transformation, l'emballage, la congélation, la cuisine et le transport des produits alimentaires autour du monde. Les cultures pour l'alimentation animale peuvent pousser en Thaïlande, être transformés à Rotterdam, nourrir les animaux n'importe où ailleurs, animaux qui sont ensuite consommés dans un McDonald dans le Kentucky. Chaque jour, 3500 porcs sont transportés de divers pays européens vers l'Espagne, pendant que le même jour 3000 porcs voyagent en sens inverse. L'Espagne importe 220 000 kilos de pommes de terre chaque jour du Royaume Uni, pendant qu'elle exporte 72 000 kilos de pommes de terre vers... le Royaume Uni. L'Institut de Wuppertal a calculé que la distance parcourue par les ingrédients d'un yaourt à la fraise vendu en Allemagne (qui pourrait facilement être produit en Allemagne même) n'est pas moins de 8000 kms.²³

C'est là où l'absurdité et le gaspillage du système alimentaire globalisé organisé par les multinationales saute vraiment aux yeux. Dans le système alimentaire industrialisé, pas moins de 10 à 15 calories sont

dépensées pour produire et distribuer la valeur d'une calorie alimentaire. Le système alimentaire des Etats-Unis utilise à lui seul 17% de l'approvisionnement total en énergie des Etats-Unis.²⁴ Rien de tout cela n'est vraiment nécessaire. Le World Energy Council (Conseil pour l'énergie mondiale) estime que le montant total d'énergie requis pour couvrir les besoins humains de base est à peu près équivalent à simplement 7% de la production mondiale actuelle d'électricité.²⁵

Pour faire face au changement climatique, nous n'avons pas besoin des plantations d'agrocarburants pour produire de l'énergie combustible. Par contre, nous avons besoin de transformer complètement le système alimentaire industriel. Nous avons besoin de politiques et de stratégies pour réduire la consommation d'énergie et pour empêcher le gaspillage. De telles politiques et stratégies existent déjà et certains luttent pour elles. En agriculture et en production alimentaire, cela signifie orienter la production vers les marchés locaux plutôt qu'internationaux, cela signifie adopter des stratégies pour maintenir les gens sur les terres, plutôt que les jeter dehors ; cela signifie soutenir des approches à long terme et durables pour réintroduire la biodiversité dans l'agriculture ; cela signifie diversifier les systèmes de production agricoles, en se servant et en développant les savoirs locaux ; et cela signifie remettre les communautés locales aux commandes du développement rural. De telles politiques et stratégies impliquent l'utilisation et un développement accru des techniques agroécologiques pour maintenir et améliorer la fertilité et la matière organique et dans le processus de capter le dioxyde de carbone dans le sol plutôt que de le rejeter dans l'atmosphère. Et cela demande aussi une confrontation directe avec le complexe agro-industriel mondial, maintenant plus fort que jamais, qui nous mène avec son programme d'agrocarburants dans la direction totalement opposée.

22 FAO, "The energy and agriculture nexus" (Le lien entre l'agriculture et l'énergie), Rome 2000, tables 2.2 and 2.3.
<http://tinyurl.com/2ubntj>

23 Exemples tirés de Gustavo Duch Guillot, Directeur de "Vétérinaires sans frontières", Barcelone 2006.
<http://tinyurl.com/2mlprh>

24 John Hendrickson, "Energy Use in the U.S. Food System: a summary of existing research and analysis", Center for Integrated Agricultural Systems, (L'utilisation de l'énergie dans le système alimentaire des Etats-Unis: un résumé des analyses et des recherches existantes, Centre des systèmes agricoles intégrés), UW-Madison, 2004.

25 World Energy Council. "The challenge of rural energy poverty in developing countries". (Conseil mondial de l'énergie, Le défi de la pauvreté de l'énergie en milieu rural dans les pays en développement.)
<http://tinyurl.com/2vcu8v>

L'intérêt des multinationales pour les agrocarburants est passé au cours de ces quelques dernières années d'un trot nonchalant à une ruée échevelée. Pour les hommes d'affaires comme pour les hommes politiques, les agrocarburants représentent certainement l'une des plus acceptables des énergies "renouvelables" car ils peuvent facilement se caser dans l'économie basée sur le pétrole qui existe actuellement. Mais ils offrent aussi des occasions de réaliser des profits dont le nouvel ordre du marché "vert" des affaires n'a pas tardé à s'emparer. D'énormes sommes d'argent affluent actuellement dans les projets d'agrocarburants dans le monde, avec des conséquences considérables.

Le pouvoir des entreprises: les agrocarburants et l'expansion de l'agrobusiness

GRAIN

La vague des investissements dans les agrocarburants est en train de changer la structure même de l'agrobusiness. De nouveaux et puissants acteurs convergent vers le secteur. Les multinationales de cosmétiques vendent du biodiesel. Les grosses compagnies pétrolières raffinent toutes les plantations. Les spéculateurs de Wall street passent des contrats avec les barons féodaux du sucre. Et tout cet argent qui circule autour du monde est en train de réorganiser et de renforcer les structures transnationales, unissant la classe la plus brutale des propriétaires terriens des pays du Sud aux multinationales les plus puissantes des pays du Nord.

Cet article se penche sur les investissements et le contrôle de plus en plus importants des

multinationales sur les agrocarburants. Il donne une vision d'ensemble sur ceux qui investissent dans les agrocarburants et sur la destination de l'argent, mettant en lumière la manière dont le développement de ce carburant alternatif, promu pour ses avantages environnementaux et les bénéfices économiques qu'il apporte aux agriculteurs, est déjà géré par les multinationales et assimilé intégré à leurs stratégies de profit et à leurs plans d'expansion.

D'où vient l'argent

Est-ce une tendance, une bulle ou une reconfiguration structurelle? C'est difficile à dire dès à présent à ce stade. La meilleure manière de caractériser l'afflux d'investissements dans les agrocarburants au cours des dernières années est sans doute de parler de

Tableau 1. Multinationales investissant dans les agrocarburants

Agrobusiness	ADM, Cargill, China National Cereals, Oils and Foodstuffs Import & Export Corporation, Noble Group, DuPont, Syngenta, ConAgra, Bunge, Itochu, Marubeni, Louis Dreyfus
<i>sucre</i>	British Sugar, Tate & Lyle, Tereos, Sucden, Cosan, AlcoGroup, EDF & Man, Bajaj Hindusthan, Royal Nedalco
<i>huile de palme</i>	IOI, Peter Cremer, Wilmar
<i>sylviculture</i>	Weyerhaeuser, Tembec
Pétrole	British Petroleum, Eni, Shell, Mitsui, Mitsubishi, Repsol, Chevron, Titan, Lukoil, Petrobrás, Total, PetroChina, Bharat Petroleum, PT Medco, Gulf Oil
Finance	Rabobank, Barclays, Société Générale, Morgan Stanley, Kleiner Perkins Caufield & Byers, Goldman Sachs, Carlyle Group, Kohsla Ventures, George Soros

Le groupe Carlyle est-il une entreprise multinationale d'agrocarburants?

Le groupe Carlyle est un fonds d'actions de 55 milliards de dollars US très bien placé à Washington qui a réalisé un certain nombre d'acquisitions liées aux agrocarburants ces dernières années par l'intermédiaire de ses groupes d'énergies renouvelables. Aujourd'hui, son portefeuille comprend l'un des plus importants groupes produisant de l'éthanol à partir du sucre de canne du Brésil (voir l'encadré sur le conglomérat Crystalsev) et plusieurs plantations d'agrocarburants aux Etats-Unis et en Europe, qu'il gère avec les principales entreprises s'occupant d'agrobusiness comme Bunge et ConAgra. En Janvier 2007, il a rejoint Goldman Sachs and Richard Morgan, l'un des groupes financiers les plus importants de soutien au Président George Bush, en absorbant l'entreprise de distribution d'énergie Kinder Morgan, qui traite à peu près 30% de l'éthanol vendu aux Etats-Unis.

déluge. Il ne se passe pas un jour sans qu'on parle de la création quelque part d'une nouvelle raffinerie d'agrocarburant de plusieurs millions de dollars. Mais qui investit dans tous ces nouveaux chantiers?

Comme on peut s'y attendre, les grosses entreprises de l'agrobusiness sont parmi les plus gros commanditaires. Les compagnies de produits agricoles comme Archer Daniels Midland (ADM), Noble, et Cargill investissent abondamment. Il en va de même pour ces entreprises qui se spécialisent dans le commerce du sucre, de l'huile de palme, et, dans une moindre mesure, dans la sylviculture.

Ensuite vient l'argent du secteur de l'énergie. Les grosses compagnies pétrolières comme Petroleum (BP) et Mitsui font des investissements substantiels. C'est la même chose pour ces compagnies plus directement liées aux programmes agrocarburants de leurs gouvernements, comme Petrobrás du Brésil et PetroChina, et de plus petites compagnies comme PT Medco d'Indonésie et la Philippine National Oil Company.

La source d'investissements sans doute la plus importante provient toutefois du monde de la

finance. Un certain nombre des plus importants établissements du capital globalisé sont entrés dans le jeu des agrocarburants. Les financements proviennent de banques comme Rabobank, Barclays et la Société Générale, et de fonds d'actions comme Morgan Stanley et Goldman Sachs, qui sont spécialisés dans les rachats d'entreprises et peuvent rapidement transférer des milliards de dollars d'un endroit du monde à l'autre.

Et il y a aussi les milliardaires: George Soros, le gourou des fonds spéculatifs, possède des opérations d'agrobusiness produisant de l'éthanol au Brésil ; Bill Gates possède l'un des plus gros producteurs d'éthanol des Etats-Unis ; Vinod Khosla, le célèbre fondateur de Google, est un investisseur important dans toute une série de projets commerciaux de technologie et de production d'agrocarburants ; et Sir Richard Branson, propriétaire du groupe Virgin et maintenant de Virgin Fuels, possède un portefeuille d'actions de plus en plus gros dans les investissements dans les agrocarburants. Ces géants de la globalisation ne font pas qu'apporter leurs énormes fortunes dans la ruée vers l'or que sont les agrocarburants, ils apportent aussi tout leur poids politique.

Tableau 2. Le contrôle des entreprises sur les matières premières clés des agrocarburants

	Principales multinationales	Contrôle
Négociants de maïs (Etats-Unis)	Cargill, ADM	Les 3 premières entreprises contrôlent 80% des exportations de maïs des Etats-Unis
Semences de maïs (Etats-Unis)	Monsanto, DuPont, Syngenta	Monsanto contrôle 41% du marché mondial
Commerce du sucre (Brésil)	Cargill, Louis Dreyfus, Cosan/Tereos/Sucden	Cargill est le plus gros expéditeur de sucre brut du Brésil
Commerce d'huile de palme (mondial)	Wilmar, IOI, Synergy Drive, Cargill	Les multinationales possèdent 60% de la superficie occupée par les palmiers à huile en Malaisie; les propriétaires locaux en possèdent seulement 9%
Commerce du soja (mondial)	Bunge, ADM, Cargill, Dreyfus	3 compagnies contrôlent 80% du broyage européen; 5 compagnies contrôlent 80% de la production brésilienne
Semences de soja (mondial)	Monsanto, DuPont	Monsanto contrôle 25% du marché mondial

Sources: ETC Group, WWF, UK Food Group, Cargill.

Bien entendu, derrière tout ça, amortissant les risques pour les plus grands « spéculateurs » du monde, se trouvent les gouvernements et les organismes de prêts internationaux, comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Les milliards qu'ils fournissent par des subventions directes, des exonérations de taxes, des routes construites par les Etats, des mécanismes de commerce du carbone et des prêts à taux bonifié font que les agrocarburants sont économiquement viables.

Où va l'argent

"C'est de la culture des plantes que va sortir le profit"

Nancy DeVore, Bunge Global Agribusiness

Il y a certainement un lien entre la ruée actuelle vers les agrocarburants et la hausse brutale des prix du pétrole qui a commencé il y a deux ans. Mais une augmentation du prix du pétrole peut difficilement produire le type d'investissements à long terme que les gros acteurs mettent actuellement dans les agrocarburants. Le prix du pétrole, même si les réserves mondiales diminuent, est toujours déterminé par la spéculation, qui n'est que très vaguement corrélée à l'offre et à la demande. Le prix du pétrole peut descendre aussi vite qu'il peut monter, entraînant les producteurs d'agrocarburants dans sa chute. C'est précisément ce qui est arrivé à l'industrie de l'éthanol dans les années 80.

La différence avec le marché des agrocarburants aujourd'hui n'est pas tant le prix du pétrole que le degré de soutien de la part du gouvernement. Pour des questions d'ordre politique, certainement liées à l'intérêt croissant des multinationales pour les énergies « renouvelables », les gouvernements des principaux pays consommateurs de pétrole ont rendu obligatoire - ou sont en train de le faire - que le pétrole destiné au transport contienne un pourcentage minimum d'éthanol et de biodiesel. Ensemble, les subventions et cette obligation reviennent à fournir un vaste marché captif aux entreprises d'agrocarburants.

Mais même comme ça, la production d'agrocarburants reste une activité dont la viabilité est encore fragile, car les profits dépendent toujours d'une autre variable importante: le prix de la matière première, la matière végétale utilisée pour produire l'agrocarburant.

Le coût de la matière première peut faire réussir ou échouer une opération d'agrocarburants, et il n'est pas facile pour un producteur d'agrocarburants d'en contrôler le prix. C'est parce que l'industrie des agrocarburants est toujours en concurrence avec d'autres marchés, en particulier pour l'alimentation, qui dépend des mêmes cultures ou des mêmes terres. Cependant, le réel succès des agrocarburants - manifeste dans leur utilisation croissante - fait remonter les prix des matières premières et diminuer les approvisionnements. Et la hausse des prix peut être fatale car les compagnies d'agrocarburants ont peu de possibilités de répercuter les coûts en amont.

La manière la plus sûre de sortir de ce dilemme pour les entreprises d'agrocarburants est de contrôler la production et la fourniture de leurs propres matières premières. C'est la raison pour laquelle la plupart des entreprises d'agrocarburants se créent actuellement avec des investissements simultanés dans la production des plantes. La tendance est clairement orientée vers la formation de réseaux transnationaux complètement intégrés, réunissant toutes les activités, des semences au transport.

Et là, les multinationales de l'agrobusiness avec leurs chaînes mondiales de marchandises agricoles déjà bien développées ont l'avantage sur leurs concurrents. Dans un avenir prévisible, les matières premières produites en quantités suffisantes pour des opérations d'agrocarburants à grande échelle vont être les cultures - soja, maïs, huile de palme et sucre - dont la production et la commercialisation sont dominées par un petit nombre de multinationales. Il n'est pas surprenant, alors, que la plupart des sommes investies en masse dans les agrocarburants proviennent où sont concentrés vers ces multinationales. Les agrocarburants fournissent ainsi un double bonus aux grosses multinationales des agrocarburants: elles réalisent des profits non seulement dans la production et la vente des agrocarburants mais aussi avec le boom mondial des marchandises que cette nouvelle demande contribue à générer (voir "Les connections du biodiesel tiré de l'huile de palme").

Il y a cependant des limites dans l'intensité et la rapidité avec lesquelles les gros de l'agrobusiness pourront investir dans les agrocarburants. Cargill, par exemple, a clairement affiché sa préférence à vendre dans les canaux alimentaires et d'aliments pour animaux quand la pression a commencé à s'intensifier. Pourquoi se lier par la vente du soja aux producteurs d'agrocarburants quand vous pouvez faire plus de profits en le transformant en huile de cuisine?¹ ADM peut être le plus gros producteur d'éthanol du monde, sa principale ressource n'en demeure pas moins la transformation du maïs en aliments pour les animaux ou en sirop de maïs à haute teneur en fructose pour des compagnies comme Coca-Cola et Pepsi, et il n'aimerait pas voir des prix trop élevés pour le maïs, car cela compromettrait ces marchés.² Ces grosses entreprises de l'agrobusiness sont satisfaites de vendre des agrocarburants pour augmenter le volume d'affaires général, mais seulement si c'est sous leur coordination et leur contrôle attentifs, de manière à ne pas perdre leur chère flexibilité et leurs circuits de profits traditionnels.³

En conséquence, l'argent en surplus qui circule dans les agrocarburants et qui n'est pas absorbé par le gros agrobusiness est transféré vers la construction de réseaux de marchandises transnationaux alternatifs qui ont leur propre production de matières premières et leurs chaînes d'approvisionnement. Cet afflux d'investissements spéculatifs génère une vague de nouvelles alliances et de regroupements d'affaires, rassemblant des compagnies financières,

1 Steve Karnowski, "Cargill, ADM differ in food-duel 1 debate", AP, 17 May 2006:
<http://tinyurl.com/3bxtw7>

2 Alexei Barrionuevo, "Springtime for ethanol", *New York Times*, 23 January 2007.
<http://tinyurl.com/3y9v9t>

3 Tom Philpott, "ADM, high-fructose corn syrup and 3 ethanol", *Gristmill blog*, posted 10 May 2006.
<http://tinyurl.com/kxmqq>

Wall Street à la ferme

George Soros

George Soros a acheté la compagnie argentine Pecom Agribusiness en 2002, ce qui lui a apporté 100 000 hectares de terre en Argentine pour l'élevage de bœufs de boucherie et de vaches laitières, et la production de soja, de maïs, de blé, de riz, et de tournesol.¹ Puis, en 2004, la compagnie Soros, désormais appelée Adenco, s'est étendue au Brésil, en achetant 27 000 hectares de terres dans les états de Tocantins et de Bahia pour la production de coton et de café. En 2006, Adenco a conclu un partenariat avec la famille Vieira du Brésil, un clan de cultivateurs de café de l'état du Minas Gerais, pour créer un moulin / une fabrique d'une capacité de production d'un million de tonnes de sucre de canne par an. La famille Vieira est maintenant actionnaire d'Adenco et gère les opérations brésiliennes du groupe. Le groupe continue de s'étendre, et il est prévu que, bientôt, ses quatre usines de transformation de sucre du Brésil produisent 12 millions de tonnes de sucre de canne, dont la majeure partie sera transformée en éthanol. En attendant, aux Etats-Unis, Soros a annoncé que sa compagnie construisait une usine d'éthanol à base de maïs, qui transformera 50 millions de tonnes de maïs, récoltés sur une superficie de 50 000 hectares, et que des installations similaires sont à l'étude pour l'Argentine.

Goldman Sachs

Goldman Sachs, l'une des plus grosses banques d'investissements au niveau mondial, ne gère pas seulement le financement d'un grand nombre des principales entreprises d'agrocarburants, mais c'est aussi l'un des principaux investisseurs dans l'énergie « renouvelable », ayant déjà investi plus d'un milliard de dollars, en majorité dans les agrocarburants.² Il partage la propriété de Iogen, qui a développé l'éthanol cellulosique, ainsi que les compagnies de distribution d'énergie Kinder Morgan et Green Earth Fuels, qui travaillent ensemble sur une usine et un terminal de stockage de 325 millions de litres (86 millions de gallons)(de biodiesel au Texas qui peut traiter 8 millions de barils de biodiesel. Goldman Sachs s'est encore plus directement engagé dans l'agrobusiness en devenant copropriétaire en 2006 des deux plus grosses entreprises de viande de Chine, ce qui fait de la banque d'investissement chinoise le plus gros investisseur dans ce secteur.³

1 Fabiane Stefano et Livia Andrade, "George Soros ataca no campo", Dinheiro rural, Octobre 2006. <http://tinyurl.com/365e4z> (aussi traduit en anglais par Ethablog), <http://tinyurl.com/2ww5wb>

2 Le 2ème directeur général de British Petroleum, Lord Brown of Madingley, a siégé au Conseil d'administration de Goldman Sachs à partir de 1991. En 2007, il s'est retiré de ses deux postes, suites à un procès retentissant provoqué par les allégations de son ex-amant. Voir <http://tinyurl.com/33jkc>

3 Dominique Patton, "Foreign equity group wins bid for 3 China's leading meat processor", MeatProcess.com, 16 May 2006. <http://tinyurl.com/2v9zg6>

des transporteurs, des négociants et des producteurs. Dans certains cas des fonds d'investissements très importants, comme le groupe Carlyle, montent même leurs propres réseaux, intégrant complètement agrobusiness et énergie (voir l'encadré: "Wall street à la ferme").

D'autres compagnies contournent les chaînes de matières premières déjà existantes en lançant une production dans des zones géographiques où l'agrobusiness est moins présent et où les coûts de productions sont faibles. Plusieurs compagnies chinoises ont conclu des accords avec les Philippines et l'Indonésie début 2007 pour convertir dans chacun des pays 1 million d'hectares à la production d'agrocarburants pour l'exportation.⁴ Les producteurs d'éthanol brésiliens sont en train d'étendre la production de canne à sucre au Paraguay voisin, où les coûts de production sont estimés encore plus bas qu'au Brésil. De même, l'entreprise Mapple, une firme des Etats-Unis produisant de l'énergie, installe une plantation de sucre de canne et de plantes à éthanol au Pérou pour tirer partie des faibles coûts de production de ce pays et des avantages pour accéder aux exportations vers les Etats-Unis.⁵

Une autre manière d'éviter les problèmes d'approvisionnement passe par la production des matières premières qui sont contrôlées de moins près par le gros agrobusiness. A la fois BP et ConocoPhillips ont conclu des accords avec les principaux transformateurs de viande pour l'alimentation des animaux de boucherie pour produire du biodiesel.⁶ BP, avec plusieurs autres compagnies, développe aussi le jatropha comme matière première, pendant que les entreprises chinoises et sud-coréennes sont occupées à conclure des affaires au Nigeria et en Indonésie pour une production de colza à grande échelle.

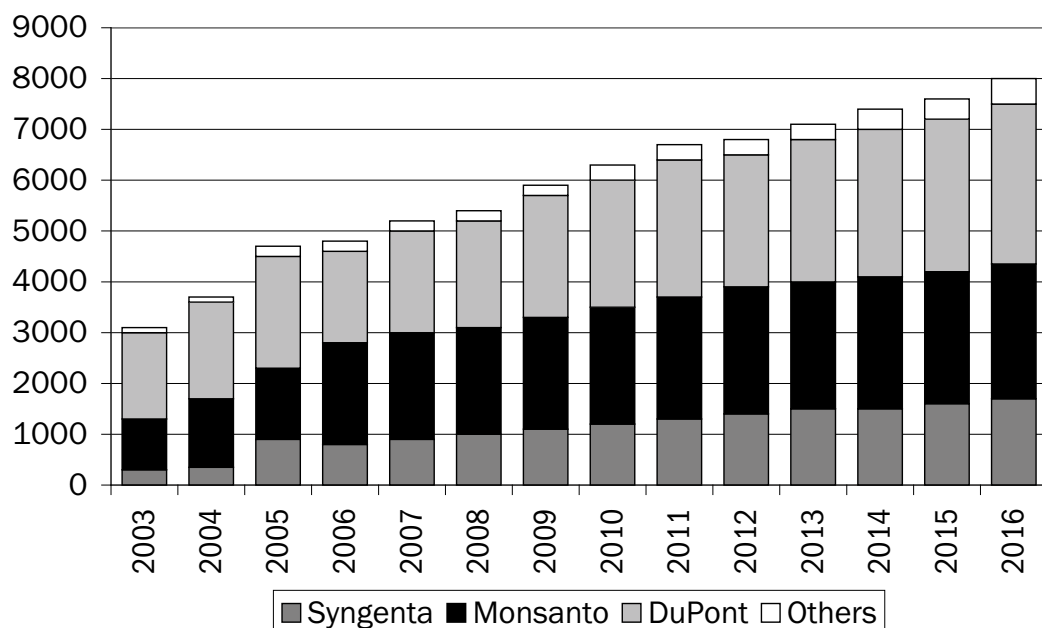
Du côté recherche-développement cependant, la majorité des financements vont à l'éthanol cellulosique, qui serait la prochaine génération d'agrocarburants. Nombreux sont ceux qui, dans l'industrie des agrocarburants, pensent que des méthodes économiquement viables vont bientôt être mises en œuvre pour transformer la matière cellulosique des plantes en éthanol, ce qui ouvrira la voie à une utilisation à grande échelle de cultures comme la graminée 'switchgrass' et les arbres pour la production d'agrocarburants. Ou encore cela permettra l'utilisation de la totalité de la plante

4 GRAIN, "Hybrid rice and China's expanding empire", 6 February 2007, www.grain.org/hybridrice/?lid=176 "Indonesia and China sign biofuel deal", AFP, 9 January 2007.

5 "US-based Maple invests in Peru ethanol production", Reuters, 20 March, 2007. <http://tinyurl.com/39psuj>

6 "BP Brews the fat", Engineer Online, 3 April 6 2006, <http://tinyurl.com/2qe2lh> "Pig fat to be turned into biodiesel", BBC, 19 April 2007. <http://tinyurl.com/2mrhvf>

Vente des semences de maïs et des biotechnologies dans le monde (en millions de dollars)



Source: Cropnosis

d'espèces déjà utilisées pour les agrocarburants, comme la canne à sucre et le maïs, au lieu de seulement utiliser le jus extrait ou les épis, comme c'est le cas actuellement. Ceux qui développent et brevètent ces technologies à partir de la cellulose gagneront bien sûr une influence accrue dans la chaîne d'approvisionnement en agrocarburants, et il n'est donc pas surprenant que les gros pétroliers soient en train de concentrer stratégiquement leurs investissements dans ce secteur ni que les compagnies de biotechnologies comme Monsanto soient déjà en train de s'assurer des monopoles sur les semences et les gènes des plantes cultivées porteuses de la prochaine génération, comme le jatropha ou le miscanthus. Déjà, seules quelques compagnies, avec de gros porte-feuilles de brevets et de solides alliances avec les principales entreprises d'agrocarburants, dominent la recherche-développement sur les enzymes nécessaires à la fabrication d'un éthanol cellulosique qui a des chances de réussir (voir "Les conséquences du contrôle des entreprises").

Vents politiques

Bien évidemment, les agrocarburants ne concernent pas seulement les milieux d'affaires. C'est une question hautement politique, et les entreprises qui en contrôlent la production façonnent et suivent tout à la fois les changements des courants politiques. Bien qu'il existe une euphorie générale pour les agrocarburants chez la plupart des gouvernements, les politiques nationales sont influencées par les différentes dynamiques existant au sein des lobbies des affaires, par les questions géopolitiques et par les politiques commerciales. Les gouvernements et les entreprises en Chine, en Corée du Sud et au Japon cherchent d'autres pays pour la production et l'approvisionnement en matières premières. Le

Brésil veut approvisionner le monde avec à la fois le carburant et les technologies de l'éthanol, et a négocié à cet effet des offres groupées comprenant les deux avec des pays dans chaque continent. Les Etats-Unis et l'Europe voient dans les agrocarburants la réponse à tous les problèmes, du changement climatique aux crises agricoles et aux problèmes avec les états "voyous" riches en pétrole. Par conséquent, des contrats d'agrocarburants sont conclus partout, déterminant les lieux où les agrocarburants sont produits, par qui et pour qui et, peut-être plus important, comment ils sont commercialisés. Et cela n'apparaît nulle part de manière aussi apparente que dans le développement du marché mondial de l'éthanol de canne à sucre (voir "Les connexions de l'éthanol de canne à sucre")

De l'agrobusiness vert? Ne soyez pas dupes

L'agriculture utilisée pour la production d'énergie n'est pas un phénomène nouveau. La plupart des fermes ont toujours produit l'énergie que les familles et les animaux utilisent pour cultiver la terre. La différence avec les agrocarburants cependant est qu'ils impliquent que l'énergie produite par l'agriculture devienne une marchandise qui, comme telle, est totalement intégrée aux circuits de l'agrobusiness et de la finance transnationaux. La production d'agrocarburants par conséquent, suit les diktats des dirigeants financiers mondiaux, des chefs des banques d'investissement ou des entreprises d'agrobusiness, qui sont à la tête d'énormes concentrations de richesses et qui, dans cette ère de globalisation néolibérale, peuvent la conduire là où elle génèrera le plus de profits.

Grâce aux engagements fermes pris à long terme par les gouvernements, il est désormais bien plus certain



"Nous essayons de faire en sorte que les voitures soient alimentées avec du pain et les gens avec du pétrole"

Source: El Roto, El País, Madrid, 2007

que les agrocarburants vont rapporter. D'importants financements y affluent donc, encourageant l'agrobusiness et son modèle d'exportation de produits agricoles à avancer plus profondément et rapidement que jamais auparavant dans sa prise du pouvoir du monde agricole.

Une des constantes claires de cet investissement dans les agrocarburants est que l'argent va de plus en plus dans la construction de réseaux d'agrocarburants complètement intégrés, comprenant la production, le transport, la transformation et la distribution. Il afflue aussi dans quelques centres de productions à faible coût, en particulier au Brésil pour la canne à sucre, aux Etats-Unis pour le maïs et en Indonésie pour le palmier à huile, même si des sommes substantielles vont aussi dans des pays qui s'engagent par des accords spéciaux ou qui ont un accès commercial de faveur aux Etats-Unis, au Japon ou dans l'Union européenne. La production et le contrôle de l'approvisionnement en matières premières sont essentiels, et presque tous les nouveaux programmes d'agrocarburants arrivent maintenant avec des plans de plantations de haute technologie ou concluent des accords de culture, souvent gérés par l'agrobusiness local et souvent sur des terres servant à la production alimentaire ou sur des pâturages et des forêts communaux.

Les programmes d'agrocarburants génèrent ainsi de nouvelles alliances ou renforcent celles qui existent entre les producteurs locaux et les fournisseurs de matières premières et les entreprises étrangères. Habituellement, les investisseurs étrangers constituent

des entreprises communes avec des compagnies contrôlées par les gros propriétaires terriens et les familles politiquement puissantes, confiant la gestion du côté production de l'affaire à ces familles. Les agrocarburants approfondissent ainsi les relations entre le capital transnational et les élites terriennes locales, avec des conséquences importantes sur les luttes pour la terre et la production alimentaire locale.

Ce réseau de production mondiale et de circuits commerciaux qui se développe pour l'extraction et l'exportation des agrocarburants va devenir avec le temps de plus en plus fermement contrôlé par les entreprises. La technologie de la prochaine génération de cultures de biocarburants est entre les mains d'un petit nombre de compagnies et de leurs partenaires commerciaux, qui se serviront des brevets et autres droits de monopole pour bloquer les concurrents et contrôler le marché. En outre, les entreprises commencent déjà à se tourner vers des marques et des standards afin de consolider leurs parts de marché.⁷

Rien de tout ceci n'a à voir avec la prévention pour le changement climatique ni même avec la diminution de la dépendance vis à vis de l'étranger pour le pétrole, comme le gouvernement américain aime à le proclamer. Les résultats financiers montrent que les agrocarburants sont une nouvelle façon pour les entreprises, les spéculateurs et les puissants barons de l'agrobusiness de faire plus d'argent, de vendre plus de marchandises, et de renforcer leur contrôle sur la planète.

⁷ Le groupe Peter Cremer en Allemagne par exemple, l'un des plus gros négociants en produits pétrochimiques, vend une marque de biodiesel, Nexsol, aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et en Australie.

Les connections du biodiesel d'huile de palme

GRAIN

L'huile de palme est un gros business pour la production de biodiesel. "L'huile de palme est comme de l'or vert maintenant", a dit Sukanto Tanoto, l'individu le plus riche d'Indonésie et propriétaire de l'entreprises d'huile de palme, de bois et d'énergie, RGM International.¹ Bien sûr, le marché mondial d'huile de palme explose et cela est largement dû à l'accroissement de la production de biodiesel. L'huile de palme n'est pas seulement l'un des principales matières premières du biodiesel, c'est aussi le premier substitut de l'huile de colza, qui est en rupture d'approvisionnement en Europe à cause de sa conversion en biodiesel. L'augmentation des prix est une mauvaise nouvelle pour les producteurs de biodiesel qui dépendent de l'huile de palme comme matière première, sauf quand il se trouve que le producteur de biodiesel soit aussi le producteur d'huile de palme. "Pour nous le biodiesel est un marché en aval additionnel" a déclaré un directeur des Plantations Golden Hope de Malaisie. "Les entreprises qui possèdent de grandes plantations peuvent ne pas faire tellement d'argent avec le biodiesel, mais nous les appuierons avec le groupe, en obtenant un bon prix pour notre huile de palme et globalement nos gains resteront stables."² C'est une des raisons principales de l'investissement dans les raffineries de biodiesel par les producteurs de biodiesel.

En Indonésie, l'entreprise Tanoto's Pt Aisianagro tirent ses profits de la construction d'une raffinerie de biodiesel de 150,000 tonnes par an. Tout à côté, le Groupe Bakrie, une autre major indonésienne de l'huile de palme, construit une nouvelle usine de biodiesel de 25 millions de dollars, et agrandit ses plantations sur des milliers d'hectares pour fournir la matière première. De la même manière, le groupe indonésien Suryon Dumai est en train de construire sa propre raffinerie de 30 millions de dollars.³

En Malaisie et à Singapour où siègent quelques-uns des plus importants producteurs d'huile de palme, l'activité biodiesel devient frénétique. Les entreprises fusionnent, en achètent d'autres et forment toutes sortes d'alliances pour profiter des opportunités du nouveau marché. Fin 2006, les trois principales

entreprises d'huile de palme de Malaisie contrôlées par le holding d'investissement public Permodalan Nasional Bhd (Golden Hope Plantations, Sime Darby, et Kumpulan Guthrie) ont fusionné pour former Synergie Drive, la plus grande compagnie mondiale d'huile de palme répertoriée. Cette compagnie recombinaée contrôle maintenant 526,000 hectares de plantations de palmier à huile en Malaisie et en Indonésie et elle est impliquée dans plusieurs projets d'usines de biodiesel. Pour les principaux producteurs, un objectif clé réside dans l'expansion et l'intégration des capacités de raffinement à la fois dans le pays et à l'étranger. Début 2007, l'Autorité de Développement Foncier Fédéral (FELDA), qui est le plus important transformateur d'huile de palme au monde, a racheté l'entreprise états-unienne Twin Rivers Technologies, qui possède la plus importante usine de biodiesel des Etats-Unis. L'entreprise Malaysienne IOI Corporation a acquis récemment les opérations de transformation d'huile de palme d'Unilever Europe, a acheté deux entreprises de raffinerie d'huile de palme de Malaisie, et a ensuite publiquement fait savoir son intention d'acquérir Asiatic Développement, un autre producteur et raffineur d'huile de palme majeur. IOI est en train de construire une raffinerie de 200.000 tonnes de biodiesel annuel à Johor en Malaisie, et la plus importante raffinerie d'Europe à Rotterdam, aux Pays-Bas, qui aura la capacité de raffiner 900 000 tonnes par an en huile de table ou biodiesel. Le Groupe Kuok est dans un mode d'expansion similaire.

Cargill, de son côté, a constamment élargi et intégré ses opérations d'huile de palme pour profiter de la vague de demandes pour le produit. La compagnie exploite deux raffineries en Malaisie et une usine de broyage en Indonésie. Elle a aussi récemment augmenté de manière significative les capacités de son usine de Rotterdam pour raffiner les huiles tropicales, 200,000 tonnes annuelles supplémentaires d'huile de noix de coco et 300,000 tonnes annuelles supplémentaires d'huile de palme. Au niveau de la production, Cargill a lancé ses premières plantations d'huile de palme à Sumatra en Indonésie en 1997. Puis en 2005, Cargill et Temasek Holding, branche privée du gouvernement de Singapour

1 APRIL-Watch, 11 May 2007, <http://aprilwatch.blogspot.com/>

2 Shibu itty Kuttickal, "Palm oil merger may deter some projects", ICIS News, 1 December 2006, <http://tinyurl.com/2jg724>

3 Pour l'analyse de la production de biodiesel en Asie, voir Crédit Suisse, "Biofuel Sector: Global comparisons of a fast-growing sector", 30 août 2006, <http://tinyurl.com/2sawse> et Liaw Thong Jung, "Equity Focus: KNM Group Berhad", Aseambankers Malaysia Equity Research, 15 février 2007, <http://tinyurl.com/3yh8xl>

pour les investissements, ont acquis les plantations de palmiers du Groupe CDC en Indonésie et en Papouasie Nouvelle Guinée. Cela comprend une plantation à Kalimantan en Indonésie et une majorité d'actions dans quatre autres plantations de la région – trois en Indonésie et une en Papouasie Nouvelle Guinée. Les plantations existantes de Cargill ont été fusionnées dans la nouvelle joint venture, enregistrée à Singapour comme CTP Holding, avec Cargill

comme actionnaire majoritaire, assumant toutes les responsabilités de gestion et de fonctionnement.

De manière générale donc, la demande en biodiesel encourage la consolidation du secteur de l'huile de palme et permet un glissement vers des orientations et structures plus transnationales, avec une intégration plus étroite entre les compagnies étrangères et les producteurs et fournisseurs d'huile de palme.

Tableau 3. Exemples des réseaux transnationaux de biodiesel à base d'huile de palme

Producteurs/fournisseurs	Partenaire étranger	Projet
Golden Agri-Resources (Singapour/Indonésie, possédé par Sinar Mas Group)	China National Offshore Oil Co. et Hong Kong Energy Ltd.	Un projet de 5,5 milliards de dollars sur 8 ans pour développer un biodiesel à partir du palmier à huile brut, et du bioéthanol issu de canne à sucre et du manioc sur environ un million d'hectares de terres en Papouasie et à Kalimantan en Indonésie
PT Mopoli Raya (Indonésie, filiale de Bollore Group)	Merloni (Italie, possédé par Indesit/Fineldo)	Construire une usine de biodiesel d'une capacité de 250,000 tonnes par an à Kuala Tanjung, au Nord de Sumatra, appelé Nusantra BioFuel
Kulim (Malaysia, possédé par Johor Corporation)	Peter Cremer Gruppe (Allemagne)	Lancement d'une joint venture pour la construction et le fonctionnement de deux usines de biodiesel en Malaisie et à Singapour
IOI and Golden Hope Plantation (Synergy Drive)	BioX Group (Pays Bas)	En 2006, BioX a signé un accord d'approvisionnement pour 10 années avec IOI et Golden Hope Plantation qui inclut la construction d'une usine électrique à biocarburant à la raffinerie de IOI à Rotterdam. Le Groupe BioX a aussi des joint venture avec Tradewinds Plantations et Sime Darby pour des projets de commerce de carbone à leur raffineries d'huile de palme

Robert Kuok et le réseau Wilmar.

Début 2007, Robert Kuok, le plus riche individu d'Asie du Sud-est, a rassemblé les divers éléments de son empire s'occupant d'huile de palme en une seule entité (1). La nouvelle compagnie, Wilmar International, a été formée par une fusion de 4,3 milliards de dollars entre les huiles PPB de Kuok et Wilmar, qui comprend non seulement la famille Kuok, mais aussi ADM et China National Cereals, Oils and Foodstuffs Import & Export Corporation (COFCO), la plus importante compagnie alimentaire de Chine et un des investisseurs les plus agressifs dans la production d'agrocaburants. (2) A travers la fusion, ADM est devenu le deuxième actionnaire principal de Wilmar International. (3) Le groupe d'entreprises Kuok est un acteur important mais généralement méconnu des agrocaburants, à la fois pour le biodiesel et pour l'éthanol. Wilmar International possède environ 435,000 hectares de plantation de palmier à huile et 25 raffineries en Indonésie, Malaisie, et Singapour. A travers ses alliances avec ADM, il a une raffinerie de biodiesel de 300,000 tonnes par an à Singapour, et les deux entreprises ont encore trois autres raffineries bientôt en production à Riau, en Indonésie, chacune d'elle avec une capacité de 350.000 tonnes par an, et aussi une raffinerie à Rotterdam avec une capacité d'un million de tonnes par an, ce qui fait facilement de Wilmar l'un des plus importants producteurs de biodiesel dans le monde. La compagnie, à travers sa filiale malaisienne Josovina, est aussi en passe de devenir le fournisseur exclusif de Global Bio-Diesel, une usine de biodiesel de 500,000 tonnes annuelles qui est en train d'être construite en Malaisie par la compagnie Sud Coréenne Eco Solutions. Et pour assurer le lien commercial important de la chaîne du biodiesel, Kuok possède, basé à Singapour, Pacific Carriers – l'une des plus importantes compagnies de fret maritime du sud-est asiatique. Les activités du Groupe Kuok concernant l'éthanol découlent de ses grandes sociétés sucrières. Depuis qu'il a commencé à s'aventurer dans le business du sucre dans les années 1950, Robert Kuok a continuellement augmenté l'extension internationale de ses sociétés. Dans les années 1970, avec le Groupe Salim, une entreprise indonésienne d'huile de palme et alimentaire, appartenant à un associé proche de Kuok, Lime Sioe Liong, il met en place la plantation sucrière la plus importante du pays et devient le principal fournisseur de l'agence d'approvisionnement du gouvernement de Suharto. Puis en 1987, Kuok, à travers sa compagnie Kerry Internationale, basée à Singapour, achète 30% des actions du géant du sucre français, Sucres et Denrées (SUCden), qui contrôle environ 15% du commerce du sucre mondial. Plus récemment, Kuok, à travers ses propres holdings et à travers Sucden, est devenu le deuxième plus gros actionnaire de Cosan, le plus grand transformateur de sucre et producteur d'éthanol du Brésil.

1) Robert Kuok possède aussi le South China Morning Post, le plus influent quotidien en langue anglaise de Hong-Kong. Pour plus d'informations, voir le site web de Not The South China Morning Post: <http://www.ntscmp.com>

2) Wan Zhihong, "COFCO to invest US\$1b in ethanol", China Daily, 19 2 October 2006.

3) "ADM to acquire shares in Wilmar International", FirstCall, 14 December 2006. <http://tinyurl.com/3xdpds>

Les plantes cultivées pour l'énergie alternative et la prochaine génération d'agrocarburants

GRAIN

Il n'y a pas de mystère dans le coup de foudre de l'industrie biotech pour les agrocarburants. Davantage d'agrocarburants se traduit par une production plus importante de soja et de maïs hybride – ce qui signifie davantage de ventes de semences GM et de pesticides. Robert Fraley, le vice-président de Monsanto et co-inventeur de ses cultures Roundup Ready, a déclaré avec jubilation en public lors d'une récente exposition d'agrobusiness en Argentine que la croissance des agrocarburants était "inimaginable en termes de ce que cela allait signifier en surface pour le maïs et le soja".¹

Il n'y a pas longtemps le principal message de Fraley concernait la manière dont les modifications génétiques pourraient remplir les ventres des pays pauvres; maintenant cela concerne la manière dont les OGM vont alimenter les véhicules dans le monde. Il semble que ce soit juste une question d'adaptation du message à la dernière préoccupation à la mode. De toutes façons, comme Fraley l'a fait remarqué, Monsanto et Cargill travaillent sur de nouvelles variétés de maïs dans leur association d'entreprises (joint venture), Renessen, que Cargill peut simultanément transformer à la fois en éthanol et en alimentation animale, résolvant ainsi, au moins pour Cargill, le conflit entre ses marchés de carburants et de produits alimentaires.

La sélection du maïs par Renessen en dit beaucoup sur la manière dont des entreprises comme Monsanto sont prêts à tirer profit de la ruée vers les agrocarburants. Les agrocarburants ouvrent de nouveaux marchés pour les cultures GM, que ce soit le maïs, le soja ou le colza, qui étaient jusqu'à présent limités à

l'Europe, le Japon et ailleurs par les obstacles érigés par des réglementations fondées sur les inquiétudes concernant les effets des OGM sur la santé humaine. Mais le maïs GM de Renessen est destiné à deux débouchés, les agrocarburants et l'alimentation animale, qui ont le niveau de réglementation le plus bas. C'est un arrangement parfait pour les deux compagnies: Cargill contourne les obstacles au commerce et Monsanto assure sa position dans l'empire du plus gros négociant en céréales du monde. Des arrangements similaires surgissent ailleurs. En 2006, DuPont et Bunge ont annoncé qu'ils élargissaient le cadre de leur joint venture vers la recherche-développement sur le soja, sous le nom de Solae, pour y inclure les agrocarburants.²

Les intérêts des grosses entreprises biotech pour les agrocarburants ne s'arrêtent cependant pas aux principales cultures GM. Ces compagnies sont aussi au centre de la recherche de matières premières alternatives et de l'insaisissable prochaine génération d'éthanol cellulosique, où les mêmes scénarios de contrôle par des monopoles se déroulent. (voir l'article sur le jatropha).

Monsanto est un acteur clé de la recherche-développement pour le miscanthus et la switchgrass, deux des matières premières les plus prometteuses pour le futur marché de l'éthanol cellulosique. Début 2007, Mendel Biotechnology, qui est partiellement détenue par Monsanto, a acheté la compagnie basée en Allemagne Tiplant Biotechnik, faisant ainsi l'acquisition de ses cultivars hybrides de miscanthus et de la totalité de sa collection de ressources génétiques de miscanthus, la plus importante du

1 Présentation à l' Agro-Expo, Junin, Argentine, 15 mars 2007.

2 <http://tinyurl.com/2j4bth>

Tableau 4: Compagnies développant les enzymes des agrocarburants celluloseux et leurs partenaires

Diversa/Celunol	Syngenta, Dupont/Tate&Lyle, Khosla Ventures
logen	Shell, Goldman Sachs
Genencor (Danisco)	Tembec, Mascoma/Khosla Ventures, Cargill, Dow, Royal Nidalco
Novozymes	DuPont, Broin, COFCO. China Resources Alcohol Corporation
Dyadic	Abengoa, Royal Nidalco

Géants du pétrole : énormes plantations d'arbres

Dans l'éventualité où les méthodes d'agrocarburants cellulose arriveraient sur le marché, les plantations d'eucalyptus et d'autres arbres deviendraient des sources importantes de matières premières. Les géants du pétrole sont déjà en train d'assurer leurs positions dans cette nouvelle configuration. Chevron, par exemple, a un partenariat avec Weyerhaeuser, l'une des plus grosses compagnies forestières du monde, avec des centaines de milliers d'hectares de plantations d'eucalyptus en Uruguay et au Brésil. Shell Oil est en train de développer de l'éthanol cellulosique à partir de copeaux de bois en partenariat avec Iogen Corp et Choren Industries en Allemagne, même si, entre 2000 et 2004, il a donné un coup de frein à son programme biomasse et vendu ses filiales forestières en Afrique et en Amérique du Sud.

monde, avec plus de 1000 échantillons. Mendel mène aussi des opérations de sélection de miscanthus en Chine (un centre de diversité du miscanthus) et aux Etats-Unis, où il travaille sur des variétés GM à haut rendement, avec une possibilité de collaboration avec le nouvel Institut des Biosciences de l'Energie de BP à l'université de Berkeley.³ Le 13 juin 2007, BP a annoncé qu'elle finançait Mendel pour mener un programme de recherche sur cinq ans sur les matières premières des agrocarburants et qu'elle avait acheté des parts dans la compagnie, ce qui lui donne un siège à côté de Monsanto au conseil d'administration de Mendel.⁴

L'engagement de Monsanto dans la switchgrass s'effectue via son partenariat avec une autre compagnie de biotech des Etats-Unis, Ceres, qui est aussi liée à l'Institut des Biosciences de l'énergie de BP.⁵ Ceres a déclaré être en train d'améliorer la switchgrass pour en faire une plante cultivée par la sélection de types améliorés. Mais, plus important, qu'elle apportera les gènes, les outils et les procédures dont elle est propriétaire pour accroître les améliorations plus rapidement et fournira à la plante les attributs idéalement adaptés pour qu'elle soit cultivée sur de grandes superficies pour produire des rendements toujours plus hauts". Ceres déclare posséder la plus grande collection de gènes de plantes entièrement séquencés, avec des brevets sur plus de 75000 gènes.

Les compagnies de semences sont aussi en train de manœuvrer pour s'assurer que les plantes actuellement cultivées pour les agrocarburants continuent à servir de matières premières quand les systèmes de transformation évoluent. Cana Vialis, la plus grosse compagnie de sélection de canne à sucre, et la compagnie biotech de canne à sucre Allelyx, toutes deux détenues par la conglomérat brésilien Votorantim, travaillent sur de nouvelles variétés GM de canne à sucre pour des compagnies d'éthanol comme Cosan, l'une de leurs entreprises partenaires. C'est la même chose pour Monsanto. En décembre 2006, un responsable de Monsanto a indiqué au journal brésilien Valor Econômico que la compagnie menait des études sur de nouvelles variétés de canne à sucre pour le marché brésilien en partenariat avec une autre compagnie dont le nom n'a pas été divulgué.⁶ Quelques mois plus tard, Monsanto a révélé que cette compagnie était Votorantim et qu'ils avaient

l'intention de commercialiser les variétés de canne à sucre Roundup Ready au Brésil d'ici 2009 (voir encadré sur le conglomérat Ometto).⁷ Syngenta, pendant ce temps, s'est récemment assuré l'accès à des variétés de canne à sucre non comestibles et contenant de très grandes quantités de cellulose, développées par la firme biotech Celunol quand Celunol a été rachetée par Diversa, une compagnie de bioprospection – d'enzymes et de microbes – contrôlée par Syngenta.

De son côté, DuPont, la deuxième plus grande compagnie semencière du monde, développe ce qu'il appelle "une bioraffinerie de maïs intégrée", avec des financements du département étasunien à l'énergie et en co-opération avec Diversa, Tate & Lyle, John Deere et Broin, le plus gros producteur d'éthanol des Etats-Unis. Il utilisera probablement des variétés de maïs à haute teneur en amidon développées par DuPont, et un micro-organisme qui peut transformer la tige du maïs en éthanol que Diversa a isolé du sucre de la sève des agaves tropicaux. En aval, la bioraffinerie de DuPont devrait s'introduire dans la production et la commercialisation de biobutanol de l'entreprise commune qu'elle a avec BP et British Sugars.

Syngenta, qui a récemment fusionné ses affaires étasuniennes de semences avec celles de DuPont, travaille aussi avec Diversa à développer un maïs pour la production d'un agrocarburant cellulosique.⁸ En 2008, il espère lancer une variété GM de maïs qui produira un enzyme développé par Diversa qui transformera l'amidon en sucre pour l'éthanol. L'idée sous-jacente à cette variété de maïs GM est de faire baisser le coût des enzymes liquides utilisés pour la production de l'éthanol cellulosique – le point de blocage critique dans la fabrication de cette prochaine génération d'agrocarburants économiquement viables.⁹

C'est précisément là, au niveau des enzymes, que la rivalité des entreprises pour le développement de la prochaine génération d'agrocarburants est la plus intense. La recherche-développement de ces enzymes est aux mains de quelques compagnies biotech seulement, chacune d'entre elles faisant déjà partie de groupes d'entreprises ou d'"équipes" essayant de développer des systèmes totalement intégrés pour la production d'éthanol cellulosique.¹⁰

3 James Zhang, "Feedstock improvement: A biotechnology business opportunity perspective", 26 April 2007, <http://tinyurl.com/2mm2dl>
Richard Brennenman, "Corporate academic web entangles UC-BP proposal", *Berkeley Daily Planet*, 23 mars 2007, <http://tinyurl.com/2vgs6v>

4 Communiqué de presse de la compagnie, <http://tinyurl.com/36ff47>

5 Emily Heaton et Frank Dohleman, "Practical experiences with miscanthus and switchgrass in Illinois", 26 avril 2007, <http://tinyurl.com/39zj6r>

6 "Monsanto studies entry into Brazil transgenic cane market", Dow Jones, 7 décembre 2006, <http://tinyurl.com/2pp6g8>

7 MST, "Brasil: Votorantim e Monsanto produirão cana transgênica", *Brasil*, 30 mai 2007, <http://tinyurl.com/3845hd>

8 En avril 2006, Syngenta et DuPont ont annoncé la formation d'une joint venture à parts égales, Greenleaf Genetics. Voir Andrew Pollack, "Dupont and Syngenta join in modified seed venture", *New York Times*, 11 avril 2006.

9 Le Centre africain de biosécurité a fait paraître une analyse critique sur cette variété de maïs, qui a contribué à ce que cette variété soit refusée par les réglementations sud-africaines. Voir <http://tinyurl.com/2u2ehh>

10 <http://tinyurl.com/338mmo>

Les connexions de l'éthanol de sucre de canne

GRAIN

Les Etats-Unis et le Brésil sont de loin, les centres dominants de la production mondiale d'éthanol. Ils totalisent ensemble près de 70 % de l'éthanol actuellement produit dans le monde. Ces deux pays dominent aussi la production mondiale à l'exportation des plantes cultivées à partir desquelles elles produisent leur éthanol. Les Etats-Unis, qui tirent leur éthanol du maïs, fournissent près de 70% des exportations mondiales de maïs. Le Brésil tire son éthanol de la canne à sucre, et totalise aujourd'hui plus de la moitié du sucre brut commercialisé dans le monde. Aussi dans ces deux pays, l'approvisionnement en matière première d'éthanol se fait dans des filières mondiales qui sont étroitement contrôlées par un petit nombre d'entreprises transnationales et soumises aux relations commerciales.¹

L'émergence du Brésil comme gros exportateur de sucre a commencé à la fin des années 1980 quand le secteur sucrier a été libéralisé. C'est à cette époque que les investissements étrangers se sont mis à affluer, augmentant l'envergure de la production sucrière et sa superficie, tout en orientant l'industrie vers l'export. Cependant, ce n'est réellement qu'au cours de ces toutes dernières années que le sucre brésilien a commencé à inonder le marché mondial. En 2004, le Brésil a gagné un litige crucial contre le régime sucrier de l'Union Européenne à l'Organisation Mondiale du Commerce. La victoire brésilienne a ébranlé les circuits de commerce et de production coloniaux en place depuis longtemps, ainsi que la production à l'exportation largement subventionnée de l'Union Européenne. Aujourd'hui, les industries sucrières d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et d'autres parties du monde qui étaient soutenues par un accès préférentiel à l'UE, sont en plein déclin, alors même que la croissance des marchés pour l'éthanol fait monter le prix international du sucre. Pendant ce temps la production sucrière brésilienne explose: la part du pays dans les exportations de sucre brut est passée de 7 % en 1994 à 62% en 2006, et au cours des quatre dernières années, ses exportations de sucre et d'éthanol ont augmenté de 243 %.²

Dans ce nouveau contexte, où les entreprises sucrières consolident leurs opérations et se développent dans

les régions de production à moindre coût, le Brésil est devenu la principale cible de leurs investissements. Par exemple, Bajaj Hindusthan, le plus important producteur de sucre de l'Inde, a installé une filiale brésilienne en 2006 et affecté 500 millions de dollars d'investissement immédiat dans le pays. " Si je veux croître exponentiellement, j'ai besoin d'être au Brésil" a dit Kushagra Nayan Bajaj , le PDG de l'entreprise. "Si un investisseur attend de moi une croissance encore décuplée au cours des trois ou cinq prochaines années, ce n'est pas possible en Inde."³

L'explosion de la production d'éthanol au Brésil arrive donc en même temps qu'une explosion plus générale de la production de sucre dans le pays. Et de même que pour l'huile de palme, les producteurs de sucre se dépêchent de tirer partie de cette opportunité pour s'assurer le contrôle du marché international de l'éthanol à base de canne à sucre, se positionnant pour profiter à la fois de l'augmentation des prix mondiaux du sucre brut et de la demande accrue en éthanol.

Le gouvernement brésilien a joué un rôle clé en favorisant cette consolidation d'entreprises. Le président Lula et les ministres de son gouvernement semblent être perpétuellement en tournée pour promouvoir l'éthanol, concluant des marchés partout dans le monde pour les débouchés de l'éthanol et des technologies brésiennes. Une grande part de l'aide gouvernementale à l'industrie se réalise à travers l'entreprise pétrolière d'état, Petrobrás, qui développe activement les infrastructures d'exportation. Son dernier projet est un pipeline d'éthanol de 750 millions de dollars, s'étendant sur environ 1300 kms depuis l'intérieur du Brésil jusqu'à la raffinerie de Paulinia, puis transporté au port de São Sebastião. Le pipeline aura la capacité de transporter presque la moitié de la production actuelle du Brésil.

Petrobrás est aussi plus directement engagée pour sécuriser sur le long terme des marchés à l'exportation pour l'éthanol brésilien. En 2005, elle a conclu un accord avec l'entreprise pétrolière publique du Japon, Nippon Alcohol Hanbai, pour créer Brazil-Japan Ethanol, une coentreprise qui prévoit d'exporter 1,8 milliards de litres d'éthanol par an au Japon.⁴

1 Le contrôle par les multinationales du marché de l'éthanol extrait du maïs aux Etats-Unis est examiné dans le numéro spécial sur les biocarburants du magazine Grist de décembre 2006 (en anglais) Voir: <http://tinyurl.com/2r6k5m>

2 Site web des Groupes Sucres et Denrées, "Sugar Market" (le marché du sucre): <http://www.sucden.com> (en anglais)
"Brazilian agribusiness exports doubled in four years", (Les exportations de l'agrobusiness brésilien ont doublé en quatre ans) Anba, 11 janvier 2007, <http://tinyurl.com/37tsql>

3 Pratik Parija and Thomas Kutty Abraham, "Bajaj plans to expand into Brazil" (Les projets de Bajaj pour son expansion au Brésil) , Bloomberg News, 22 août 2006, <http://tinyurl.com/2o3g32>

4 <http://tinyurl.com/2tjxu2>

Le conglomérat Crystalsev

Au cœur de ce conglomérat se trouve la famille brésilienne Biagi, ainsi que la famille Junqueira, autre groupe des barons du sucre. Ces deux familles sont les principaux actionnaires du deuxième groupe brésilien de sucre et d'éthanol, Vale de Rosario. Ils ont récemment augmenté leurs parts dans l'entreprise quand ils ont racheté les actionnaires majoritaires pour éviter une offre d'achat de Cosan et Bunge. Après avoir pris le contrôle de Vale de Rosario, les propriétaires ont lancé une procédure de fusion avec un autre producteur d'éthanol brésilien majeur, Santa Elisa, contrôlé aussi par la famille Biagi. Quand la fusion sera terminée, l'entreprise qui en est issue broiera quelques 20 millions de tonnes de canne à sucre par an. Le vice président directeur général, Cicero Junqueira Franco, déclare que l'entité issue de la fusion cherchera alors des partenariats avec des acteurs étrangers et lancera une offre publique de vente à la bourse des valeurs brésilienne. Mais, en réalité, la transition du conglomérat en transnationale est déjà presque réalisée.

Vale de Rosario et Santa Elisa sont les deux acteurs principaux de Crystalsev, une alliance formée par neuf industries brésiliennes pour commercialiser leur sucre et leur éthanol, et ce en grande partie sous le contrôle de la famille Biagi. Après la fusion de ses deux plus grosses usines, Crystalsev cherche maintenant à obtenir de ses actionnaires une fusion plus formelle, qui intégrera complètement ses activités de production et de commerce. Crystalsev est aussi en train de renforcer rapidement ses liens avec les entreprises étrangères, en particulier avec Cargill.

L'expansion de Cargill dans l'éthanol brésilien est arrivée surtout par le clan Biagi. En juin 2006, il a racheté 63% des actions de l'usine d'éthanol Cevasa de São Paulo de Maurilio Biagi Filho, qu'il a intégré à Crystalsev. L'usine Cevasa a la capacité de broyer 4 millions de tonnes de canne à sucre par an et de produire 350 millions de litres d'éthanol. Elle expédiera l'éthanol par bateau sous sa forme hydratée depuis le terminal éthanol TEAS de Santos (qui est une coentreprise entre Crystalsev, Cargill et deux autres exportateurs d'éthanol brésiliens majeurs) jusqu'à l'usine d'éthanol d'El Salvador qui est aussi une coentreprise entre Cargill et Crystalsev. Là l'éthanol sera déshydraté et expédié par bateau aux Etats-Unis, où il peut entrer sans taxe douanière avec l'accord de commerce préférentiel connu comme l'Initiative du Bassin des Caraïbes dont fait partie El Salvador.⁽¹⁾

Cargill n'est pas le seul partenaire étranger de Crystalsev. Santa Elisa vient récemment de former une coentreprise de 300 millions de dollars avec l'entreprise de commerce international Golden Holdings, et l'une des plus grandes sociétés de financement par capitaux propres du monde, le groupe Carlyle. La coentreprise appelée CNAA a l'intention de faire fonctionner d'ici 2008 au moins quatre nouvelles usines sucrières ayant la capacité de broyer 20 millions de tonnes de canne à sucre par an. Cela fera de CNAA l'un des trois plus importants producteurs de sucre du Brésil. Les représentants de la compagnie disent que l'objectif sera de se développer dans les "nouvelles" régions de cultures de la canne à sucre du Centre-Sud, avec Crystalsev prenant en charge la distribution nationale et Global Holdings organisant le commerce international.⁽²⁾

1. Henrique Oliveira, "Cargill, largest private corporation in US, acquires Cevasa in Brazil", Ethanol Brasil blog, 11 December 2006. <http://tinyurl.com/2nrc6c>

2. <http://tinyurl.com/2mntj>.

En mars 2007, dans le partenariat de 8 milliards de dollars conclu entre le Brésil et le Japon, Petrobrás, Mitsui et Itochu se sont mis d'accord pour créer une coentreprise brésilienne qui fournirait de l'éthanol au Japon pour au moins les 15 prochaines années. Les deux parties ont aussi commencé des négociations pour la construction d'un pipeline à l'intérieur du Brésil pour faciliter ces exportations.⁵

Les grands gagnants de l'émergence du Brésil comme la centrale mondiale du sucre et de l'éthanol sont les entreprises transnationales et les quelques familles, connues au Brésil comme les barons du sucre, qui augmentent leur contrôle sur l'industrie brésilienne du sucre et de l'éthanol. Avec des investisseurs étrangers qui frappent à leur porte, les barons du sucre sont en train de consolider leurs holdings et de restructurer leurs entreprises pour leur permettre d'attirer des investissements extérieurs. Certains ont même mis leur affaire de famille dans la bourse des valeurs brésilienne. Généralement ce qu'il advient c'est que les investisseurs étrangers rachètent une participation majoritaire ou une minorité d'intérêt, laissant les barons du sucre avec leur expertise à

maximiser la productivité par l'exploitation, pour surveiller les opérations agricoles.

Les barons du sucre brésiliens ont utilisé cette manne financière, provenant des investisseurs étrangers comme du gouvernement, pour racheter de plus petites entreprises et augmenter la production pour l'exportation. Entre 2000 et 2005, 37 fusions et acquisitions ont eu lieu dans le secteur de l'industrie du sucre et de l'éthanol à l'intérieur du pays.⁶ Aujourd'hui on peut distinguer seulement un petit nombre de conglomérats - des réseaux transnationaux de multinationales et des familles du sucre - qui contrôlent l'industrie. Deux des plus importants sont les conglomérats Crystalsev et Ometto.

Le Brésil attire plus d'investissements internationaux dans les agrocarburants qu'aucun autre pays. En 2006 seulement, plus de 9 milliards de dollars ont été investis dans l'industrie de l'éthanol au Brésil, avec 2 milliards pour la construction de nouvelles usines d'éthanol.⁷ Un certain nombre de fonds d'investissements de plusieurs millions de dollars ont été récemment placés sur les marchés boursiers

5 <http://tinyurl.com/2lkdwq>

6 <http://tinyurl.com/2l5rz9>

7 <http://tinyurl.com/36h9a5>

Le conglomérat Ometto

Le groupe Ometto, conduit par le milliardaire brésilien Ometto Silveira Mello, contrôle Cosan, le plus important producteur de sucre du Brésil. Pour l'année fiscale 2005-2006 Cosan a broyé presque 28 millions de tonnes de canne à sucre et vendu plus d'un milliard de litres d'éthanol.

Au cours de ces dernières années Cosan s'est restructuré en entreprise transnationale. Pour commencer, il a vendu en 1999 10% de ses principales activités portuaires au géant mondial du sucre Tate & Lyle. Puis il a créé en 2002 une coentreprise avec deux importantes compagnies sucrières française, Sucden et Tereos, qui ont toutes deux une importante activité dans le commerce du sucre et de l'éthanol brésiliens (1) et conclu en 2005 un partenariat avec le groupe Kuok de Hong Kong. Sucden, Tereos et Kuok sont maintenant d'importants actionnaires de Cosan, même si Ometto garde la majorité. Kuok, qui est un acteur majeur de l'histoire du biodiesel tiré de l'huile de palme, a aussi beaucoup d'intérêts dans Cosan, à travers son conglomérat agro-industriel, le Groupe Kerry. Des investissements étrangers supplémentaires ont été introduits dans l'entreprise en 2005. Cosan fit une première offre publique sur la bourse des valeurs brésilienne, c'était le premier producteur important d'éthanol à le faire, cédant encore 27% de ses actions à des actionnaires étrangers. Ometto envisage maintenant de faire un premier appel public à l'épargne à Wall Street.

L'empire sucrier d'Ometto ne s'arrête pas là. Quoique vous ne trouverez pas cette information sur le site web de Cosan, son groupe contrôle aussi São Martinho, qui était, au moins jusqu'à récemment, le deuxième producteur de sucre du Brésil (après Cosan) et le gestionnaire de la plus grande usine brésilienne de traitement du sucre (7 millions de tonnes par an). Début 2007, São Martinho a emboîté le pas à Cosan en lançant un premier appel public à l'épargne sur la bourse des valeurs brésilienne, apportant un capital de 176 millions de dollars et une part substantielle de capitaux étrangers. Immédiatement après, il commença à renforcer ses relations avec d'autres acteurs importants. En mars 2007, il signa un accord avec l'entreprise Mitsubishi, donnant à la firme japonaise 10% de la propriété de Usina Boa Vista, une usine en construction avec une capacité de broyage de 3 millions de tonnes par an. Cette usine a été financée avec 250 millions de dollars venant de la Banque nationale de développement économique et social du Brésil (BNDES). L'accord comprend aussi un contrat sur 30 années qui stipule que l'usine vendra 30% de sa production à l'exportation au Japon. A peu près au même moment São Martinho s'est associé à Cosan pour racheter l'usine d'éthanol de Santa Luiza à São Paulo, qui a une capacité de broyage de 1,8 millions de tonnes de canne à sucre par an.

Un autre élément important de l'empire Ometto est sa proximité avec Votorantim, l'un des plus importants conglomérats tenus par une famille du Brésil, contrôlé par le milliardaire brésilien Antônio Ermirio de Moraes. Outre les liens personnels étroits entre les deux familles, leurs entreprises ont récemment établi un partenariat dans l'amélioration de la canne à sucre entre des filiales de Cosan et Votorantim, CanaVialis, la plus grande compagnie mondiale de sélection de la canne à sucre, et Allelyx, la plus importante compagnie biotech de canne à sucre du Brésil.(2) Puis, en mai 2007, Votorantim et Monsanto ont formellement annoncé leur partenariat pour développer une canne à sucre génétiquement modifiée, annonçant qu'ils auraient des variétés génétiquement modifiées Roundup Ready prêtes pour une introduction sur le marché en 2009.

1. Tereos a acheté les deux usines à sucre de Guarani Sugar en 2001, et plus récemment a annoncé un investissement de 100 millions de dollars pour une troisième raffinerie ainsi que l'achat d'une usine d'éthanol de 40 millions de litres par an, bientôt terminée à São Paulo. Louis Dreyfus est actuellement le second plus gros producteur et commerçant de sucre du Brésil. Il a commencé à acheter la raffinerie Crescial à São Paulo en 2000, puis par la suite pris le contrôle de cinq usines de broyage appartenant à Tavares de Melo.

2. Votorantim possède aussi 28% de Aracruz Celulose, le plus important producteur mondial de bois dur, et la plus grande compagnie brésilienne d'eucalyptus.

étrangers avec comme objectif spécifique d'investir dans l'éthanol brésilien (voir le tableau 5 page 22)

L'argent frais pousse la production sucrière vers de nouvelles régions, en particulier sur les terres qui sont depuis longtemps utilisées pour le pâturage. Eduardo Pereira de Carvalho, le Président du Syndicat des transformateurs de canne à sucre de São Paulo prédit que jusqu'à un tiers des terres à pâturages actuelles sera reconverti en production de canne à sucre dans un futur proche. Il estime qu' "Au cours des 15 prochaines années, 100 millions d'hectares de plus pourraient être cultivés en canne à sucre, surtout sur des terres de pâture."⁸

L'extension du sucre et de l'éthanol brésilien a des répercussions hors des frontières du Brésil. L'excès d'argent se répand sur tous les pays voisins, qui

offrent même des coûts de production plus bas et/ou un accès commercial stratégique au marché des Etats-Unis. Le gouvernement brésilien a signé récemment un accord de 100 millions de dollars avec son homologue équatorien pour établir deux usines d'éthanol en Equateur et pour introduire des variétés de canne à sucre brésilienne à haut rendement. L'Equateur possède deux avantages pour les investisseurs étrangers: un quota de 10 000 tonnes par an pour le marché états-unien, et un accès illimité au marché de l'Union Européenne, qui lui a été donné dans le cadre du programme de diversification pour encourager les agriculteurs à abandonner les cultures illégales comme la coca. Des contrats similaires ont été élaborés avec les pays de la zone Caraïbe qui ont un accès commercial aux Etats-unis à travers l'Initiative du Bassin Caraïbes (CBI).⁹ Le groupe commercial brésilien Coimex a une coentreprise en

8 Peter Blackburn, "Brazil could double ethanol output by 2014 – UNICA" (Le Brésil pourrait doubler sa production d'éthanol d'ici 2014), Reuters, 4 août 2006, <http://tinyurl.com/ypqrrw>

9 <http://tinyurl.com/3bcp4r>

Tableau 5. Fonds d'investissements dans l'éthanol brésilien

Infinity Bioenergy	La compagnie basée aux Bermudes et répertoriée à la bourse d'échange de valeur de Londres, a été constituée par environ 50 investisseurs en 2006. L'un des principaux investisseurs est le Fonds Américain Kidd & Company. Avec plus de 500 million\$ placés pour des investissements dans l'éthanol brésilien, le fonds a dépensé jusqu'à présent 400 millions de dollars pour prendre le contrôle de trois usines d'une capacité totale de 3,5 millions de tonnes de canne à sucre, et investir dans la construction de deux nouvelles usines dans l'Etat de Espirito Santo et l'Etat de Bahia. Infinity Bioenergy se concentre sur les régions qui ont une faible tradition dans la culture de la canne à sucre, où elle perçoit un potentiel de croissance. Infinity BioEnergy a aussi annoncé récemment qu'elle était en train de fusionner avec le fonds Evergreen, un autre fonds d'investissements britannique ciblant l'éthanol brésilien avec une participation majoritaire dans l'usine d'éthanol d'Alacana au Nanuque. Infinity planifie d'exporter au moins une partie de sa production aux Etats-Unis, et pour cela investit 20 millions de dollars dans une usine de déshydratation aux Caraïbes qui lui offrira un accès libre au marché des Etats-Unis.
Bioenergy Development Fund	Lancé au début de 2007 par la troisième plus importante banque de France, la Société Générale, il est enregistré aux Iles Caïmans. Bien qu'il n'ait pas encore fait d'investissement, le fonds a collecté 200 millions de dollars le premier mois de sa création, et il est en voie de lever 1 milliard de dollars cette année. La Société générale participe aussi aux investissements dans les usines d'éthanol aux Etats-Unis.
Brazilian Renewable Energy Company Ltd (Brenco)	A levé 200 millions de dollars lors du placement privé initial de ses actions. Il est financé par plusieurs grands noms de l'investissement, comme Vinod Khosla fondateur de Sun Microsystems, le magna des supermarchés Ron Burkle, et le co-fondateur de AOL, Steve Case. Goldman Sachs est son agent exclusif de placement. On trouve parmi ses autres investisseurs l'ancien président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, le producteur de films Steven Bing, et les firmes brésiliennes Tarpon All Equities et Grupo Semic. Le PDG de Brenco est Philippe Reichstul, ancien président de Petrobras. L'objectif de Brenco pour les 10 prochaines années est d'atteindre une production de 3,8 milliards de litres, selon les sources du marché. Brenco est enregistré aux Bermudes, mais possède son siège à São Paulo.
Clean Energy Brazil	Etablie par Numis, une banque d'investissement anglaise. Parmi ses partenaires on trouve Csarnikow Sugar, un des plus importants courtier du sucre dans le monde, et l'acheteur de près de 30% du marché du sucre et d'éthanol brésilien, et Agrop, qui est la propriété de la famille du sucre Junqueira. Le fonds opère à la bourse de Londres et a levé 185 millions de dollars dans son premier appel public à l'épargne. Sa première acquisition a été 49% des actions du groupe du sucre Usaciga.

Jamaïque avec Petrojam pour investir 7,3 millions de dollars dans la réhabilitation d'une usine d'éthanol produisant 40 millions de gallons (140 millions de litres), qui importera toute sa matière première du Brésil et expédiera en bateau toute sa production vers le marché états-unien d'éthanol.

La Jamaïque est l'un des petits pays dont le secteur sucrier menace de s'effondrer complètement quand le Protocole sucre de l'UE commencera à être appliqué en 2007. Et, comme la Jamaïque, la plupart de ces pays sont dans un processus de profonde restructuration, qu'ils conduisent avec le soutien de l'UE. Dans ces processus, l'éthanol est souvent proposé comme une solution pour sauver une partie de l'industrie, mais elle s'accompagne généralement de plans de privatisation qui met la production et le commerce de l'éthanol dans les mains des firmes étrangères.

Maurice, par exemple, qui est le plus important fournisseur de sucre de l'UE, avec 38% du quota dans le Protocole du sucre, est en train de négocier un programme d'assistance avec l'UE pour restructurer son industrie sucrière. Tel qu'il se présente, l'UE attribuera 300 millions d'euros à la formation d'un "groupe" canne à sucre dans le pays qui avant tout centralisera, mécanisera et consolidera la production sucrière nationale des petits producteurs et l'orientera vers la production d'énergie, et en premier lieu d'éthanol.¹⁰ Tout est fait pour que le groupe serve aux besoins énergétiques locaux, mais actuellement

le gros de la production d'éthanol de l'île est exporté en Europe. Le marché de l'éthanol à Maurice est contrôlé par Alcodis, une association d'entreprises qui fait partie du conglomerat belge de transport maritime AlcoGroup. Le groupe transporte environ 8% de l'éthanol commercialisé dans le monde, la plupart venant de ses opérations brésiliennes, mais une partie vient à la fois de ses filiales d'Afrique du Sud, NCP Alcohols, et de ses usines de Maurice. En 2004, Alcodis a transporté en bateau plus de 3,5 millions de litres d'éthanol vers l'UE depuis Maurice - sans taxes douanières grâce à son statut de pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).¹¹

La banque régionale d'Amérique Latine, la Banque Inter-américaine de Développement (IDB), est un autre acteur clé qui façonne et finance le développement du réseau de l'agro-business de l'éthanol. Elle travaille de près avec la Commission de l'éthanol interaméricain à développer le marché mondial de l'éthanol, par une double stratégie d'augmentation de la production et de la consommation. Le président de l'IDB, Luis Alberto Moreno, est l'un des présidents de la commission, ainsi que l'ancien gouverneur de Floride Jeb Bush et l'ancien ministre brésilien de l'agriculture Roberto Rodrigues, qui est maintenant président du Conseil supérieur des affaires commerciales agricoles de la Fédération des industries de l'Etat de São Paulo.

Curieusement, la plus grande partie des fonds de l'IDB pour l'éthanol sont concentrés dans le

10 <http://tinyurl.com/3c8vxs>

11 <http://tinyurl.com/3x7cq2>

Guyana: premier arrêt de l'éthanol express

La Guyana se révèle être une destination importante pour le trop plein du capital brésilien en éthanol. Le pays, qui fait partie de l'Initiative du Bassin Caraïbes (CBI), offre un port maritime idéal pour l'écoulement du sucre et de l'éthanol provenant du Nord du Brésil. Mais contrairement aux pays des îles Caraïbes qui déshydratent seulement l'éthanol venant du Brésil, Guyana a aussi un potentiel pour son propre sucre à bas coût et sa production d'éthanol, ouvrant la porte à des exportations plus importantes vers les Etats-Unis que celles des autres pays du CBI.¹ Le ministre de l'agriculture, Robert Persaud, dit que 202 kilomètres carrés de terres ont déjà été repérés pour la nouvelle culture de canne à sucre. "Nous avons identifié des terres vierges pour la culture d'une nouvelle variété de canne à sucre différente de celle que nous utilisons actuellement pour la production de sucre et de mélasse", a-t-il ajouté.²

Selon l'ambassadeur du Brésil en Guyana, Arthur V.C. Meyer, le second plus gros producteur de biodiesel du Brésil, Bio-Capital, prévoit d'investir dans la culture de canne à sucre et dans la production d'éthanol en Guyana. Il a déclaré que la compagnie brésilienne avait l'intention d'investir 300 millions de dollars dans l'achat de 50 000 hectares de terre pour la culture de la canne à sucre et dans la construction d'une distillerie d'éthanol.³ Bio-Capital effectue actuellement un investissement similaire dans l'Etat de Roraima dans le Nord du Brésil, sans doute pour le transport de l'éthanol déshydraté vers ses équipements de Guyana pour l'hydratation et l'exportation hors-taxes vers les Etats-Unis. Bien que Roraima soit en grande partie couvertes de forêts pluviales amazoniennes, et qu'il y ait plusieurs conflits fonciers entre les entreprises et les populations autochtones, le gouvernement brésilien est en train de préparer le terrain à une plus grande production d'agrofuel dans la région en finançant l'extension d'une route qui va de Bomfim en Roraima aux ports de Guyana en traversant la rivière Takutu.

On parle aussi d'une compagnie hispano-israélienne qui est en train de négocier un investissement de 100 millions de dollars pour de l'éthanol en Guyana. La groupe, Tanacama Ltd, a commencé les discussions avec le Bureau des investissements de Guyana et l'entreprise de sucre de Guyana en novembre 2006. Il a l'intention d'établir une usine d'éthanol pilote dans le bassin de la rivière Canje et d'ouvrir une production de canne à sucre sur 10 hectares de terre en utilisant la technologie agricole israélienne. On estime que la capacité initiale de la fabrique sera de 80 millions de litres par an et les investisseurs espèrent que la quantité sera multipliée par dix en dix ans.⁴

1 Alors que les importations d'éthanol déshydraté en provenance des pays de la CBI sont soumises à des quotas aux Etats-Unis, il n'y a aucune limitation aux importations d'éthanol dérivé de matières premières produites localement.

2 "Guyana ponders ethanol move", BBC, 10 April 2007. <http://tinyurl.com/2ocjwp>

3 Miranda La Rose, "Guyana Brazilian firm set to sign deal for ethanol production here", *Stabroek News*, 11 April 2007.

4 "Ethanol plant for Guyana", Caribbean Broadcasting Corporation, 16 May 2006. <http://tinyurl.com/37od8r>

marché déjà saturé de la production d'éthanol brésilien. L'IDB dit qu'au Brésil il se "concentre sur l'augmentation du ratio d'endettement des investissements du secteur privé pour augmenter la capacité de production". Ses services s'occupant du secteur privé sont actuellement en train de structurer une dette de financement plus élevée pour trois projets brésiliens de production d'éthanol qui auront un coût total de 570 millions de dollars et des prêts pour cinq projets de biodiesel d'une valeur qui tourne autour de 2 milliards de dollars sont en préparation. En mars 2007, les services des prêts à conditions de faveur de la Banque mondiale, la Société financière internationale, a annoncé un ensemble de prêts de 35 millions de dollars pour la construction dans le principal état producteur de sucre du Brésil, l'état de São Paulo, d'une usine à sucre dont la canne viendra des terres actuellement dédiées à la pâture du bétail.

Le projet de São Paulo en dit long sur la manière avec laquelle l'industrie de l'éthanol est en train de

se constituer dans la région. Le projet d'usine réunie Brazil's Unialco S.A., dont le partenaire commercial principal en 2006 était Cargill, avec Inversiones Manuelita de Colombie et Pantaleon Sugar Holdings du Guatemala, tous deux dirigés par de célèbres barons du sucre locaux. La famille Herrera contrôle Pantaleon et plus ou moins toute l'industrie sucrière du Guatemala tandis que Manuelita, le deuxième plus gros groupe produisant du sucre basé en Colombie et l'un des principaux producteurs de sucre au Pérou, appartient en partie au plus puissant baron du sucre de Colombie, un nabab des médias et un promoteur des agrocarburants, Ardila Lülle. Pantaleon et Manuelita investissent dans ces coentreprises par l'intermédiaire de leur compagnie installée en Espagne, Grupo Colgua.¹² La première annonce du projet parlait de servir les marchés locaux de l'éthanol, mais, l'encre du contrat à peine sèche, les trois compagnies ont fait par la suite une annonce pour un autre investissement commun: une fabrique de 20 millions de dollars au Guatemala qui hydratera l'éthanol brésilien pour l'exporter aux Etats-Unis.

12 Voir Hector Mondragon, "Los negocios del biocombustible y de la caña de nuestros empresarios y el gobierno nacional", mai 2007. <http://tinyurl.com/2vtkfh>

Il n'existe aucune région au monde où l'absurdité du rush frénétique vers les biocarburants ait atteint une telle intensité qu'en Asie, surtout en Indonésie et en Malaisie. Loin de contribuer à réduire le réchauffement climatique, ce rush ne fait que mener à une importante augmentation des émissions mondiales de gaz carbonique. Ce qui est également très inquiétant, c'est qu'il cimente le contrôle de vastes étendues de terre par des groupes industriels qui comptent parmi les plus impitoyables du monde, en termes de destruction environnementale, des conditions du travail et des atteintes aux droits de l'homme.

Les agrocarburants en Asie

Ils alimentent la pauvreté, la déforestation et le changement climatique

ALMUTH ERNSTING

Avant même la ruée actuelle sur les agrocarburants, l'Indonésie avait déjà commencé à contribuer grandement à l'émission de gaz à effet de serre, non pas par son mode de vie, mais plutôt par le séchage et le brûlage de la tourbe. Actuellement, les émissions des tourbières ne sont pas incluses dans les statistiques officielles. Si elles l'étaient, l'Indonésie se classerait troisième parmi les pays émetteurs (derrière les États-Unis et la Chine), plutôt que 21ème, sa place actuelle.¹ Si tout le gaz carbonique dégagé par la tourbe d'Asie du Sud-Est, probablement environ 50 milliards de tonnes, entrerait dans l'atmosphère, il constituerait une gigantesque contribution au réchauffement climatique.²

Le drainage de la tourbière à grande échelle a commencé en 1996, avec le désastreux méga-projet de riz de Suharto, dans le centre du Kalimantan (la partie indonésienne de l'île de Bornéo) et s'est poursuivi avec l'expansion des plantations de bois d'œuvre et de palmier à huile. Avant de pouvoir créer de telles

plantations, il a fallu drainer la zone et, ce faisant, la tourbe a commencé à s'oxyder et à émettre du gaz carbonique dans l'atmosphère. Simultanément, la tourbe a commencé à s'assécher, une véritable mèche d'amadou pouvant s'enflammer pendant la saison sèche. En 1997 et 1998, des feux de forêt ont ravagé 6 pour cent de l'Indonésie, détruisant 11,7 millions d'hectares de terrain. Au cours de ces feux, la tourbe indonésienne a dégagé dans l'atmosphère une énorme quantité de dioxyde de carbone, l'équivalent de 13 à 40 pour cent des émissions mondiales de carburant fossile, cette année-là. Peter Aldhous, directeur de la revue scientifique *Nature*, a utilisé un langage plutôt inhabituel pour décrire l'impact de feux à Bornéo: "Il [Suharto] n'a réussi qu'à créer un amas de cendres dégradant la vie de la population locale – et menace de déstabiliser le climat mondial en rejetant de grandes quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère."³

Depuis lors, le drainage de la tourbe et les feux annuels récurrents ont continué d'émettre 1 milliard de tonnes de gaz carbonique dans l'atmosphère par

1 <http://tinyurl.com/yvmeth>

2 Fred Pearce, *The Last Generation*, Eden Project Books, 2006, p. 99

3 Peter Aldhous, "Land Remediation: Borneo is burning", *Nature*, 6 janvier 2005, p. 13.

an, et le drainage de la tourbe s'accélère actuellement avec la création de nouvelles plantations de palmiers à huile et de bois d'œuvre. La destruction constatée à ce jour est cause de sérieuses préoccupations, et il semble indéniable que le pire reste encore à venir. L'huile de palme est, et de loin, la matière la plus productive d'énergie pour le biodiesel. Les rendements du diesel provenant de l'huile de palme sont cinq fois supérieurs à ceux de l'huile de colza et trois fois supérieurs à ceux du jatropha. Cela signifie que la ruée actuelle sur les agrocarburants va probablement conduire à une expansion incontrôlée de la production d'huile de palme dans de nombreuses parties de l'Asie du Sud-Est. Un peu plus de la moitié (55 pour cent) des tourbières de la région reste à drainer et il semble inévitable qu'au cours des prochaines années presque la totalité de ce qui reste soit transformé en plantations biodiesel géantes, principalement de palmier à huile. Si la politique ne rebrousse pas chemin, il y aura un rejet supplémentaire de 42 à 50 milliards de tonnes de gaz carbonique dans l'atmosphère dans les années à venir. De telles conditions pourraient tout simplement rendre impossible toute stabilisation du changement climatique, même si l'on réduisait radicalement les émissions de carburant fossile.⁴

Cela semble incroyable, mais cette politique suicide est promue comme faisant partie d'une stratégie mondiale permettant de pallier au réchauffement climatique. Dans un fantastique exercice d'œillères, les parties au protocole de Kyoto peuvent ignorer les émissions de gaz carbonique causées par la destruction de la tourbe et financer l'industrie d'huile de palme et de biomasse de l'Asie du Sud-Est grâce au mécanisme de développement propre (MDP), qui a la promotion des agrocarburants en tant que l'un de ses facteurs clés. Le marché de l'agrocarburant bénéficie de l'impulsion artificielle des cibles gouvernementales, de subventions et d'autres incitations, et l'attention prêtée aux endroits où sont plantées les cultures d'agrocarburants et aux dommages environnementaux que ces cultures peuvent causer est minime.

Le protocole de Kyoto donne aux pays figurant dans l'Annexe I (soit aux pays industrialisés signataires dudit protocole) une forte incitation à se fixer des objectifs quant aux agrocarburants : au lieu de réduire leur consommation de carburant ou de forcer l'industrie automobile à ne plus produire que des véhicules à faible consommation de carburant, les pays ont argué qu'ils avaient réduit leurs émissions de gaz à effet de serre grâce à l'utilisation d'agrocarburant. Bien que les réelles émissions de gaz carbonique provenant de la déforestation et du drainage de la tourbe liés à la production d'agrocarburant peuvent largement dépasser les émissions d'huile minérale qu'ils remplacent, elles n'ont pas besoin d'être calculées puisqu'elles se produisent dans le sud, là où il n'y a pas de limites imposées aux émissions de gaz carbonique. Par conséquent, les agrocarburants permettent aux pays riches de prétendre à des crédits pour réductions d'émissions, alors qu'ils les ont effectivement exportés

et qu'ils ont généralement contribué à l'accélération du réchauffement climatique.

Jusqu'à présent, aucune subvention pour MDP n'a été attribuée pour fabriquer des agrocarburants liquides, que soit de l'éthanol ou du biodiesel, mais les pourparlers sont engagés pour les rendre éligibles aux crédits de carbone de grande envergure. La question est controversée et un groupe d'experts de l'ONU (groupe méthodologique) recommande de refuser la première demande de crédits de carbone pour l'huile de palme destinée au biodiesel en Asie du Sud-Est, parce que sa culture génère encore davantage de déforestation.⁵ Cependant, les pressions politiques sont très fortes et cette recommandation pourrait très bien être ignorée.

D'ambitieux plans d'expansion

La Malaisie a élargi ses plantations de palmier à huile à 4,17 millions d'hectares en 2006, et l'expansion la plus rapide a été celle de Sarawak et Sabah, sur l'île de Bornéo. Ce pays est le plus gros producteur et exportateur mondial d'huile de palme, avec 45 pour cent de parts de la production mondiale d'huile de palme, comparé aux 39 pour cent de l'Indonésie. Le rendement par hectare de la Malaisie est environ le double du rendement de l'Indonésie et la production est plus intensive, avec une importante utilisation de fertilisants et de pesticides (y compris le paraquat, extrêmement toxique, qui est de nouveau utilisé légalement, après avoir subi une interdiction internationale de quatre ans).

L'Indonésie a cependant l'intention de dépasser la Malaisie. Au cours des 20 prochaines années, elle envisage d'augmenter sa production d'huile de palme par un facteur de 43, avec une surface cultivée passant de 6,4 millions d'hectares en 2006 à 26 millions d'hectares en 2025.⁶ Parallèlement, des plans sont tracés pour des plantations de canne à sucre et de jatropha à grande échelle, là aussi destinées aux agrocarburants.⁷ Mais, cette expansion ne va pas exactement aussi vite que le gouvernement le souhaiterait. Quelques 12 millions d'hectares supplémentaires ont déjà été déboisés, supposément pour du palmier à huile, mais ils n'ont pas encore été plantés. Ceci a fait naître des soupçons selon lesquels les entreprises pourraient être d'abord intéressées par le rapide profit qu'elles peuvent tirer de la vente du bois d'œuvre, avant de l'être par les agrocarburants. Il est vrai que le rendement de l'huile de palme en Indonésie se situe encore bien en deçà de la moyenne mondiale, et il n'est en aucun cas certain que les propriétaires de telles plantations seront attentifs aux exhortations que leur fait le gouvernement d'investir l'argent nécessaire à l'accroissement des facteurs de productivité. Beaucoup de choses dépendent du marché international du biodiesel, qui est la principale force agissant sur les prix de l'huile de palme. Actuellement, les prix élevés de l'huile de palme promeuvent l'investissement consacré aux plantations de palmier à huile, aux moulins et aux

4 Pour des références sur l'expansion des plantations et les émissions des tourbières, voir <http://tinyurl.com/yqf2lb>

5 <http://tinyurl.com/ys2u6f>

6 Pour des informations détaillées sur le programme d'expansion et les principaux investisseurs en Indonésie, voir Marianne Klute, "Green Gold Biodiesel: Players in Indonesia", janvier 2007. <http://tinyurl.com/33lb7r>

7 Ibid.

raffineries de biodiesel, et le gouvernement continue d'accorder des concessions pour de vastes étendues de terre, en réponse directe à la forte demande pour le biodiesel et aux prix élevés de l'huile de palme brute. En 2006, des rapports émis par les médias sur des négociations d'alliances stratégiques entre l'Indonésie et la Malaisie ont été publiés et ils suggéraient des plans pour un accord horizontal sur l'huile de palme brute, bien que, jusqu'à présent, aucune décision définitive n'ait été annoncée à ce sujet.⁸

Mais pour le moment, du moins, un tel accord n'est pas vraiment nécessaire. Les prix à la hausse de l'huile de palme accélèrent l'expansion en Malaisie continentale, en Papouasie occidentale et Sulawesi et l'industrie de l'agrocarburant établit également d'autres têtes de pont en Asie du Sud-Est. Cargill, par exemple, augmente ses investissements dans les plantations de palmier à huile et dans des moulins en Papouasie-Nouvelle-Guinée où le gouvernement est en train de concevoir une stratégie visant à transformer le pays en producteur majeur d'agrocarburant. La Thaïlande importe de l'huile de palme et accroît ses propres plantations, et le nombre de ses plantations de palmier à huile augmente aussi – même si les plans d'expansion de l'Indonésie sont, et de loin, les plus ambitieux de toute l'Asie du Sud-Est. Alors que la Malaisie et l'Indonésie cherchent également d'autres produits de départ pour l'agrocarburant, comme la canne à sucre et le jatropha, leurs stratégies de biocarburant se basent principalement sur l'expansion de l'huile de palme.

Les communautés locales en paient le prix

*“C'est comme si nous étions des fantômes sur notre propre terre. Nous avons été tellement transpercés par les épines du palmier à huile que nous en sommes presque morts, il ne nous reste plus qu'à hanter une terre qui autrefois était la nôtre.”*⁹

Les peuples d'Indonésie et de Malaisie vont payer deux fois pour cette “stratégie climatique” erronée: un réchauffement climatique rapide viendra menacer la vie d'un nombre sans cesse croissant d'Indonésiens, avec 2 000 îles courant le risque d'être submergées dans les décennies à venir ; et de nombreuses communautés vont perdre leurs moyens de subsistance, alors que des millions d'hectares de terre sont transformés en plantations d'agrocarburant. Les communautés autochtones et locales seront affectées de façon disproportionnée, parce que l'expansion du palmier à huile se produit en grande partie aux dépens des forêts humides, des tourbières et des terres sous “droits coutumiers”, c'est-à-dire des terres qui leur appartiennent. Lors d'une réunion du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones en mai, la présidente, Victoria Tauli-Corpuz a mis en garde sur le fait qu'il soit probable que 60 millions d'autochtones dans le monde, dont 5 millions d'entre eux habitant le Kalimantan occidental, soient éconduits de leurs terres dans un futur proche, pour laisser leur place aux

plantations d'agrocarburants.¹⁰ Beaucoup d'entre eux ont déjà vu leur vie sérieusement perturbée par l'exploitation des forêts et, d'une certaine façon, le boom sur les agrocarburants n'est rien de plus que l'intensification d'un modèle de destruction déjà en cours. Beaucoup d'entreprises d'huile de palme et de biodiesel appartiennent en fait à des groupes qui ont profité de l'exploitation des forêts et du bois d'œuvre depuis des décennies.

La frénésie sur l'agrocarburant sonne le glas de la plupart des forêts de la région, beaucoup d'entre elles ayant déjà été largement abattues. Le programme pour l'environnement des Nations unies avertit que, d'ici à quinze ans, 95 pour cent des forêts humides de Bornéo et de Sumatra – certaines comptant parmi les écosystèmes les biologiquement divers de la planète – auront été détruites. Le nombre total des personnes vivant des zones forestières nationales classées en Indonésie pourrait s'élever à 90 millions et, parmi ceux-ci, selon Watch Indonesia, quelque 45 millions dépendent de la forêt pour leur nourriture et leurs moyens de subsistance.¹¹ Le gouvernement indonésien espère que l'expansion du palmier à huile destiné au biodiesel créera 5 millions d'emplois, un chiffre qui selon Watch Indonesia pourrait être bien supérieur, peut-être même dupliqué. Même ainsi, cela laisserait 35 millions de personnes dans la misère. Selon Marianne Klute de Watch Indonesia, “Sumatra ressemble déjà à une méga-plantation unique. Aujourd'hui Kalimantan est en train d'être transformée en une sorte de serre dans laquelle le carburant est produit pour les besoins énergétiques des pays industrialisés.”¹²

Il n'est pas étonnant que l'appropriation des terres génère des conflits. À la fin 2006, il y avait déjà eu quelque 350 conflits en Indonésie. L'ONG indonésienne Sawit Watch a récemment mis en garde l'Union européenne dans une lettre ouverte: “Ces conflits irrésolus ne feront qu'empirer si la politique actuelle sur les biocarburants est appliquée. Ils priveront de plus en plus les communautés locales et les peuples autochtones de leurs terres et de leurs moyens de subsistance.”¹³ Des milliers de communautés, qui étaient auparavant alimentaires autosuffisantes grâce aux écosystèmes forestiers et à l'agriculture traditionnelle, doivent maintenant acheter du riz sur le marché national, soumettant ainsi la fourniture indonésienne de riz à une pression plus grande, alors que le riz est déjà sous tension à cause du réchauffement climatique et de la conversion des terres pour des usages non-agricoles.

Sawit Watch a démontré que la plupart des concessions octroyées pour la culture de l'huile de palme ne sont pas constitutionnelles en ce qu'elles ne prennent pas en ligne de compte les droits coutumiers qui font officiellement partie intégrante de la constitution indonésienne. En mars 2007, l'organisation Save Our Borneo a déclaré que les droits coutumiers de 2 000 communautés dayaks, dans le Kalimantan central, étaient menacées par des plans d'expansion

8 <http://tinyurl.com/2u43ay>

9 Forest Peoples Programme et Sawit Watch, “Ghosts on our own land”, 2006, <http://tinyurl.com/333yog>

10 <http://tinyurl.com/38mf6>

11 Forest Peoples Programme, Sawit Watch, HuMA et ICRAF, Bogor, “Promised Land: Palm Oil and Land Acquisition in Indonesia – Implications for Local Communities and Indigenous Peoples”, 2006, <http://tinyurl.com/2tljz>

12 Watch Indonesia, “Fremdwort Nachhaltigkeit”, 2007, <http://tinyurl.com/2w8a7n>

13 Sawit Watch, “Open Letter: Palm oil for biofuels increases social conflicts and undermines land reform in Indonesia”, janvier 2007, <http://tinyurl.com/yq5nur>

L'Indonésie malade de la fièvre de l'agrocarburant

Rukaiyah Rofiq

L'Indonésie vit avec un paradoxe : c'est un pays producteur d'huile de palme et pourtant ses habitants souffrent d'un sérieux manque d'huile de table. Dans la quasi-totalité des villes indonésiennes, les gens doivent faire la queue pour se procurer de l'huile et, lorsqu'ils en trouvent, elle coûte chaque fois davantage. Le prix de l'huile alimentaire a augmenté de 6 500 rupiahs le kilo, puis elle est passée à 7 500, puis à 9 000 (9 000 IDR = 1 USD). Il est de plus en plus difficile pour les pauvres d'acheter de l'huile alimentaire. Certaines entreprises locales, comme les fabricants de pommes chips, sont au bord de la faillite. Le gouvernement a répondu avec une mesure dite « opération de marché », c'est-à-dire par la vente d'huile alimentaire bon marché. Mais, jusqu'à présent, cette tactique n'a pas fonctionné : l'huile est de qualité inférieure et elle n'est pas vendue en quantité suffisante pour permettre de rééquilibrer à la baisse le prix du marché.

Le gouvernement nous a fait faire un rêve merveilleux. Il nous a dit que les grandes plantations d'huile de palme allaient nous apporter la prospérité. Et les gens y ont cru. Dans la province de Jambi, par exemple, 403 467 hectares de terre ont été plantés de palmiers à huile. La production a atteint 4 682 975 tonnes en 2005. Alors, pourquoi cela ne marche-t-il pas ? Pourquoi ne devenons-nous pas plus riches, mais plus pauvres ?

Ce qui est en train de se produire, c'est que le peuple indonésien est sacrifié sur l'autel du marché de l'exportation. Le gouvernement demande aux énormes entreprises, telles que le groupe Wilmer, PT Perkebunan Nusantara, PT Smart Tbk et PT Musim Mas, de fournir 150 000 tonnes d'huile de palme par mois pour les besoins en huile alimentaire de la population. Mais, les entreprises obtiennent des prix bien supérieurs sur le marché de l'exportation, c'est pourquoi elles ne fournissent que 100 000 tonnes par mois. Il y a une véritable fièvre de l'agrocarburant sur le marché mondial. Depuis quand les grandes entreprises pensent-elles aux besoins de la population locale, lorsqu'il y a de gros profits à faire à l'étranger ?

Nous sommes désormais les témoins de la lutte entre ceux qui veulent planter du palmier à huile à usage alimentaire des gens simples et ceux qui veulent envoyer sa production à l'étranger pour qu'elle soit utilisée comme carburant automobile. Et le combat entre l'humain et la machine est en train d'être remporté par la machine.

L'huile de palme est produite pour fournir une réserve d'énergie renouvelable pour véhicules. L'intention est de réduire les émissions de gaz carbonique. Et pourtant, le processus d'établissement de ces plantations génère des dommages sociaux et environnementaux. Le produit de départ palmier à huile s'est transformé en véritable malédiction pour des millions de gens en Indonésie.

Quelles sont donc nos exigences ?

1. Le gouvernement doit imposer des restrictions sur l'exportation de l'huile de palme brute par les grandes entreprises, et ces restrictions doivent être mises en application.
2. Le gouvernement doit mettre en œuvre une étude généralisée du marché de l'huile de palme, étudiant la capacité qu'a l'industrie de fournir et le marché national, et les marchés extérieurs.
3. Il faut établir un moratoire sur davantage d'investissements dans le secteur des plantations de palmiers à huile, jusqu'à l'obtention d'une analyse appropriée de l'impact social et environnemental de telles plantations.

Rukaiyah Rofiq travaille pour SETARA Jambi, une ONG qui mène campagne sur les questions de l'huile de palme, dans la province de Jambi, Indonésie.

du palmier à huile. Il y a des rapports réguliers sur des droits de l'homme bafoués – emprisonnement et meurtres – contre ceux qui résistent au rachat des terres par les entreprises ou qui protestent contre les mauvaises conditions de travail. L'expansion agressive du palmier à huile va probablement exacerber la situation en termes de droits de l'homme, plus particulièrement dans certaines zones, comme Aceh ou la Papouasie occidentale, où il y a déjà des conflits générés par ces questions.

À peu près un tiers des plantations de palmiers à huile d'Indonésie sont aux mains de petits porteurs, et les plans d'expansion du gouvernement prévoient un projet selon lequel une grande plantation se trouvera au centre de chaque unité productive, entourée par un grand nombre de parcelles beaucoup plus petites. De nombreux petits cultivateurs ont été pressonnés

pour accepter titres de propriété pour moins de la moitié de la surface qu'ils cultivaient précédemment. De plus, les petits cultivateurs perdent rapidement leur autonomie, car ils contractent des dettes qui transforment leur terre en plantation de palmier à huile et ils deviennent dépendants des propriétaires des plantations pour le broyage et la vente de leur production. Lorsque Sawit Watch les a interviewés, beaucoup ont déclaré que le palmier à huile ne leur offrait pas de moyen de subsistance durable.¹⁴

Dans un même temps, la Malaisie ne reconnaît pas entièrement les droits fonciers autochtones ou coutumiers, et les conflits pour la terre sont particulièrement courants en Malaisie occidentale et au Sarawak, où les plantations sont établies sur des terres revendiquées par les communautés Orang Asli et Dayak. Le gouvernement planifie de développer

14 Forest Peoples Programme et Sawit Watch, "Ghosts on our own land", 2006, <http://tinyurl.com/333yog>

un million d'hectares de palmier à huile à Sarawak, sur des terres sous droits coutumiers indigènes.

Qui se cache derrière l'industrie de l'agrocarburant dans l'Asie du Sud-Est ?

L'industrie de l'agrocarburant a à peine deux ans, pourtant, elle a déjà provoqué une extraordinaire frénésie d'investissement et attiré des milliards de dollars de capitaux nationaux et internationaux. Les gouvernements malaisien et indonésien soutiennent tous deux l'expansion de cette industrie avec de allégements fiscaux, des subventions, des investissements dans des entreprises publiques et des cibles pour l'agrocarburant, et ils ont tous deux financé 40 pour cent de l'huile de palme brute destinée au biodiesel. À la fin 2005, la Malaisie a octroyé 58 licences à des investisseurs d'agrocarburant, les plus importantes ayant été pour des entreprises malaisiennes Golden Hope, IOI Corporation, Kulim et Carotino. En Indonésie, le plus gros marché a été signé au début 2005, lorsque PT Smart (Sinar Mas Group) a finalisé un contrat pour un investissement de 5,5 millions USD avec China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et Hong Kong Energy. Un autre grand groupe d'affaires indonésien, Raja Garuda Mas, a annoncé un contrat de 4 milliards USD en mai, cette année, comprenant des plantations de palmier à huile et une nouvelle raffinerie de biodiesel à Sumatra.

Sinar Mas, Raja Garuda Mas et le groupe Salim comptaient parmi les vieux amis de Suharto. Ayant perdu une partie de leur pouvoir après la chute de Suharto, ils ont maintenant renforcé leur position grâce à la décentralisation et, selon certains rapports, fonctionnent comme un état dans l'état, se répartissant Kalimantan et régnant avec l'aide de paramilitaires. Ils ont des liens étroits avec la Chine et tous les trois ont accru leur notoriété dans le commerce destructeur du bois d'œuvre. APP et APRIL, les entreprises qui ont une grande part de responsabilité dans la destruction des forêts de Sumatra, forment maintenant partie de groupes qui détruisent les forêts de Kalimantan et de la Papouasie occidentale pour l'huile de palme (tout en extrayant et vendant le bois d'œuvre dans un même élan).¹⁵ Tandis que le boom sur le biodiesel à base d'huile de palme renforce le pouvoir des vieilles élites, de nouveaux joueurs entrent dans la partie, formant parfois des liens étroits avec les groupes d'affaires plus anciens.

D'autres gros investisseurs dans le biodiesel à base d'huile sont le groupe indonésien plus ancien, Bakrie, lui-aussi parmi les vieux amis de Suharto, mais sans lien avec la Chine, et de grandes entreprises malaisiennes et singapouriennes, par exemple Wilmar International. En mai 2007, l'entreprise chinoise CNOOC a annoncé qu'elle planifiait de construire trois raffineries de biodiesel dans le Kalimantan occidental, apparemment en tant qu'unique actionnaire. Des multinationales, comme Archer Daniels Midland (ADM) et Cargill, investissent

également directement en Asie du Sud-Est, alors que les entreprises énergétiques, comme Shell, Neste Oil, Greenenergy International et BioX Group, soit deviennent les nouveaux partenaires d'entreprises d'huile de palme pour biodiesel, soit, le plus souvent, importent de grosses quantités d'huile de palme depuis l'Asie du Sud-Est. Ce secteur en pleine expansion attire de grosses sommes de capital risque, avec des détenteurs de fonds, tels que le groupe Carlyle et Riverside Holdings, faisant des investissements de milliards et de milliards de dollars dans des entreprises de biodiesel dont le but est d'importer de l'huile de palme pour biodiesel brute ou raffinée. Cet investissement va bientôt être recevoir l'impulsion des organisations financières internationales: la Banque Mondiale et l'Asian Development Bank ont toutes deux déclaré qu'elles donneront la priorité au financement de la production d'agrocarburant dans les pays en voie de développement.

Les principaux marchés de l'huile de palme pour biodiesel du sud-est asiatique sont la Chine et l'Europe. L'Inde demeure parmi les trois premiers importateurs principaux d'huile de palme, même si elle préfère son jatropha national aux produits de départ importés. Cette politique a mécontenté les gouvernements d'Asie du Sud-Est, pourtant, même si l'Inde n'importait pas de biodiesel, la demande mondiale pour le biodiesel à base d'huile de palme dépasse déjà la croissance de l'offre. L'huile de palme est non seulement utilisée pour le biodiesel, mais aussi, et de plus en plus, pour la production de chaleur et d'énergie: en Allemagne, la plupart des générateurs combinés chaleur/énergie fonctionnent à l'huile de palme,¹⁶ alors que BioX, aux Pays-Bas, est sur le point d'ouvrir deux centrales énergétiques qui utilisent elles-aussi l'huile de palme. Aux États-Unis, Imperium Renewables construit la première grande raffinerie de biodiesel à pouvoir gérer de grandes quantités d'huile de palme en provenance de Malaisie, tandis que l'Australie a ouvert sa première raffinerie de biodiesel à base d'huile de palme en novembre 2006. Cette année, la conférence de l'ANASE a réaffirmé son fort soutien régional aux agrocarburants, une position accueillie chaleureusement par l'Union européenne.

Malgré ces lourds investissements, l'industrie de l'agrocarburant ne voit l'huile de palme que comme une source de carburant transitoire, devant être remplacée par l'éthanol cellulosique de meilleure efficacité, d'ici à 15 ans. Selon son point de vue, c'est aussi bien, parce que l'érosion des sols et les feux feront en sorte que le boom sur le biodiesel que vit l'Asie du Sud-Est soit de courte durée. Les plantations de biodiesel s'étendent rapidement sur les 20 millions d'hectares de tourbières et, dès lors que l'oxydation de la tourbe est complète, il ne restera plus de sol. Le sol blanc sablonneux des autres parties de Bornéo aura un sort légèrement meilleur. Selon les universitaires américains Lucas et Tadeus Patzek, le sol des régions montagneuses d'Indonésie s'érode 30 fois plus vite qu'aux États-Unis.¹⁷

15 Pour des informations détaillées sur le programme d'expansion et les principaux investisseurs en Indonésie, voir Marianne Klute, "Green Gold Biodiesel: Players in Indonesia", janvier 2007. <http://tinyurl.com/33lb7r>

16 <http://tinyurl.com/3xxros>

17 Lucas et Tadeus Patzek, "The Disastrous Local and Global Impacts of Tropical Biofuel Production", *Energy Tribune*, 6 mars 2007, <http://tinyurl.com/37z6gw>

“Agrocarburants durables”: de fausses promesses et de fausses solutions

Peu défendent ouvertement la destruction des forêts humides pour la production d'agrocarburants, et la dévastation environnementale causée par l'expansion du palmier à huile en Indonésie est devenue un embarras pour beaucoup d'entreprises d'agrocarburants et de membres de groupes de pression. C'est si vrai que deux entreprises britanniques leaders dans l'agrocarburant (D1 Oils et Greenergy Biofuels Ltd) ne font pas mention de leur utilisation de l'huile de palme dans les pages principales de leurs sites Internet. Le gouvernement malaisien, sous la forte influence du Conseil malaisien de l'huile de palme, essaie de détourner les critiques vers leur voisin du sud, l'Indonésie, et prétend qu'il n'y a pas de déforestation due au palmier à huile ou au feu de tourbe dans le pays, malgré les preuves fournies par les satellites. En réponse à ces critiques, plusieurs gouvernements et entreprises développent des “normes de durabilité”, jusqu'à présent sans aucune implication des ONG du sud. Les propositions débattues en Europe vont de l'interdiction totale de l'importation de l'huile de palme (rejetée par le Parlement européen et la Commission européenne), par la voie d'une certification obligatoire avec la possibilité d'interdictions d'importation sélectives, proposée par la commission hollandaise Cramer, à l'obligation d'une simple déclaration volontaire promue par le partenariat britannique Low Carbon Vehicle.

Au niveau international, les pourparlers sur les biocarburants durables, en consultation avec l'industrie concernée, ont créé des “normes”, une fois encore sans aucune participation des ONG du sud. La proposition principale semble être de détourner la production de la forêt primaire vers les terres incultes de mauvaise qualité – bien que ces terres soient souvent celles des communautés ou des petits agriculteurs – ou vers la forêt exploitée, même si celle-ci demeure riche en biodiversité, si on la compare aux déserts verts des plantations de palmier à huile. Même ces normes inappropriées s'appuieraient sur la bonne volonté des grandes sociétés comme Sinar Mas et Raja Garuda Mas, réputées pour avoir, par le passé, brisé chaque accord visant à protéger des parcs nationaux et les dites “forêts à haute valeur de conservation”.

L'idée avancée est que le biodiesel doit être produit à partir d'huile de ricin, considérée comme une alternative durable à l'huile de palme. Bien que cela ne soit pas une solution satisfaisante, d'un point de vue environnemental – parce que, selon l'Agence européenne pour l'environnement, la monoculture du ricin endommage gravement la biodiversité de l'Europe – il est vrai que l'Europe n'a, elle, pas de forêts humides à détruire. Cependant, l'argument sous-jacent en faveur de l'huile de ricin – c'est-à-dire qu'il va permettre de réduire la demande sur l'huile de palme – n'apparaît pas recevable. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture croit, au contraire, que l'usage accru du ricin dans la production de

biodiesel est devenu l'une des forces motrices qui se cache derrière la hausse mondiale des prix de l'huile de palme. C'est parce que les entreprises alimentaires et chimiques se tournent dorénavant de plus en plus vers l'huile de palme maintenant que l'huile de palme et d'autres huiles végétales alternatives sont utilisées pour produire du carburant.¹⁸ Ceci signifie que l'expansion du biodiesel à base d'huile de ricin en Europe est maintenant l'une des forces motrices de la destruction de la forêt humide en Asie du Sud-Est.

Même si le lobby de l'agrocarburant a du mal à la digérer, la vérité est qu'il n'y a pas de mécanisme politique connu permettant de produire de grandes quantités d'agrocarburant sans dévaster les forêts, les terres agricoles et les tourbières d'Asie du Sud-Est et d'autres régions du sud en général. C'est une loi de base en économie: une forte demande conduit à des prix élevés, ce qui conduit à une offre plus abondante. La solution efficace à long terme est que le monde développé réduise sa demande d'agrocarburant. Parce qu'ils ne veulent pas accepter cette règle de base, les avocats de l'agrocarburant proposent, et c'est un peu bizarre, l'utilisation de la force pour passer outre la pression du marché. Le programme pour l'environnement des Nations unies, qui est un enthousiaste supporter de l'expansion de l'agrocarburant, appelle à un financement international de “gardes forestiers” paramilitaires qui patrouilleraient les parcs nationaux et qui protégeraient la biodiversité indonésienne.¹⁹ L'unique méthode qu'ils envisagent pour protéger les espèces et les zones à forte biodiversité, tout en promouvant l'expansion à large échelle de l'agrocarburant, c'est de s'appuyer sur les mêmes forces paramilitaires qui, jusqu'à présent, fonctionnaient largement pour faire appliquer la loi des entreprises d'huile de palme et de bois d'œuvre.

Conclusion

En moins de deux ans, une industrie de l'agrocarburant multi-milliardaire en dollars s'est développée en Malaisie et en Indonésie, utilisant le produit de départ au meilleur rendement au monde – l'huile de palme. Leurs gouvernements, soutenus par l'investissement international, les pays importateurs et les institutions internationales, ont fait le projet de transformer de grandes superficies de leurs pays en méga-plantations pour y cultiver du carburant qui fera rouler les voitures des pays riches. Les écosystèmes, qui tombent dans l'oubli, jouent pourtant un rôle crucial dans la régulation du cycle du carbone. Si nous ne pouvons pas les protéger, alors nous ne pouvons pas protéger le climat mondial et, par conséquent, pas non plus notre futur. Cependant, il n'y a aucun moyen d'arrêter la destruction sans réduire la demande mondiale de l'huile de palme. Idéalement, il faudrait déclarer un moratoire international sur la monoculture d'agrocarburants et sur le commerce international des agrocarburants, bien qu'un moratoire unilatéral de l'Europe ou de n'importe quel autre grand importateur enrayerait un peu les prix et, par conséquent, l'investissement.

18 P. Thoenes, FAO Commodities and Trade Division, “Biofuels and Commodity Markets: Palm Oil Focus”, 2006, <http://tinyurl.com/2kmg5>

19 UNEP, “The Last Stand of the Orangutan”, 2007, <http://tinyurl.com/2m33d7>

Un instantané de la situation de l'agrocarburant dans certains pays asiatiques

GRAIN

Le Japon

Le gouvernement japonais n'a pas proposé de mandat pour les mélanges d'agrocarburant et d'essence. Au lieu de cela, il s'applique à soutenir le développement d'une industrie des agrocarburants au travers de subventions destinées à ses grandes sociétés, de programmes promotionnels et de contrats d'approvisionnement avec les principaux pays producteurs d'agrocarburant.

Certaines grandes sociétés japonaises sont les leaders mondiaux du développement de technologies de l'agrocarburant et l'une des sources principales d'investissement étranger dans sa production. Cependant, d'autres grandes entreprises, notamment Mitsubishi, Toyota et le géant de l'acier NKK, dirigent leur R&D de carburants alternatifs vers l'oxyde de méthyle, obtenu à partir du gaz naturel.

Quelques grands projets

En 2005, des entreprises japonaises ont accepté d'investir à hauteur de 2 milliards USD dans le secteur de l'éthanol brésilien. Il s'en est suivi un bon nombre de contrats et finalement, un accord bilatéral sur les biocarburants signé par les deux pays. Cet investissement comprend une coentreprise entre Petrobrás et l'entreprise publique Nippon Alcohol Hanbai, pour l'exportation d'éthanol, une coentreprise entre Mitsui et Petrobrás, pour la production, le transport et l'exportation d'éthanol au Japon, une coentreprise d'agrocarburant entre Marubeni et le plus gros négociant brésilien de céréales et d'oléagineux, Agrenco, et enfin, une coentreprise Mitsui, cette fois-ci avec le négociant brésilien de sucre, Coimex.

Mis à part le Brésil, Mitsui construit actuellement une grande raffinerie de jatropha en Afrique du Sud et une raffinerie de noix de coco destiné au biocarburant aux Philippines. Itochu, l'une des plus grandes entreprises commerciales du Japon, planifie, plus près de chez elle, des opérations d'éthanol à base de manioc en Indonésie, en Thaïlande et au Vietnam.

Honda travaille en collaboration avec l'Institut de recherche sur les technologies innovatrices pour la Terre (Research Institute for Innovative Technology for the Earth) pour le développement de l'éthanol cellulosique à base de biomasse « molle », telle que les feuilles de riz.

La Chine

Le gouvernement chinois est le plus gros investisseur mondial du secteur de l'énergie renouvelable. La plupart des dépenses sont destinées aux énergies hydraulique, solaire et éolienne, beaucoup moins d'argent est destiné aux agrocarburants à cause de préoccupations au niveau des impacts sur l'approvisionnement alimentaire national. Et pourtant, le gouvernement a entrepris de définir des cibles ambitieuses sur le long terme pour l'utilisation de biocarburants et a déjà autorisé un mandat pour un mélange de 10% d'éthanol dans l'essence, dans certaines provinces et certaines villes.

Les subventions publiques aux agrocarburants sont principalement relayées par quatre grandes usines à éthanol: Jilin Fuel Alcohol Company Ltd, Anhui Fengyuan Petrochemical Ltd, Henan Tianguan Group et Heilongjiang Huarun Jinyu Ltd.

Malgré les préoccupations publiques exprimées au sujet de l'impact sur l'approvisionnement alimentaire national, 900 000 tonnes d'éthanol ont été exportées en 2006, la plupart vers les États-Unis. La raffinerie d'éthanol

Jilin de PetroChina, la plus grande du monde, a exporté toute sa production de cette année, et un grand nombre d'opérations d'agrocarburant éclosent un peu partout dans le pays, avec peu de restrictions gouvernementales, souvent soutenues par des investissements étrangers et orientées vers l'exportation.

Afin de soulager les tensions sur l'approvisionnement alimentaire, le gouvernement encourage l'utilisation de produits de départ importés, comme le manioc, et il aide ses grandes entreprises à sceller des accords d'approvisionnement alimentaire avec des pays tels que le Nigeria, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines.

Quelques grands projets

China National Cereals, Oils & Foodstuffs (COFCO) est engagée dans trois des quatre plus grandes raffineries chinoises d'agrocarburant subventionnées par l'état. Elle possède la raffinerie d'éthanol Heilongjiang et détient 20 pour cent des parts de la raffinerie de Jilin (qui appartient à PetroChina) et de la raffinerie d'Anhui. Elle construit également une usine d'éthanol à base de manioc à Guangxi et deux usines d'éthanol, l'une à base de maïs et l'autre à base de patate douce, à Hebei et à Liaoning.

China National Offshore Oil Corp. développe actuellement une raffinerie de biodiesel et des plantations de jatropha couvrant 33 000 hectares à Sichuan. À l'étranger, elle est engagée dans un projet de coentreprise valant 5,5 milliards USD, pour du biodiesel à base d'huile de palme et de l'éthanol à base de canne à sucre ou de manioc en Indonésie, et dans une coentreprise malaisienne avec Bio Sweet (Malaisie) pour la construction d'une raffinerie de biodiesel à base d'huile de palme devant produire 1,5 million de tonnes par an, sur l'île chinoise de Hainan.

La Corée du Sud

En 2006, le gouvernement a levé la taxe sur le biodiesel et a donné son mandat pour que le diesel domestique contienne 0,5% de biodiesel. Cependant, puisque l'essence est le carburant le plus couramment utilisé pour le transport national, cette mesure n'a eu qu'un impact limité. Étant donné que la Corée du Sud est le principal producteur de MTBE, qui est généralement remplacé par l'éthanol, le gouvernement n'a montré que peu d'intérêt pour promouvoir l'éthanol en tant qu'agrocarburant. La plupart de l'investissement émanant des entreprises sud-coréennes est ciblé aux contrats d'approvisionnement avec l'étranger.

Quelques grands projets

Ingen Company prévoit de construire une usine d'éthanol dans la province indonésienne de Lampung, qui sera approvisionnée par une plantation de manioc de 200 000 hectares. Dans ce même lieu d'Indonésie, Samsung prévoit d'investir 1 milliard USD dans des projets d'agrocarburant au travers d'une coentreprise avec le producteur d'huile de palme Mapoli Raya et le producteur chimique Cho Yang Fine Chemical, qui va établir une raffinerie d'éthanol et des plantations de manioc de grande envergure. Samsung planifie aussi d'établir une usine de biodiesel de jatropha devant produire 200 000 tonnes par an aux Philippines, avec Philippine National Oil Co.

Les Philippines

Le décret sur les agrocarburants de 2005 mandate un mélange d'éthanol de 5% dans l'essence avec une option permettant d'augmenter jusqu'à 10% après les deux premières années et un mélange de 1% de biodiesel à base de noix de coco, avec la même option pour une augmentation de 2%. Il dote aussi l'industrie de l'agrocarburant d'une série d'incitations fiscales et financières et finance des programmes.

Quelques grands projets

L'entreprise publique Philippine National Oil Co. a un certain nombre de projets de coentreprises en cours avec des entreprises étrangères, telles Sumitomo et Samsung au Japon. Elle a récemment signé un contrat de biocarburant d'1 milliard USD avec Biogreen Energy (Malaisie) pour une raffinerie d'agrocarburant et une plantation de jatropha d'1 million d'hectares, ainsi qu'un contrat d'1,3 milliard USD avec NRG Chemical Engineering Pte (RU), pour la construction d'une raffinerie de biodiesel et de deux distilleries d'éthanol, et pour un investissement de 600 millions pour des plantations de jatropha qui couvriront près d'1 million d'hectares, principalement à Palawan et Mindanao.

La filiale de l'entreprise saoudienne Aramco aux Philippines, Petron, le plus grand raffineur du pays, a signé un contrat d'exclusivité pour l'approvisionnement d'éthanol avec San Carlos Bioenergy, une coentreprise entre

Bronzeoak, établie au RU, et Zabaleta & Co., qui est contrôlée par le président de l'Association des sucriers des Philippines.

En janvier 2007, le gouvernement philippin a signé plusieurs contrats d'agrocarburant avec des grandes sociétés chinoises, comprenant un contrat de 3,83 milliards USD avec le groupe Fuhau visant à mettre de côté plus d'1 million d'hectare de terres pour la production de produits de départ pour éthanol destinés à être exportés vers la Chine.

La Thaïlande

En 2003, le gouvernement a mandaté un mélange de 5% dans cinq états et a fixé le prix de l'éthanol en dessous du prix de l'essence. Le mandat territorial pour le mélange de biodiesel de 2% doit venir à effet en 2008. La production nationale d'éthanol utilise la canne à sucre et le manioc, tandis que le biodiesel utilise largement l'huile de palme. Les entreprises d'éthanol thaïlandaises se plaignent de l'étroitesse de leur marge bénéficiaire, avec des prix bas pour l'éthanol et des prix élevés pour les produits de départ.

Quelques grands projets

La Thaïlande et le Brésil se sont accordés sur un contrat de transfert de technologie qui comprend l'importation de 300 000 litres d'éthanol brésilien.

Khon Kaen Alcohol, l'unique entreprise sucrière publique de Thaïlande et l'un des principaux producteurs d'éthanol, s'est récemment implantée au Laos, où les salaires ne représentent qu'un quart des salaires thaïlandais, à travers d'une coentreprise de plantation de sucre et d'une raffinerie d'éthanol qui exportera vers la Thaïlande.

L'entreprise publique de gaz PTT est le plus gros producteur national de biodiesel. Elle planifie d'étendre sa capacité de 1,2 millions de litres par jour au travers de coentreprises avec des entreprises d'huile de palme locales, y compris une coentreprise avec le géant de l'agro-industrie, Charoen Pokphand, pour mettre à disposition de nouvelles terres pour palmier à huile dans le sud du pays et pour développer un projet complet de biodiesel intégré « d'amont en aval », allant de la plantation de la graine à la vente finale d'agrocarburants.

L'Inde

L'Inde est le deuxième producteur asiatique d'éthanol. En janvier 2003, le programme de mélange éthanol a mandaté une quantité de 5% d'éthanol dans le pétrole. Avec des limites à l'expansion de la production de canne à sucre en Inde, ce mandat a encouragé les entreprises sucrières indiennes à se développer au Brésil. L'Inde est devenue le plus grand importateur mondial d'éthanol brésilien.

La plupart du carburant automobile consommé en Inde est du diesel. La mission nationale sur le biodiesel s'est fixée l'ambitieux objectif d'un mélange à 20 pour cent d'éthanol d'ici à 2013. Le gouvernement considère dorénavant le jatropha comme son principal produit de départ, avec pour objectif de parvenir à utiliser 13,5 des 39 millions d'hectares déjà destinés à la production de jatropha nationale d'ici à 2012.

Quelques grands projets

Reliance Industries, la plus grande entreprise du secteur privé indien, planifie de construire une grande raffinerie d'éthanol au Brésil. Elle est également en train de construire une raffinerie de jatropha de 500 millions USD à Andhra Pradesh.

En 2006, Bajaj Hindusthan, la plus grande entreprise sucrière et productrice d'éthanol d'Inde et le géant pétrolier indien Bharat Petroleum ont tous deux annoncé des projets d'acquisitions représentant plusieurs millions de dollars et d'expansion au Brésil, dans les secteurs du sucre et de l'éthanol.

Le jatropha – l'agrocarburant des pauvres?

GRAIN

Le jatropha curcas est un arbuste à fleurs rouge vif, natif d'Amérique centrale, que les commerçants portugais importèrent d'Afrique vers l'Asie comme plante décorative. Ses graines oléagineuses peuvent être utilisées pour produire du biodiesel. Puisqu'il pousse sur des sols pauvres, le jatropha est largement promu en Asie et en Afrique comme la plante idéale des petits cultivateurs. Des déclarations comme celles qui suivent, publiées sur un site Internet pakistanais, sont typiques :

- Si un agriculteur peut cultiver son propre diesel, cette source d'énergie décentralisée apportera une très grande impulsion à sa condition économique
- Un seul plant de jatropha donnera un litre de biodiesel par an et ce, pendant 40 ans
- 90 pour cent du travail peut être effectué par des femmes, et contribue directement à améliorer le potentiel de revenus
- Le jatropha résiste aux sécheresses et pousse sur des sols pauvres ; de plus, il crée beaucoup d'humus et contribue ainsi à rendre la terre arable

Une vraie image d'Épinal, mais, malheureusement, ce qui se produit actuellement ne vient pas étayer cette vision optimiste selon laquelle le jatropha fournira aux cultivateurs pauvres à la fois de l'énergie bon marché et un bon revenu. En Afrique et en Asie, il y a de sérieuses préoccupations au sujet de l'impact environnemental et social du jatropha. L'Australie occidentale l'a même interdit à cause de sa toxicité sur les humains et les animaux et à cause de sa capacité de devenir rapidement difficile à contrôler, une herbe envahissante.¹

Il y a aussi l'argument répété à loisir selon lequel les cultivateurs peuvent cultiver du jatropha sans irriguer les terres pauvres. C'est le cas, techniquement, mais, dans ces conditions, les rendements sont si bas que la viabilité de la culture devient douteuse. Des études indiennes prouvent que, sans irrigation, le rendement moyen après cinq ans est de 1,1–2,75 tonnes par

hectare, comparés à 5,25–12,5 tonnes par hectare avec irrigation.² Il semble probable que, au lieu de le faire pousser sur des zones marginales, la production de jatropha pour agrocarburant vient directement concurrencer la production des cultures vivrières sur les terres les plus fertiles et les mieux irriguées.

Qui va faire pousser le jatropha? Ses partisans disent que c'est une culture idéale pour les petits cultivateurs. Mais, dans la pratique, on les pousse à laisser le chemin libre pour une production d'entreprise étroitement contrôlée, que ce soit par de grandes plantations ou par des systèmes de contrats de production stricts. En Inde, où le gouvernement prévoit d'utiliser 13,5 millions d'hectares de "terres incultes" pour y planter du jatropha d'ici à 2012, il a été signalé que les entreprises font déjà pression sur les agriculteurs pour qu'ils abandonnent leurs terres à cette production. Les cultivateurs près de Balangir, Orissa, disent qu'ils ont été dupés sur 138 hectares par Taj Gas Limited, une entreprise recherchant des plantations de jatropha dans la région.³ D'autre part, comme les ONG locales l'ont fait remarquer, la définition que donne le gouvernement à "terre inculte" comprend des terres et des forêts communes dont beaucoup d'agriculteurs et de populations pastorales et autochtones tirent leurs ressources alimentaires et leurs besoins énergétiques.

La réalité est que le jatropha est déjà devenu une marchandise comme une autre de l'agro-industrie, étroitement contrôlée de la semence au carburant par des réseaux d'entreprises transnationales.

D1 Oils, basée au RU, est le leader mondial du développement de biodiesel de jatropha. Bien que sa raffinerie de biodiesel en Angleterre s'appuie actuellement sur l'huile de soja du Brésil, D1 a déclaré qu'elle allait bientôt opter pour l'huile de jatropha, en provenance de ses propres plantations. "Dès que, dans les années à venir, nos plantations de produit de départ, le jatropha curcas, commenceront à produire de l'huile en volume suffisant, nous augmenterons de façon importante l'importation et le raffinage des produits de départ à bas coût produits de façon durable à l'étranger, particulièrement dans les pays en voie de développement", a déclaré Elliott Mannis, directeur général de D1 Oils.⁴

1 David Smith, "Western Australia bans Jatropha Curcas", *Biofuel Review*, 31 mai 2006.
<http://tinyurl.com/2ya3cm>

2 <http://tinyurl.com/2ajfkg>

3 "Private companies eye fertile lands", *Newindpress*, 12 juin 2007.
<http://tinyurl.com/2fm85u>

4 Communiqué de presse D1 Oils, 20 juin 2006.
<http://tinyurl.com/2aqpb8>

Tableau: Quelques entreprises qui investissent dans des plantations de jatropha pour agrocarburant

British Petroleum (RU)	Prévoit d'établir des plantations de jatropha sur 100 000 hectares en Indonésie pour alimenter une raffinerie de biodiesel de 350 000 tonnes par an qu'elle construit actuellement dans ce pays.
Van Der Horst Corporation (Singapour)	Construit une installation de biodiesel de 200 000 t/an sur l'île de Jurong, à Singapour, qui pourrait être alimentée avec du jatropha provenant de plantations qu'elle exploite au Cambodge et en Chine, et peut-être même de nouvelles plantations en Inde, au Laos et en Birmanie.*
Mission Biofuels (Australie)	A recruté l'entreprise indienne Agro Diesel pour la gestion d'une plantation de 100 000 hectares de jatropha et d'un contrat visant un réseau agricole en Inde pour alimenter ses raffineries de biodiesel malaises et chinoises.
D1 Oils	Parmi ses nombreuses opérations mondiales de jatropha, elle fait partie d'une coentreprise aux Philippines, avec l'entreprise Philippine National Oil Co. pour une opération d'une méga-nurserie de jatropha sur une superficie de 1 000 hectares.
NRG Chemical Engineering Pte (RU)	A signé un contrat de 1,3 milliard USD avec l'entreprise publique Philippine National Oil Co. en mai 2007. NRG Chemical possèdera 70 % des parts dans la coentreprise qui entreprendra la construction d'une raffinerie de biodiesel, deux distilleries d'éthanol et un investissement de 600 millions USD dans des plantations de jatropha qui couvriront 1 million d'hectares, principalement sur les îles de Palawan et de Mindanao.

* La junte militaire birmane met actuellement en œuvre une campagne de plantation extensive de jatropha dans ce pays. Elle prévoit d'avoir 200 000 hectares de jatropha en trois ans, sur éventuellement 3,25 millions d'hectares. Voir: <http://tinyurl.com/2hwroc>

Les plantations de jatropha de D1 sont situées en Arabie Saoudite, au Cambodge, au Ghana, en Indonésie, aux Philippines, en Chine, en Inde, en Zambie, en Afrique du Sud et au Swaziland. Dans la plupart des cas, les plantations ou les arrangements prévus par des contrats de culture sont gérés par des partenaires locaux de D1, tels que le groupe Williamson Magor, la plus grande entreprise de thé indienne, ou l'entreprise Philippine National Oil Co.

D1 travaille maintenant au développement de variétés de jatropha à haut rendement, dont la plupart du travail d'amélioration génétique est focalisé sur l'Inde, un centre important de diversité du jatropha et de recherche. En 2005, dans une tempête de controverses, l'entreprise a engagé le D. Sunil Puri, l'un des chercheurs leaders indiens sur le jatropha. Puri avait été jusqu'alors le chef du département de la sylviculture à l'université agricole Indira Gandhi à Raipur, en Inde centrale et, en tant que coordinateur de la recherche et du développement pour le jatropha au Conseil national sur les graines oléagineuses et le développement des huiles végétales (Indian National Oil Seeds and Vegetable Oils Development Board), il avait accès direct à l'importante collection de plasmate germinatif de jatropha local dont dispose l'université. Une enquête ultérieure menée par l'université a démontré que Puri avait alors transmis illégalement 18 variétés de cette collection à D1.⁵ Puisque le jatropha n'est plus aujourd'hui une culture

marginale, mais une affaire de gros sous, le plasmate germinatif a très certainement été d'une grande utilité à D1. D'ailleurs, très peu de temps avant que n'éclate le scandale Puri, D1 avait contracté l'entreprise indienne Labland Biotech afin de produire près de 100 millions de clones haute qualité de jatropha par des techniques de culture de tissu.⁶

En 2006, D1 a engagé l'un des plus importants sélectionneurs de semences de la biotechnologie d'entreprise, D. Henk Joos, pour mener son programme d'amélioration génétique. Selon Joos, "Le défi réside dans l'identification et le développement des plus prometteuses espèces de jatropha sauvage et de produire des hybrides à meilleur rendement, à contenu plus élevé en huile et avec de meilleures qualités de résistance à la sécheresse."⁷ Dès qu'ils trouvent ce genre de variétés, des grandes sociétés comme D1 déposent généralement des brevets, comme elles le font couramment pour les autres cultures d'agrocarburant.

Les responsables de l'entreprise Xenerga Inc., basée aux États-Unis, disent qu'ils ont déjà fait breveter une variété malaisienne de jatropha à haut indice d'octane qu'ils vont introduire dans la production commerciale aux États-Unis en 2007. Xenerga et son entreprise associée, basée en Allemagne, EuroFuelTech, gèrent aussi des plantations de jatropha au Kenya, où ils disent disposer de centaines de milliers d'hectares disponibles.⁸

5 GRAIN, "Jatropha biopiracy debate", BIO-IPR Docserver, 25 janvier 2006. www.grain.org/bio-ipr/?id=465

6 Laigh A. Khan, "Money grows on jatropha plants for Mysore firm", *The Hindu*, 24 avril 2005. <http://tinyurl.com/2gepn2>

7 <http://tinyurl.com/275df8>

8 Rich McKay, "Farming our fuel", *Orlando Sentinel*, 17 avril 2007, <http://tinyurl.com/yv3av6>
Site institutionnel de l'entreprise : <http://tinyurl.com/yvwgr7>

L'Afrique, avec ses vastes terres et sa main-d'oeuvre bon marché, est une cible de choix pour les promoteurs d'agrocarburants. Comme aime à le souligner un certain groupe de pression européen favorable aux agrocarburants, rien que 15 pays africains – surnommés l'“OPEP vert”(voir carte) – réunissent ensemble une surface arable disponible aux cultures d'agrocarburant supérieure à la surface de l'Inde elle-même.¹ Et déjà, sur ce continent, des millions d'hectares de terres soi-disant “en friche” ont été prospectées et affectées aux agrocarburants.

La nouvelle ruée vers l'Afrique

GRAIN

Les grandes entreprises et les pays assoiffés d'énergie inondent l'Afrique de capitaux destinés aux cultures d'agrocarburant, alimentant une course aux terres qui rappelle les débuts de l'expansion coloniale européenne. Les gouvernements africains et l'élite du monde des affaires se joignent à cette invasion étrangère. Mis sur la touche, certains groupes essaient de s'élever contre la dévastation annoncée que cela va produire sur les ressources des peuples, mais leurs voix sont difficilement audibles, étouffées qu'elles sont par le tintamarre qui est fait sur la grande chance qu'a l'Afrique de capitaliser sur les crises mondiales de l'énergie et de l'environnement.

Dès qu'il s'agit d'agrocarburants, la route vers l'Afrique se pave soudain de diplomates. À la première occasion, un défilé quotidien de politiciens étrangers se présente sur le continent pour négocier des affaires d'agrocarburant. L'Europe, le Japon et les États-Unis sont, bien évidemment, très actifs. Ils infiltrent leurs intérêts en agrocarburant dans les divers accords en matière d'aide plurilatérale et multilatérale, de commerce ou d'investissement, qu'ils signent vite fait bien fait avec des pays africains. Mais les soi-disant puissances émergentes mondiales sont également très affairées sur ce continent: le Brésil, largement grâce à son entreprise publique Petrobrás, a obtenu des importations d'éthanol et du transfert de technologie avec nombre de pays africains, depuis le Sénégal jusqu'au Mozambique, en passant par le Nigeria et l'Angola.² L'Inde vient de promettre 250 millions de dollars (USD) au Fond ouest-africain pour les biocarburants ; et la Chine vient de consolider une chaîne d'approvisionnement de manioc à long terme

au Nigeria, pour ses distilleries nationales d'éthanol. Il faut également ajouter à ceci des accords trilatéraux, tels le partenariat que le R.U. et le Brésil ont formé avec le Mozambique.

La véritable signification de toutes ces poignées de main entre membres de gouvernements, c'est de s'assurer un accès à une fourniture régulière d'énergie, à la fois en pétrole et en agrocarburant, qui sera bien évidemment gérée par les grandes sociétés.³ Et les choses évoluent très rapidement dans cette direction. Les grandes sociétés sont d'ors et déjà en train de se tailler des zones réservées aux produits de départ d'agrocarburants et les agro-industries déjà sur place sont en pleine expansion.⁴ Au début 2007, par exemple, le gouvernement tanzanien a révélé qu'il était en négociation avec 11 pays étrangers pour qu'ils investissent dans la production de cultures d'agrocarburants dans ce pays.⁵

Dans cette avalanche d'investissements étrangers, il y a des perdants et des gagnants. Plusieurs entrepreneurs africains locaux essaient de prendre le train en marche et se battent pour en récolter quelque chose.⁶ L'entreprise ghanéenne Biodiesel One a récemment fermé son activité de 12.000 hectares de jatropha et a licencié ses employés car elle n'a pas été en mesure de trouver le soutien financier nécessaire pour la poursuivre.⁷ Au Ghana, l'autre entreprise de biodiesel locale, Anuanom Industrial Bio Products, rencontre ces mêmes difficultés financières et ses efforts précoces pour nouer des liens avec des investisseurs étrangers se sont presque soldés par la destruction de l'entreprise.⁸ C'est pourquoi ces deux entreprises déploient tous leurs efforts pour que le gouvernement les renfloue.

1 A. Wade, "Africa Over a Barrel", *Washington Post*, 28 octobre 2006. <http://tinyurl.com/ssw8x>

2 "Brazilian Company to build ethanol plant in Africa", *The Ethanol Producer*. <http://tinyurl.com/yuloyt>

3 "Africa Forges Energy Partnership with Europe" <http://tinyurl.com/yrzpkf>

4 Voir "Cameroon: Oil palm plantations fostered by new biofuel market harm local livelihoods", *World Rainforest Movement*. <http://tinyurl.com/259zhn>

5 Les entreprises comprennent Felisa (dans la région de Kigoma); Amma (dans la région de Tanga); Diligent Tanzania Limited (à Arusha); Procon, Diadem (dans la région de Rukwa) et CEPA (à Morogoro). <http://tinyurl.com/ysba4k>

6 Pour plus d'informations sur les projets d'agrocarburant en Afrique occidentale, voir: Gbosségnon Christophe Gandonou, "Situation des biocarburants en Afrique de l'ouest", <http://www.grain.org/m/?id=131>

7 <http://tinyurl.com/2448ow>

8 "Fraud office question Ghana Bio Diesel", *Alexander's Gas & Oil Connections*, 2 décembre 2004. <http://tinyurl.com/ywjnvw>

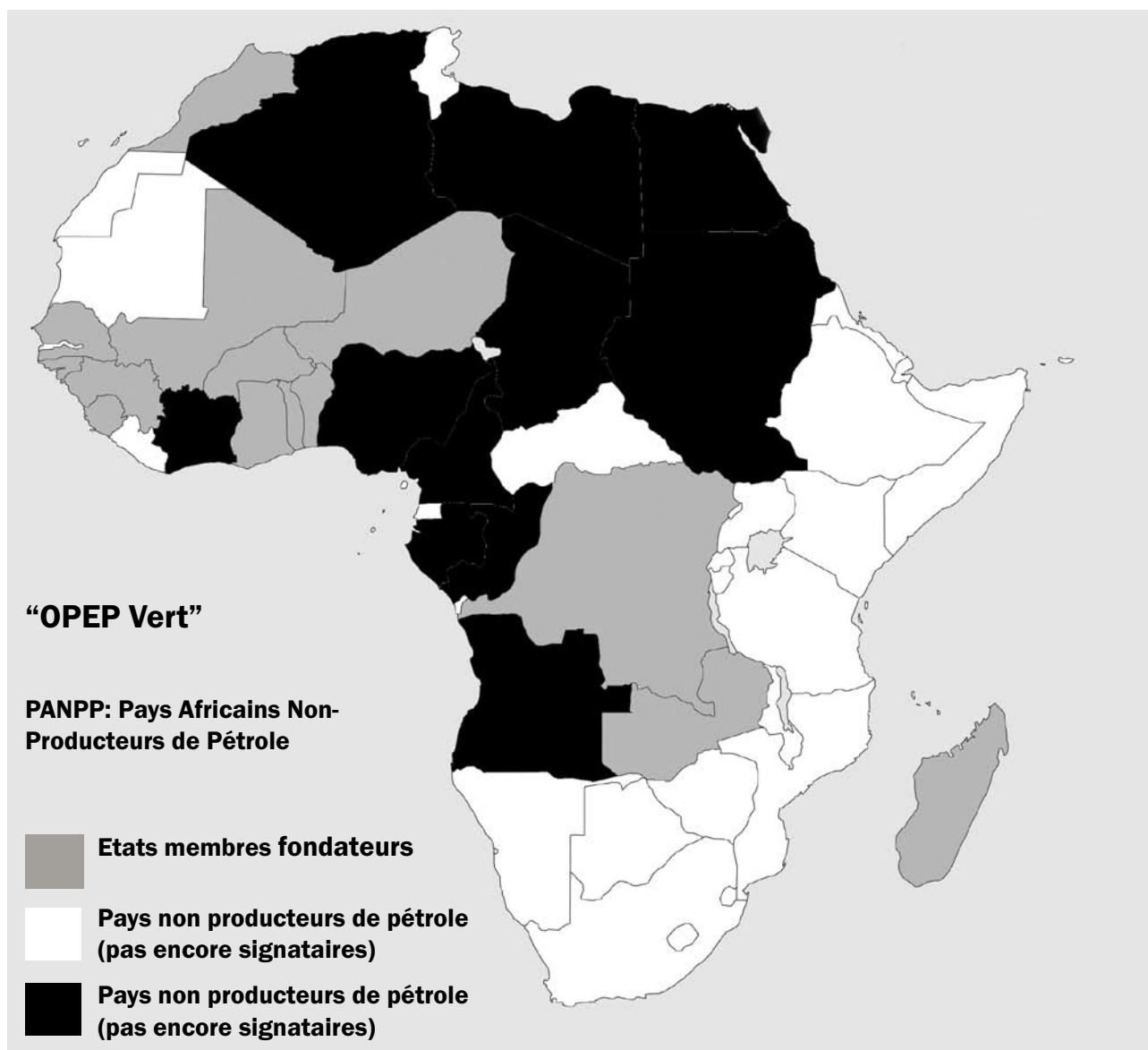


Tableau: exemples des investissements des sociétés

Viscount Energy (Chine)	Protocole d'accord avec le gouvernement de l'état d'Ebonyi visant à établir une usine d'éthanol d'un coût de 80 millions de dollars (USD) au Nigeria et qui utilisera le manioc et la canne à sucre.
21st Century Energy (USA)	Prévoit un investissement à hauteur de 130 millions de dollars (USD) sur les cinq prochaines années, pour la production d'éthanol à base de canne à sucre, de maïs et de sorgho doux, puis, plus tard, pour la production de biodiesel à base de graines de coton et de résidu de noix de cajou, en Côte d'Ivoire. ¹
Bioenergy International (Suisse)	Prévoit la préparation d'une plantation de près de 93.000 hectares de jatropha, accompagnée d'une raffinerie de biodiesel et d'une installation d'électrification, au Kenya. ²
Sun Biofuels (RU)	En association avec le Centre d'investissement de Tanzanie (Tanzania Investment Centre, TIC), a acquis 18.000 hectares de terres agricoles de première qualité pour produire du jatropha. ³
AlcoGroup (Belgique)	A racheté South Africa's NCP Alcohols, le plus gros producteur africain de fermentation d'éthanol, en 2001.
MagIndustries (Canada)	A acquis une plantation forestière d'eucalyptus de 68.000 hectares et construit actuellement une usine de déchetage de bois d'une capacité de 500.000 tonnes par an près de la ville portuaire de Pointe-Noire, en République du Congo. Les copeaux seront expédiés vers l'Europe pour être utilisés comme biomasse.
Aurantia (Espagne)	Investit dans des plantations d'huile de palme et, ensuite, dans quatre raffineries de biodiesel en République du Congo.
Dagris (France)	Investit dans le développement de la production du biodiesel à base de graines de coton au Burkina Faso, par le biais de son fabricant local d'huile, SN Citec.
SOCAPALM et Socfinal (Belgique)	Envisage d'étendre sa plantation d'huile de palme de 30.000 hectares au Cameroun, mais les communautés forestières lui résistent.

1 <http://tinyurl.com/29uolk>

2 <http://tinyurl.com/2dkunz>

3 <http://tinyurl.com/27emzb>

Nigeria – un nouveau bien peut-être, mais toujours la même histoire

Il n'y a pas que les entreprises énergétiques mondiales qui investissent lourdement dans les agrocarburants. Les sociétés de différents secteurs s'y lancent aussi et taillent le boom des agrocarburants à la mesure de leurs propres intérêts. Le Nigeria a accepté cette approche sans aucune critique et a adopté des politiques qui s'adaptent parfaitement aux stratégies de groupe et il ne fait rien pour satisfaire les véritables besoins du pays.

Si le gouvernement était réellement soucieux des besoins énergétiques du pays, il restructurerait son industrie pétrolière. Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique et le pétrole fournit 95 pour cent des revenus publics. Mais ce sont les multinationales pétrolières qui sont aux commandes; ainsi, les raffineries nigérianes ne produisent pas suffisamment de pétrole raffiné pour pourvoir aux besoins intérieurs, et le pays importe 70 pour cent de son carburant.¹ Au lieu de s'attaquer au problème, le gouvernement évolue maintenant vers les agrocarburants, sous le prétexte que cela permettra une amélioration de la sécurité énergétique du pays, même s'il n'y a aucun signe que ce sera le cas.

Le pays a bouclé un accord avec le Brésil pour importer de l'éthanol en échange d'expertise technique et ce, afin que le Nigeria puisse commencer à mettre en application sa politique de mélange à 10 pour cent d'éthanol avant même que les fabricants d'éthanol ne commencent leur production. La région principale choisie pour l'expansion de la canne à sucre (estimée à une couverture de quelques 400.000 hectares) se situe le long du fleuve Niger et de son affluent, la Bénoué, où l'irrigation est possible. Le manioc, lui aussi, est voué à un développement industriel important. Négligé pendant des années par l'industrie, il émerge dorénavant comme un important produit de départ, avec un investissement considérable consacré au développement de variétés génétiquement modifiées plus aptes à la production d'agrocarburants avec, par exemple, un contenu supérieur en amidon.² Plutôt que d'améliorer la sécurité énergétique, les biocarburants vont créer un nouveau problème d'insécurité alimentaire, car le prix des denrées nationales, le manioc et l'huile de palme, vont certainement augmenter sensiblement lorsque la production d'agrocarburant commencera.

1 G. Rothkopf, "A Blueprint for Green Energy in the Americas", préparé pour la Banque interaméricaine de développement, 2006. <http://www.iadb.org/biofuels/>

2 Des chercheurs de l'Université de l'État de l'Ohio ont développé du manioc transgénique avec amidon dont le rendement est à hauteur de 2,6 fois, ce qui transforme le manioc en "super culture" quant à la fixation de CO₂ et à la production d'hydrates de carbone, le produit de départ de l'éthanol. Voir, par exemple, U. Ihemere et al. "Genetic modification of cassava for enhanced starch production", *Plant Biotechnology Journal* 4 (4), 2006: 453–65. Pour des informations sur l'application récemment refusée du gouvernement sud-africain pour des essais de champs de manioc, voir: www.biosafetyafrica.net

En décembre 2006, le gouvernement a promis près de 2 millions de dollars (USD) pour soutenir la culture à grande échelle de jatropha au centre du pays, dont près de 300.000 dollars (USD) devaient aller directement dans les caisses d'Anuanom. Le gouvernement a également annoncé des plans de construction d'une route goudronnée dans la région et a demandé aux chefs et propriétaires locaux de mettre leurs terres à disposition pour ce projet.⁹ Le propriétaire d'Anuanom, l'industriel ghanéen Onua Amoah, a acquis des terres à plantations dans cette zone, en collaboration avec le candidat aux élections présidentielles de 2008, Kwabena Frimpong-Boateng, et d'autres élites locales.¹⁰

Il a également été rapporté que l'entreprise publique en produits pétroliers BOST a offert d'acheter tout le biodiesel produit au Ghana, offrant ainsi aux entreprises locales une garantie d'écoulement dont elles ont bien besoin.¹¹ Mais l'odeur des gains potentiels attire les investisseurs étrangers dans le pays. Basé au R.U., D1 Oils établit actuellement une filiale qui lui appartient à cent pour cent et des investisseurs israéliens examinent la construction d'une usine de biodiesel dans la région du centre. Basé au Canada, A1 Biofuels et son partenaire local, Sahel Biofuels Development Company, basé au Niger, qui préparent des sites de plantations de jatropha à grande échelle à

travers la région sahélienne de l'Afrique occidentale, disent planifier également la construction d'une raffinerie de biodiesel au Ghana, avec une capacité de 25 millions de litres par an.

De la terre pour le carburant, mais pas pour les agriculteurs

En Afrique, il existe un certain nombre de petits projets de biocarburant gérés par des ONG, certains déjà en place depuis longtemps, qui produisent en général de l'huile pour l'usage local et du savon. Les partisans de l'agrocarburant aiment à citer ces initiatives qui leur donnent bonne conscience, mais le boom actuel sur les agrocarburants n'a que peu de points communs avec cette petite agriculture.

"L'Afrique australe a le potentiel nécessaire pour devenir le Moyen-Orient des biocarburants", a déclaré Andrew Owens, PDG de l'entreprise britannique Greenergy, lors d'une rencontre sur les agrocarburants, au Cap.¹² Mais pour y parvenir, a-t-il ajouté, les gouvernements doivent normaliser les politiques sur les agrocarburants dans la région et travailler en collaboration afin d'obtenir des économies d'échelle permettant à l'industrie de devenir compétitive.¹³ Lors de cette même rencontre, le directeur général de SA Biodiesel a rejeté la "production artisanale" des

9 <http://tinyurl.com/28t37p>

10 "Wanted – an administrator for Ghana", *Hi Ghana*, 7 juin 2007. <http://tinyurl.com/293cvh>

11 "BOST agrees to buy local biodiesel", *Daily Graphic*. <http://tinyurl.com/2xbbe4>

12 Les marchés des agrocarburants en Afrique, pendant la conférence sur l'Afrique. <http://tinyurl.com/28h825>

13 Ibid.

Ouganda : des manifestations massives contre les projets d'agrocarburant

Timothy Byakola

Le gouvernement ougandais, confronté à une immense opposition dans le pays, a été forcé, à la fin mai 2007, d'annuler les projets qu'il avait de convertir des milliers d'hectares de forêt tropicale, situés sur une île du lac Victoria, en plantation de palmiers à huile. Quelques jours auparavant, le président Museveni avait également suspendu des négociations qui visaient à céder une grande parcelle de l'une des dernières forêts continentales protégées, à une entreprise appartenant à des Asiatiques ougandais. Cette décision a fait suite à des manifestations massives contre cette proposition, qui se sont déroulées en avril 2007 à Kampala, la capitale ougandaise, et qui ont fini par dégénérer en une regrettable émeute raciale. Plusieurs magasins tenus par des Asiatiques ont été pillés. Lors de cette émeute, deux manifestants ont été tués et un Asiatique a été lapidé à mort.

Ces combats ont servi à mettre en évidence un combat brûlant, celui qui cherche à savoir si les ressources naturelles nationales, qui diminuent à vue d'oeil, doivent être utilisées pour créer de l'énergie. Lorsque l'Ouganda a obtenu son indépendance en 1962, 20 pour cent du pays était boisé ; aujourd'hui, ce pourcentage a dégringolé à 7 pour cent. Le président Museveni est un farouche défenseur des agrocarburants et il affirme que l'Ouganda a "un besoin urgent de s'industrialiser, car c'est un pays très à la traîne, mais riche en termes de ressources naturelles et de matières premières. Notre retard est à mettre sur le compte de l'absence d'industrie." Le gouvernement ne peut pas croire pas que le développement industriel puisse générer de graves dommages sur l'environnement. Avant que le gouvernement ne fasse marche arrière, Jessica Eriyo, la ministre d'état chargée de l'environnement, avait déclaré qu'en défrichant la terre pour la cultiver et en ramassant du bois de chauffe, la population pauvre de l'Ouganda détruisait chaque année cinq fois la quantité de forêt qui serait perdue au profit du projet sucrier.

Mais beaucoup d'Ougandais ne sont pas d'accord. Dans un pays comme l'Ouganda, le milieu naturel demeure le seul bien que les gens pauvres des zones rurales possèdent. Il y existe véritablement une relation très symbiotique entre les ressources locales et la bonne santé des systèmes écologiques majeurs – eau, forêts et zones humides. Mais les investisseurs privés (la plupart desquels sont soutenus par une ample protection politique) sont très occupés à grignoter ce bien, sous prétexte d'aider le pays à s'industrialiser. Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement et s'élèvent maintenant pour défendre la source de leur vie.

Prenons en exemple les deux zones boisées concernées. La forêt de Mabira, où devait être située la plantation de canne à sucre, couvre 32.000 hectares et abrite des centaines d'espèces d'arbres, des singes rares et un précieux oiseau, le Tithyia. De plus, la forêt se trouve à la confluence de deux affluents du Nil. Abattre une telle superficie pourrait bouleverser les précipitations locales. L'île Bugula, sur le lac Victoria, là où la plantation de palmiers à huile est prévue, abrite elle aussi des espèces végétales rares, des singes et des oiseaux exceptionnels. En novembre 2006, cinq hauts directeurs de l'autorité forestière nationale ont démissionné en signe de protestation contre la vente de la réserve de l'île à Bidco, une entreprise pétrolière appartenant à des Asiatiques. Bidco a déjà planté 4.000 hectares sur Bugula, mais elle a besoin de 2.500 hectares supplémentaires.

Les investisseurs ont persuadé le gouvernement ougandais du fait que le développement d'une grosse industrie d'agrocarburant résoudrait les problèmes énergétiques qui handicapent le pays et qui ont forcé beaucoup d'entreprises à fermer leurs portes suite aux graves fluctuations de fourniture d'énergie. Mais il n'existe que peu ou pas de preuves que les agrocarburants espérés seront utilisés de cette façon. Les populations locales ne disposent pas de la technologie nécessaire pour utiliser cette énergie et le gouvernement et les investisseurs eux-mêmes ne font que peu d'efforts pour développer un marché local pour ces nouveaux carburants à la mode. Selon nous, le marché intérieur n'est tout simplement pas assez intéressant pour les investisseurs. Le projet de stratégie bioénergétique parle abondamment du besoin qu'a le gouvernement d'accroître sa production, mais devient étrangement muet lorsqu'il s'agit du développement du marché local. Par conséquent, nous suspectons que ce carburant est destiné à l'exportation.

Un autre indice nous incite à croire que les agrocarburants pourraient, du moins en partie, être un écran de fumée dissimulant ce qui est véritablement à l'ordre du jour pour les investisseurs : obtenir de la terre. Le secteur des agrocarburants, qui n'est vieux que de quelques années, est presque entièrement non réglementé. Dans la confusion ambiante, les investisseurs obtiennent de vastes parcelles de terre pour un prix symbolique. Un officiel du ministère de l'énergie et des ressources minérales a confié, lors d'un entretien officieux, ce qui suit : "Il se peut que toute cette histoire ne soit qu'un abus perpétré par des vampires, puisque la main droite ignore ce que fait la main gauche." Lorsque le gouvernement ouvrira les yeux sur ce qui est en train de se passer, davantage encore des précieuses ressources naturelles du pays auront été détruites.

Timothy Byakola travaille pour l'ONG ougandaise "Climate and Development Initiatives."

Courriel : acs@starcom.co.ug, timbyakola@yahoo.com

14 "Combustion or Consumption? Balancing food and biofuel production", IRIN, 25 avril 2007 <http://tinyurl.com/2xewqx>

15 L. Stridom, "Biofuels 2006: How is the global value chain shaping up?" Eco world, 30 décembre 2006. <http://tinyurl.com/2qyb3v>

agrocarburants et a affirmé qu'il fallait des allègements fiscaux et une production à grande échelle.

À la suite de cela, l'argent qui est investi dans les agrocarburants en Afrique se concentre autour de l'agriculture de plantation à grande échelle, étroitement intégrée aux réseaux des sociétés transnationales.¹⁴ Et, comme dans tout autre secteur

de l'agro-industrie, les profits d'entreprise sur les cultures d'agrocarburant sont mieux assurés lorsque ces plantations sont sur les terres les plus fertiles et situées à proximité des voies de communication.¹⁵ Cependant, des millions de petits agriculteurs occupent toujours ces terres et ils sont devenus le principal obstacle sur le chemin de la ruée vers l'agrocarburant. Il est de plus en plus évident

qu'aussitôt qu'il s'agit d'agrocarburant, la pression exercée sur les agriculteurs pour qu'ils abandonnent leurs terres ne fait que s'intensifier.

En Tanzanie, le premier ministre autorise des procédures accélérées aux agrocarburants afin de satisfaire un investisseur suédois qui recherche 400.000 hectares dans le bassin de Wami, l'une des zones humides les plus importantes du pays, pour y planter de la canne à sucre destinée à l'éthanol. Il est inévitable que ce projet déplace de petits agriculteurs de riz locaux.¹⁶ Au Libéria, une compagnie britannique, Equatorial Biofuels, a acquis Liberian Forest Products (LFP), qui détient des contrats et des permis de gestion couvrant plus de 700.000 hectares de terrain pour la culture de palmiers à huile. En Éthiopie, où la pression sur la terre est très forte, plus d'1 million d'hectares est concédé aux sociétés d'agrocarburants pour y planter principalement du jatropha, une espèce potentiellement envahissante et qui est introduite massivement sans évaluations préalables de son impact sur l'environnement. (voir l'encadré sur l'Éthiopie).

Émanant de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), une étude de faisabilité sur l'agrocarburant met en garde contre les petits projets, affirmant que ces derniers risquent d'altérer les normes. De plus, cette étude recommande également que la législation concernant l'agrocarburant et les réglementations sur les semences soient normalisées dans toute la région, et demande une dotation pour des prêts à taux bonifié et des mesures pour accélérer le libre-échange afin d'"ouvrir de nouveaux horizons".¹⁷ Il semblerait que l'agro-industrie et les entreprises biotechnologiques profitent de cette ruée sur les agrocarburants pour faire passer un grand nombre de changements favorables à leurs intérêts dans le cadre réglementaire.

Il est souvent rétorqué que, même si les sociétés en viennent à dominer le marché des agrocarburants, il y aura encore de la place pour permettre aux agriculteurs pauvres de glaner un peu de bénéfice. On prétend que le jatropha, notamment, pousse dans des conditions marginales et qu'il est donc une culture qui convient aux familles pauvres. Mais cela même semble très improbable (voir l'article sur le jatropha, page 33). La vérité est que le boom de l'agrocarburant en Afrique n'a rien à voir ni avec le développement rural, ni avec l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs pauvres. Bien au contraire, il s'agit d'entreprises étrangères qui s'approprient des terres ; en concluant des affaires avec des officiels gouvernementaux et en faisant pression pour obtenir une protection légale, des subventions et des allègements fiscaux ; en achetant des terres fertiles déjà rares et des droits sur l'eau ; en exerçant une coercition sur les agriculteurs pour qu'ils deviennent une main-d'œuvre bon marché sur leurs propres terres ; en introduisant de nouvelles cultures dans des plantations à grande échelle ; en introduisant des cultures génétiquement modifiées par une porte dérobée ; en déplaçant les

peuples et leurs systèmes basés sur la biodiversité ; et en asservissant encore davantage l'Afrique au marché mondial. Une spoliation terrienne sans précédent est en marche en Afrique.

Les agrocarburants vont-ils améliorer la sécurité énergétique de l'Afrique ?

Si les bienfaits des agrocarburants, qui sont censés être ressentis par les petits agriculteurs africains, se révèlent déjà illusoires, que dire alors de leur contribution à la sécurité énergétique du continent ? N'est-il pas vrai que produire de l'agrocarburant aidera les économies des pays africains à réduire leur dépendance par rapport aux carburants fossiles si coûteux ?

Le problème est que les agrocarburants sont déjà définis comme étant un bien mondial, qui doit s'échanger sur le marché mondial, et les biens de ce genre sont contrôlés par les élites locales alliées aux entreprises multinationales, et leur accès est par conséquent limité à ceux qui peuvent se le permettre. Le pétrole en est l'exemple. Il est maintenant largement admis que les grandes réserves de pétrole découvertes dans certains endroits d'Afrique n'ont pas fourni de sécurité énergétique aux pays intéressés, ni n'a profité à la masse de la population.¹⁸ Prenons le cas du Nigeria. C'est l'un des tous premiers pays exportateurs de pétrole, mais la biomasse, principalement le bois de chauffe, comble encore les besoins énergétiques d'environ 91 pour cent des foyers du pays. Le Nigeria demeure un pays pauvre avec 71 pour cent de sa population vivant avec moins d'1 dollar (USD) par jour et les peuples du delta du Niger, une région productrice de pétrole, sont les plus pauvres parmi les Nigériens.¹⁹ Le Nigeria prévoit actuellement une immense expansion de grandes plantations de manioc pour la production d'agrocarburant. Mais, tout comme pour le pétrole, il est extrêmement improbable que les agrocarburants améliorent la sécurité énergétique du pays, ou le bien-être de ses habitants. Le boom des agrocarburants est entraîné par le désir du gouvernement d'accroître ses revenus liés à l'exportation, principalement au travers de l'exportation de manioc et de canne à sucre pour agrocarburant (voir l'encadré sur le Nigeria, page 37).

L'histoire va certainement se répéter avec les pays non producteurs de pétrole, qui parlent dorénavant avec tant d'enthousiasme du potentiel des agrocarburants pour combler leurs besoins énergétiques. Dans ces pays, les importations de pétrole représentent une dépense invalidante, dévorant jusqu'à 50 pour cent des gains réalisés par les exportations. Une augmentation des prix mondiaux du pétrole a un énorme impact sur leur taux de croissance. Ces pays pensent actuellement qu'en cultivant des agrocarburants, ils vont posséder leur propre carburant et réduire ainsi leur vulnérabilité aux fluctuations des prix de pétrole. Hélas, cela ne sera pas le cas. La réalité est que, tout comme pour le pétrole et les autres biens

16 Abdallah Mkindi, Envirocare, Tanzanie, communication personnelle.

17 Conseil namibien d'agronomie, "National Bio-oil Energy Roadmap", août 2006

18 Il est prévu que jusqu'à 50 millions de tonnes métriques de produit raffiné - soit 78% de la consommation annuelle de 48 pays subsahariens en Afrique - viennent s'ajouter au marché mondial d'ici 2010. Voir : <http://tinyurl.com/2w8vdk>

19 <http://tinyurl.com/2vrbw3>

Afrique du Sud, réveille-toi!

La jeune industrie de l'agrocarburant et le gouvernement sud-africain ont eu tous deux un réveil difficile cette année, lorsque leur rêve de succès immédiat s'est révélé n'être, en fait, que cela : un rêve. Les fabricants d'agrocarburants ont réalisé qu'ils ne peuvent pas dépendre d'un excédent du marché du maïs pour s'approvisionner en produit de départ et qu'ils vont devoir contracter des agriculteurs qui cultiveront exclusivement pour cette industrie. Il faut espérer que le gouvernement, lui aussi, ait découvert que, malgré ses protestations antérieures pour prouver le contraire, les biocarburants affectent véritablement la sécurité alimentaire.

Sur le papier, l'initiative sud-africaine semblait avoir du sens. Le pays était largement excédentaire en maïs et en sucre, il semblait donc logique que ces cultures deviennent les principaux produits de départ pour la production d'éthanol, sans affecter la sécurité alimentaire.¹ De plus, il semblait que cette initiative profiterait à l'économie locale, avec la création de 55.000 nouveaux emplois. Ainsi, les agrocarburants devinrent l'une des priorités de l'initiative de croissance accélérée (Accelerated Growth Initiative, ASGI-SA) du gouvernement. L'Industrial Development Corporation (IDC) et le fond central pour l'énergie (Central Energy Fund) annoncèrent qu'ils prévoyaient d'investir 437 millions de dollars (USD) dans cinq projets d'agrocarburants. Les agriculteurs commerciaux sud-africains de maïs investirent dans une nouvelle entreprise, Ethanol Africa, et annoncèrent en fanfare qu'ils allaient reproduire le succès rencontré par les fermiers nord-américains et qu'ils construiraient huit usines d'éthanol dans la principale région productrice de maïs.

Cependant, dès le début, certains analystes se montrèrent sceptiques quant aux chances de réussite de l'entreprise. Ils soulignèrent que:

- L'Afrique du Sud ne possède pas un grand surplus intégré de maïs jaune denté utilisé pour l'éthanol²
- Les prix du maïs dépendent du marché mondial et sont liés à ceux du marché du pétrole ; ces deux marchés avaient eu un comportement volatil
- Aux États-Unis, les agriculteurs et les raffineries d'éthanol sont subventionnés
- Les prospects en vue d'obtenir un bilan énergétique positif de la production d'éthanol n'étaient pas bons. (Ils ont souligné qu'en moyenne, l'Afrique du Sud obtient un rendement d'environ 4 tonnes par hectare de son maïs en sec, alors qu'aux États-Unis, le rendement est d'au moins le double. Si les agriculteurs n'obtenaient qu'un modeste gain d'utilisation d'énergie contre la récolte de 1:1,3, il paraît peu probable que les agriculteurs sud-africains, avec leurs récoltes bien inférieures, puissent produire quelque gain énergétique positif que ce soit.)

Les doutes des sceptiques se sont avérés, et même plus tôt que ces derniers le pensaient. Cette année, l'Afrique du Sud présente un déficit de sa production de maïs, au lieu de l'excédent espéré. Rien qu'au cours des six derniers mois, l'"effet éthanol" (c'est-à-dire la demande supplémentaire émanant des producteurs d'éthanol), conjugué avec une sécheresse en

mondiaux en général, le prix du marché fixera le prix des agrocarburants. Le pays d'origine n'exercera que peu de contrôle et, plus particulièrement, lorsque la propriété de la chaîne de valeur totale est aux mains d'entreprises internationales. Produire des agrocarburants ne garantira pas du carburant bon marché à la population locale.

Dans l'absolu, il existe, en Afrique, de nombreuses possibilités pour les énergies renouvelables, mais les gouvernements locaux ne conçoivent pas de politiques adaptées pour ce secteur et ils ne font pas grand chose pour y attirer les investissements. La biomasse représente déjà, en moyenne, 59 pour cent de la consommation d'énergie (avec un pourcentage bien plus élevé dans la plupart des pays subsahariens), en majorité, du bois de chauffe, mais aussi de la bouse de vache et d'autres ressources disponibles au niveau local.²⁰ Beaucoup de ces activités ne sont pas durables pour l'instant et la pression sur la biomasse grandit avec la croissance de la population, c'est pourquoi l'investissement national pour améliorer ces pratiques et proposer des alternatives semble être de la plus haute priorité. Cependant, la réalité est que les dépenses publiques en terme d'énergie renouvelable en Afrique sont en déclin constant. L'Éthiopie,

par exemple, a quadruplé ses investissements en exploration de ressources pétrolières et a triplé son investissement dans l'électricité dans les années 90, mais ses dépenses en matière d'alternative énergétique a diminué d'à peu près 1 pour cent à 0,1 pour cent d'investissement total.²¹

C'est la même histoire pour la majorité de l'Afrique et il est probable que la situation ne fasse qu'empirer. Une entreprise d'exportation de biomasse, sous forme de copeaux de bois transformés, est déjà en cours et, avec la deuxième génération de cultures d'agrocarburants, la région va bientôt produire des agrocarburants celluloseux à base de bois. Ces initiatives vont conduire à une augmentation du prix du bois et du charbon, à une limitation de l'accès aux forêts pour les personnes et à un appauvrissement des terres maigres africaines.

L'Afrique est également le continent qui aura le plus à souffrir d'une autre conséquence du tapage provoqué par les agrocarburants : une augmentation des prix de l'alimentation. Les prix de plusieurs denrées de base dans le monde sont déjà en augmentation tandis que les pays soustraient leurs terres aux cultures vivrières pour adopter des cultures d'agrocarburants. La FAO

20 S. Karekezi et al., *Renewables in Africa*, AFREPREN, février 2007.
www.afrepren.org

21 Ibid.

Afrique du Sud, a provoqué la hausse en flèche des prix, avec un quadruplement du pourcentage du niveau prévu par la stratégie "biocarburant". Et comme le maïs est l'aliment de base du pays, les pauvres sont ceux qui en souffrent le plus. Comme toujours, en temps de crise, il y a des gagnants: certains agriculteurs commerciaux en ont bénéficié, puisque ces prix très élevés ont compensé leurs faibles récoltes.³

Cet exemple illustre clairement que, bien que les gouvernements africains disent que les agrocarburants ne doivent pas venir compromettre la sécurité alimentaire sur les marchés déréglementés, la concurrence entre aliment et carburant est inévitable. Les grandes sociétés peuvent assurer leur approvisionnement soit en possédant la terre, soit en contractant des agriculteurs pour qu'ils la cultivent exclusivement pour elles, mais il est bien plus difficile pour les gouvernements d'empêcher l'industrie des agrocarburants d'affecter la sécurité alimentaire.

Pour l'instant, la première usine d'éthanol, qui doit être construite à Bothaville, dans l'Etat Libre du Nord, n'a pas progressé, semble-t-il parce que la somme à investir, d'un milliard de rands (ZAR), n'a pas encore été réunie (ZAR7.1=1USD). Ethanol Africa se justifie en déclarant que les investisseurs attendent de voir si le gouvernement subventionnera cette industrie. L'évidente question à poser au gouvernement est de savoir pourquoi l'industrie de l'agrocarburant devrait bénéficier d'un avantage compétitif alors que les agriculteurs, eux, n'ont pas de subventions et que les impacts sociaux et environnementaux seront certainement négatifs.⁴ Même les agriculteurs qui ont investi les premiers 14 millions de rands (ZAR) doivent avoir des doutes. Ils apprennent que le prix de l'éthanol est directement lié au prix du brut et ce dernier n'est pas toujours assez bas pour viabiliser la fabrication d'éthanol.⁵

Mais ce qui est beaucoup plus grave en terme d'impact social, c'est la volonté du gouvernement du Cap-Est de mettre à disposition des investisseurs en agrocarburant, 3 millions d'hectares de terre communale fertile "sous-utilisée". Un tel projet implique la plantation de 70.000 hectares de colza pour être exporté par des investisseurs allemands. Les communautés rurales utilisent cette terre de différentes façons, y compris pour le pâturage, et elle contribue grandement à leurs ressources. L'Afrique du Sud a, derrière elle, une longue histoire d'expropriation des communautés rurales ou de restructuration des terres qui les appauvrissent. Ce nouveau projet de soustraction de terres pour y planter des cultures vouées à l'exportation n'en est, hélas, qu'un exemple supplémentaire.

1 La stratégie du gouvernement prévoit une moyenne de 5% d'augmentation des prix de l'alimentation; l'augmentation prévue du prix du maïs n'est que de 7,6% entre 2006 et 2015, comme le mentionne Draft Biofuels Strategy and Engineering News, 20 octobre 2006. www.engineeringnews.co.za

2 Il a été demandé à l'industrie de l'éthanol de n'utiliser que maïs jaune, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de concurrence avec le maïs blanc, une denrée alimentaire, mais rien n'empêche les agriculteurs d'alterner les variétés alimentaires et agrocarburant.

3 "Biofuel Production and the threat to South Africa's Food Security", Wahenga Brief, No. 11, avril 2007. <http://tinyurl.com/2okcgx>

4 Ibid.

5 Vic de Klerk, "Who's fuelling who? Mealies are not a viable fuel source", Finweek, 9 mars 2006. <http://tinyurl.com/2klp33>

estime que la facture d'importation de céréales des pays à faible revenu et à déficit vivrier – beaucoup d'entre eux en Afrique – va augmenter de près d'un quart cette saison, une conséquence directe de l'"effet éthanol".²²

La résistance s'organise

Les gens commencent à réaliser ce que le boom des agrocarburants signifie pour leurs ressources et la résistance s'organise. Dans le nord du Ghana, les fermiers ont rejeté le jatropha comme agrocarburant, principalement parce qu'ils ont peur de se retrouver dépendants d'un marché versatile et parce que sa toxicité limite son utilisation.²³ En Afrique du Sud, au Cap-Est, la société civile a rejeté la proposition du gouvernement d'utiliser des terres tribales et communales pour y cultiver des agrocarburants.²⁴ Les analystes alertent sur le fait que le maïs n'est pas une culture viable pour l'éthanol et que la raréfaction de terres arables est une question critique en Afrique du Sud.²⁵ En Ouganda, des troubles civils ont éclaté après que le gouvernement ait octroyé un permis à une entreprise appartenant à des indiens d'Afrique orientale, pour exploiter la forêt de Mabira et y planter de la canne à sucre pour agrocarburants.

Le gouvernement s'est finalement rétracté (voir l'encadré Ouganda, page 94). Le réseau africain sur la biodiversité (African Biodiversity Network, ABN) a sévèrement critiqué le Royaume-Uni pour viser des cibles pour agrocarburants qui sacrifieront la terre, les forêts et les ressources alimentaires africaines pour satisfaire aux vastes besoins énergétiques britanniques.²⁶

En résumé, les agrocarburants ne viendront pas améliorer le sort de la masse des peuples africain et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, les pauvres n'ont tout simplement pas les moyens de se les permettre, parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter de l'énergie et qu'ils misent sur le bois, le charbon et la bouse de vache. Deuxièmement, il n'est pas logique pour des familles rurales de remplacer des systèmes agricoles qui ont fait leurs preuves et qui sont renouvelables, par des plantations industrielles appartenant à des étrangers et de devenir, dans la lancée, une main-d'oeuvre bon marché dont on peut se séparer, le cas échéant. Troisièmement, la privatisation de la terre, source de la richesse de l'Afrique, va saper toutes les chances que les pays africains peuvent avoir de choisir leur propre futur.

22 FAO, "Perspectives de récoltes et situation alimentaire" No. 3, mai 2007. <http://tinyurl.com/2kswxw>

23 <http://tinyurl.com/2on3ou>

24 "Rural communities express dismay: land grabs fuelled by biofuels strategy", Rapport de l'atelier de la société civile sur SA Biofuels Strategy, Durban, 5 mars 2007, p. 2. <http://tinyurl.com/3cetb5>

25 G. Morris, "Strong land use policy is key to developing South African biofuels", *Biofuel Review*, 10 avril 2007. <http://tinyurl.com/36fwtu>

26 <http://tinyurl.com/2kfjwz>

L'Éthiopie – clap sur une famine provoqué par le carburant

L'industrie de l'agrocarburant est très active en Éthiopie et le gouvernement déploie tous ses efforts pour attirer les investissements étrangers. La culture la plus populaire est celle du jatropha, suivie par le ricin et certains palmiers à huile dans les régions caféières, tout ceci pouvant être utilisé pour produire du biodiesel. Il y a également des gestes en cours pour établir une industrie d'éthanol et introduire de nouvelles variétés élevées spécialement à cet usage, telles que le sorgho, le maïs et le tournesol. Ces dernières devraient, selon les entreprises, réduire la dépendance du pays en terme d'aide alimentaire étrangère et renforcer la sécurité alimentaire des communautés rurales. La pression pour la terre est intense, étant donné que la population est en augmentation et que 85 pour cent des habitants du pays dépendent toujours de la terre pour leurs ressources. Peu de familles sont en possession de titres fonciers valables, et c'est une des raisons pour laquelle il est relativement facile pour ces entreprises étrangères d'acquérir de la terre.

L'entreprise allemande Flora Ecopower investit actuellement 671 millions de birrs éthiopiens (ETB), soit 77 millions de dollars (USD), dans l'État régional d'Oromia, et a négocié l'achat de plus de 13.000 hectares de terres dans les woredas de Fadis et Miks (districts) de la zone du Hararge oriental pour la production de biodiesel. La clé de sa stratégie est de détenir le contrôle de la chaîne de production dans son ensemble et elle a signé un accord avec l'association régionale des agriculteurs selon lequel 700 agriculteurs cèdent chacun 2 hectares de terre sur une période de cinq ans. Selon les rapports de presse, les agriculteurs ne sont pas incommodés par le fait d'avoir à se passer de leurs terres, puisqu'ils accueillent favorablement l'investissement dans leur région. Cependant, après que la production ait débuté et que les terres forestières aient été défrichées, on a réalisé que 12.000 hectares (soit 87 pour cent) de la terre concédée se trouvait à l'intérieur des limites du Sanctuaire d'éléphants de Babile. Les organisations pour l'environnement ont protesté et elles ont aussi souligné que cette attribution de terre était illégale et qu'aucune évaluation sur l'impact environnemental n'avait été effectuée. Suite à cela, une enquête sur cet incident a confirmé, et a également révélé, que les communautés de cette zone étaient mécontentes de cet événement et de l'impact négatif que le défrichement de forêt avait sur les éléphants. La situation est devenue de plus en plus politisée et il semble que ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement régional d'Oromia n'aient l'intention de prendre des mesures immédiates pour réparer les dommages causés à cet écosystème vital et qui abrite des éléphants rares et menacés d'extinction.

Une autre entreprise, Sun Biofuels, a signé une convention de bail avec le gouvernement de l'État régional de Benshangul-Gumuz pour une terre de 80.000 hectares. Elle a également acheté 80 pour cent des parts de National Biodiesel Corporation of Ethiopia, dans l'optique de son programme pour renforcer sa présence en Éthiopie, avant d'investir dans toute l'Afrique orientale. Il a été signalé qu'elle a aidé la formulation de la stratégie éthiopienne de biocarburants, chargée d'établir le programme général du pays en termes d'agrocarburants. L'entreprise fait des relèvements de terrains et elle prévoit, en collaboration avec le gouvernement, les zones qui devront être consacrées aux agrocarburants.

Il y a maintenant un certain nombre d'entreprises étrangères d'agrocarburants qui opèrent en Éthiopie. Officiellement, 196.000 hectares de terre ont été alloués mais, si l'on compte les terres pour lesquelles les négociations sont en cours,

le total s'élève à 1,15 millions d'hectares. L'Éthiopie a identifié 17,2 millions d'hectares qui conviennent à la culture du jatropha, parmi lesquels 1,7 millions, situés dans les zones de Borena, Bale et Arsi, sont considérés comme hautement adéquats. Ces zones ont des précipitations annuelles de 900-1300 mm.

Entreprise	Appartenance	Terres allouées et en négociation (en hectares)
Sun BioFuel	RU	80.000 dans le Benishangul-Gumuz, 5.000 dans les Southern Nationalities Nations and People (SNNP), avec expansion prévue 200.000 dans le Tigray et 40.000 dans l'Amhara
Becco Biofuels	USA	35.000 dans l'Amaro Kelo
Hovev Agriculture Ltd	Israël	40.000 attribués, devant s'étendre à 400.000
Flora Ecopower	Allemagne	13.700 dans le Hararge oriental, devant d'étendre à 200.000
The National Biodiesel Corporation (NBC)	Allemagne & USA	90.000 de jatropha et autres plantes oléagineuses
LHB	Israël	100.000 de jatropha dans l'Oromia

La stratégie du gouvernement éthiopien reconnaît clairement que la population locale dépend des zones des terres basses qui ne sont pas occupées de façon permanente, mais qui servent au pâturage, aux cultures et la cueillette de produits de la forêt, et insiste sur le fait que la population locale ne doit pas être privée de ses droits d'usage traditionnels de la terre. Elle souligne l'importance de la sécurité alimentaire, reconnaissant que plus de 4 millions de personnes souffrent de cette insécurité alimentaire, et déclare que leur bien-être ne doit pas être compromis par l'industrie de l'agrocarburant. Mais, en réalité, c'est ce qui se produit déjà : bien qu'il y ait une pression populaire pour la terre et que les agriculteurs se débattent pour boucler les fins de mois, de vastes étendues de terre sont actuellement concédées aux entreprises étrangères pour produire de l'énergie qui sera exportée vers l'Europe.

1 www.floraecopower.com

2 Ibid.

3 W. Zenenbe, "German Co Invests Half Bln Birr Plus on Bio-Fuel", Addis Fortune, 9 avril 2007. <http://tinyurl.com/2lp7mt>

4 W. Zenebe, "Bio-diesel Project Encroaching on Elephant Sanctuary", Addis Fortune, 27 mai 2007. <http://tinyurl.com/2oa3w3>

5 Gebremedhine Birega, communication personnelle, 18 juin 2007.

6 <http://tinyurl.com/27emzb>

7 Gouvernement éthiopien, documents stratégiques.

L'Amérique du Sud est en train de devenir une zone clé pour les agrocarburants, que ce soit pour l'éthanol produit à base de canne à sucre, pour le biodiesel, produit à base d'huile de soja, ou même pour l'huile de palme, à un moindre degré. Les activistes latino-américains, qui furent les premiers à utiliser le terme agrocombustible (agrocarburant), ont également été parmi les premiers à dénoncer ce qui est en train de se produire. Ils expliquent ici, avec leurs propres mots, comment la ruée sur l'agrocarburant affecte leur continent.

Les agrocarburants en Amérique latine



Entretien avec João Pedro Stedile

João Pedro Stedile est l'un des leaders du Mouvement des sans-terre (MST), au Brésil. Lors de sa récente conférence à Brasília, où 18 000 activistes se sont réunis, le MST a crié haut et fort les dommages causés par la monoculture de l'agrocarburant (<http://www.mst.org.br>).

Il me semble que vous avez pris part à la décision de commencer à utiliser le terme "agrocarburant" plutôt que "biocarburant", n'est-ce pas?

Lors du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire, qui s'est récemment tenu au Mali, en Afrique, les autres délégués et nous avons échangé nos idées sur la façon dont le capital a manipulé la terminologie en ajoutant le préfixe "bio", qui signifie vie, aux carburants renouvelables à base de plantes. C'est ridicule, parce que tout ce qui vit est "bio". Nous pourrions nous appeler bio-Jean Dupont, bio-soja, etc. Les entreprises utilisent le préfixe "bio" afin d'encourager le public à voir leurs produits comme une bonne chose, comme politiquement correct. Ainsi, au niveau international, Via Campesina a accepté d'utiliser une terminologie plus appropriée. Ces carburants et cette énergie sont produits à partir de cultures agricoles, d'où les termes agrocarburant et agroénergie.

Quel est l'impact de la ruée sur les agrocarburants au Brésil?

Nous sommes très inquiets. Ce que nous observons, c'est une puissante alliance entre les trois secteurs du

capital transnational : les compagnies pétrolières, qui veulent réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole ; les entreprises automobiles, qui veulent continuer à profiter du modèle actuel de transport individuel, et les entreprises agroindustrielles, telles que Bunge, Cargill et Monsanto, qui veulent continuer de monopoliser le marché mondial de l'agriculture. Le capital international veut désormais s'allier aux grands propriétaires terriens du sud, et notamment brésiliens, afin de pouvoir utiliser de grandes superficies de terre pour produire des agrocarburants. Elles ne veulent le faire que pour conserver leurs marges bénéficiaires et leur niveau de vie. Elles ne sont pas, comme nous, le moins du monde préoccupées par l'environnement, le réchauffement climatique ou quoi que ce soit d'autre. Le capital n'a qu'un seul objectif – le profit – et il n'a dorénavant qu'un seul objectif, c'est d'essayer d'utiliser l'agriculture pour produire du carburant pour les véhicules.

Quel est l'impact de tout ceci sur l'agriculture et la production alimentaire?

Les règles de l'économie sont appliquées à l'identique pour tout produit agricole capitaliste et elles sont basées sur le taux de bénéfice moyen. S'il est plus rentable

<http://www.grain.org/go/agrocarburants>

de produire de l'éthanol ou d'autres agrocarburants que de produire du maïs, du blé ou des haricots, l'agriculteur va, bien sûr, remplacer les cultures vivrières, qui dégagent généralement une marge bénéficiaire moindre (parce que les consommateurs ont de faibles revenus) par des cultures appropriées pour la production d'agrocarburant. C'est la règle de capitalisme. Ce n'est pas quelque chose qui a besoin d'être prévu ou planifié. Et c'est ce qui se passe au Brésil. La surface consacrée à la canne à sucre augmente, parce qu'elle est plus rentable, et la surface consacrée au haricot, au maïs et au bétail laitier chute.

L'un des autres effets que nous observons, c'est que les agrocarburants mènent à l'expansion de la monoculture. La monoculture de canne à sucre ou de soja s'empare de grandes étendues de terre fertile afin de produire le produit de départ de l'éthanol ou du biodiesel. La monoculture est nuisible pour l'environnement parce qu'elle détruit les autres plantes et qu'elle réduit la biodiversité. Les recherches menées sur la production de soja et de canne à sucre démontrent que la monoculture change le schéma des précipitations, qui deviennent plus concentrées sur une période spécifique de l'année et plus torrentielles. Et comme il y a moins de végétation pour absorber ces pluies, elles s'écoulent plus rapidement vers les rivières et les nappes phréatiques. D'autres études ont montré que la température moyenne a augmenté et que les sécheresses deviennent plus fréquentes dans les régions dans lesquelles la monoculture prévaut. Dans le cas de la canne à sucre, le problème est encore aggravé par l'utilisation du feu pour débroussailler la terre, ce qui libère encore davantage de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. De très mauvaises conditions de travail sont également l'une des caractéristiques de la production de canne à sucre. Les travailleurs sont transportés vers des régions éloignées, ce qui rend difficile leur organisation et l'exigence de leurs droits.

Qu'en est-il des droits de propriété de la terre?

Les agrocarburants ont un énorme impact sur la concentration de propriété terrienne. Ils encouragent les grandes entreprises à étendre la zone consacrée à la monoculture et, en alliance avec le capital financier et international, à acquérir de grandes surfaces de terre. Par exemple, ces derniers mois, Cargill a acheté la plus grande distillerie d'alcool de São Paulo, couplée avec une plantation de 36 000 hectares de canne à sucre. C'est la plus importante plantation de canne à sucre nationale. D'autres multinationales font des opérations semblables. L'année dernière, la culture de la canne à sucre a atteint un record de 4 millions d'hectares, uniquement dans l'état de São Paulo. Et beaucoup d'usines envisagent de s'étendre. L'idée est d'augmenter la surface jusqu'à ce qu'elle atteigne 7 millions d'hectares dans seulement trois ans. Les états voisins de Goiás, le sud-est de Minas Gerais et le Mato Grosso do Sul étendent également leur production de canne à sucre et doivent construire

non moins de 77 distilleries nouvelles au cours des cinq prochaines années. Petrobrás a déjà commencé à poser des pipe-lines reliant Cuiabá (la capitale du Mato Grosso, dans le centre-ouest du pays) à Paranaguá, dans l'état du Paraná sur la côte sud-est, et un autre, reliant la proximité de Goiânia (la capitale de Goiás) et le port de São Paulo, Santos. La région entière va être envahie de grandes plantations de canne à sucre. C'est une concentration extraordinaire de propriété de terre, qui renforce la présence du capital international, sous la forme d'entreprises comme Cargill, par exemple. De nombreux fonds d'investissement étrangers, y compris ceux contrôlés par George Soros, acquièrent des parts dans des entreprises brésiliennes d'alcool.

Comment résumeriez-vous l'expérience brésilienne de plus de 30 ans de production d'alcool à partir de canne à sucre?

La production d'alcool à partir de la canne à sucre pour en faire de l'essence pour les véhicules a eu un impact positif sur la balance commerciale brésilienne. Elle a réduit la dépendance nationale envers le pétrole et a permis de maintenir l'essence à des prix raisonnables. Cependant, elle a aussi causé de nombreux problèmes environnementaux. Beaucoup de scientifiques sont favorables à cette production, mais en petites unités, intégrées dans les cultures paysannes, pour la consommation locale et avec pour objectif de promouvoir la souveraineté énergétique. Pourtant, la dictature de l'époque a choisi la monoculture et les grandes usines. Un grand nombre de districts ruraux sont devenus d'immenses plantations de canne à sucre, complètement dépendants des autres régions brésiliennes pour leur alimentation. Il n'y a eu aucune réduction de la pollution. Tout d'abord, parce que la production de canne à sucre, elle-même, requiert du diesel et des engrais provenant de dérivés pétroliers. Donc, en fait, on assiste à une augmentation de 25 pour cent d'augmentation de la consommation de pétrole dans ces régions. Ensuite, les véhicules qui utilisent un mélange de pétrole et d'alcool continuent de contribuer au réchauffement climatique, à cause de l'énorme quantité de véhicules et de gens dans les grandes villes. Ainsi, l'utilisation de l'alcool n'a résolu aucun des problèmes environnementaux, ni n'a freiné les émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. C'est tout le contraire, en fait. De plus, elle a aggravé les problèmes sociaux en promouvant la concentration de propriété terrienne, en réduisant les zones rurales et en incitant à l'exode rural. Au Brésil, les régions de canne à sucre sont les zones qui conjuguent la plus grande concentration de richesse et le plus fort taux d'incidence de pauvreté. J'utilise toujours l'exemple de Ribeirão Preto, une ville du centre de l'état de São Paulo, considérée par la bourgeoisie comme la Californie brésilienne pour son grand savoir-faire technologique dans la production de la canne à sucre. Il y a trente ans, c'était un endroit riche alimentaires autosuffisant et jouissant d'une agriculture paysanne et d'une distribution équitable de revenus. Aujourd'hui, c'est une immense

plantation de canne à sucre, et environ 30 distilleries possèdent la terre. Près de 100 000 personnes vivent dans des bidonvilles et 3 813 personnes sont en prison, soit davantage que le nombre de personnes employées dans l'agriculture, soit 2 412 personnes y compris les enfants. C'est ça, le modèle de société de la monoculture de la canne à sucre : plus de personnes en prison que de personnes travaillant la terre !

Comment pensez-vous que nous pouvons gérer la crise de l'énergie et des carburants fossiles?

Il faudrait qu'il y ait un grand débat public afin de discuter le problème à plusieurs niveaux. En tout premier, et c'est très important, il faut que nous changions le système de transport. Nous devons mettre fin à notre dépendance aux véhicules qui transportent les individus et qui consomment beaucoup de pétrole et d'alcool. Nous devons promouvoir le transport public, qui peut utiliser du gaz, de l'électricité ou d'autres formes d'énergie moins polluantes. Ensuite, nous devons changer nos sources d'énergie dans la société en général et encourager les alternatives à petite échelle qui ont moins d'impact sur l'environnement, comme les centrales hydroélectriques de taille moyenne, les agrocarburants, l'énergie éolienne, etc. Enfin, nous devons promouvoir l'idée de la souveraineté énergétique. Chaque communauté, chaque district, devra trouver ses propres solutions locales pour ne pas dépendre de l'énergie importée. Évidemment, les

grandes villes ne peuvent pas complètement réussir ce programme, mais elles peuvent réduire de façon très importante leur dépendance aux sources externes. Il est possible de trouver des formes d'énergie non-polluantes qui préservent l'environnement. Nous espérons que les conséquences négatives du réchauffement et du changement climatiques, dont la population urbaine est déjà consciente, éduqueront le public et l'encourageront à mettre la pression sur les gouvernements pour qu'il y ait un changement. Nous ne pouvons rien attendre des entreprises et des capitalistes qui ne prennent aucune responsabilité envers les gens et ce, uniquement pour faire des marges bénéficiaires.

Qu'est-ce que propose le MST pour changer la politique gouvernementale en termes d'agrocarburant?

Le MST et la Vía Campesina débattent constamment de ces questions. La première étape est d'arrêter l'expansion des monocultures de la canne à sucre et du soja et d'arrêter également l'avancée du capital transnational. La seconde étape est d'accroître le débat public sur les alternatives et de promouvoir l'idée que le commerce de l'énergie, y compris de l'agroénergie, doit être contrôlée par une entreprise du secteur public qui peut développer des politiques qui soient dans l'intérêt des gens et non dans l'intérêt du capital. Cela sera une bataille longue et difficile. Mais la bataille a déjà commencé et elle va décider du futur de l'humanité.

En parallèle à l'expansion rapide de la production d'éthanol, largement fabriquée à partir de canne à sucre, l'Amérique du Sud commence aussi à jouer un rôle clé en tant que producteur de biodiesel. Le principal produit de départ est le soja et, pour les cultivateurs de soja et les multinationales céréalières, qui éprouvaient des difficultés dues à la surproduction, ce nouveau débouché est une véritable aubaine. Il leur donne le prétexte parfait pour continuer leur prise de contrôle sur le continent.

La connexion soja en Amérique du Sud

GRAIN

“ Nous avons 80 millions d'hectares de terre en Amazonie qui vont nous transformer en Arabie Saoudite du biodiesel”, a dit Expedito Parente, un ingénieur chimiste brésilien ayant obtenu le premier brevet pour la fabrication de biodiesel à échelle industrielle.¹ Lula, le président brésilien, est pareillement enthousiaste. “Au cours de prochaines 10 ou 15 années, nous verrons le Brésil devenir l'un des premiers producteurs mondiaux de biodiesel”, a-t-il récemment déclaré.² “Peu de pays sont à même de concurrencer le Brésil, parce que Dieu nous a donné le soleil, la terre et une population qui travaille dur.”

Mis à part sa promotion active de l'éthanol du biodiesel au niveau national, Lula recherche également de possibles investissements en provenance des pays voisins. Après une visite à Asunción en mai 2007, Lula a commenté avec enthousiasme : “Je quitte le Paraguay avec un immense optimisme parce que le potentiel de ce pays pour l'éthanol et le biodiesel est extraordinaire.” Pour ne pas se laisser distancer, le président Nicanor Duarte a renchéri : “Si le Brésil doit devenir l'Arabie Saoudite des biocarburants, pourquoi le Paraguay ne pourrait-il pas devenir le Koweït du 21^e siècle?”³ Le désir de Lula est de transformer le Brésil en puissance agroénergétique régionale est entièrement soutenu par Washington, qui caresse l'idée que l'Amérique du Sud réduise sa dépendance vis à vis du pétrole et, par conséquent, affaiblisse l'influence politique du président vénézuélien Hugo Chávez, féroce antiaméricain, qui utilise ses pétrodollars pour renforcer son influence dans la région.

Le biodiesel fabriqué à partir de l'huile de soja est le tout dernier chapitre de la conquête de l'Amérique du Sud par le soja, une culture qui renferme une nouvelle forme d'exploitation agricole dans laquelle les sociétés agroindustrielles géantes jouent un rôle dominant (voir le témoignage de Norma Giarraca).

Au cours de ces dernières quatre décennies, le soja s'est répandu comme une traînée de poudre sur de vastes zones d'Amérique du Sud. Au Brésil, il a commencé au Rio Grande do Sul, l'état brésilien le plus méridional, et depuis, il s'est étendu au nord, s'emparant d'énormes quantités de terres agricoles, de savanes et de forêt. Aujourd'hui, il a traversé le fleuve Amazone et on le plante à Roraima, 4 000 kilomètres au nord du Rio Grande do Sul. La récolte, qui était de 1,5 millions de tonnes en 1970, a atteint 57 millions de tonnes en 2006-7.⁴

En Argentine, la culture s'étend tout aussi rapidement, allant vers le nord et vers l'ouest et dévorant de grandes étendues de terres agricoles, de pampas et de forêt. Cette année, la récolte a totalisé 43 millions de tonnes, comparées avec seulement 27 000 tonnes en 1970. Au début des années 90, les agriculteurs brésiliens du Mato Grosso do Sul ont exporté la culture vers le Paraguay, où elle couvre maintenant 2,5 millions d'hectares et est devenu la principale exportation du pays.

Soja signifie monoculture et immenses exploitations agricoles mécanisées. Et le soja a eu pour conséquence de créer d'énormes dommages environnementaux, causant la destruction de 21 millions d'hectares de forêt au Brésil, 14 millions en Argentine et 2 millions au Paraguay.⁵ Parallèlement, le soja a éjecté les cultures vivrières. Entre 1991 et 2005, au Brésil, la surface consacrée au riz, au haricot, au maïs et au blé a diminué, alors que la surface consacrée au soja a plus que triplé. En Argentine, c'est le même cas de figure : la production de nombreuses denrées, comme le lait, le riz, le maïs, la pomme de terre et la lentille, a chuté de façon inquiétante.⁶

Comme la plupart des denrées alimentaires sont cultivées par des familles d'agriculteurs, cela signifie que le tissu même de vie rurale a été détruit. Tandis

1 <http://tinyurl.com/33gauk>

2 “Brazil to be world's leading biodiesel producer”, *People's Daily*, 19 novembre 2005, <http://tinyurl.com/392h3g>

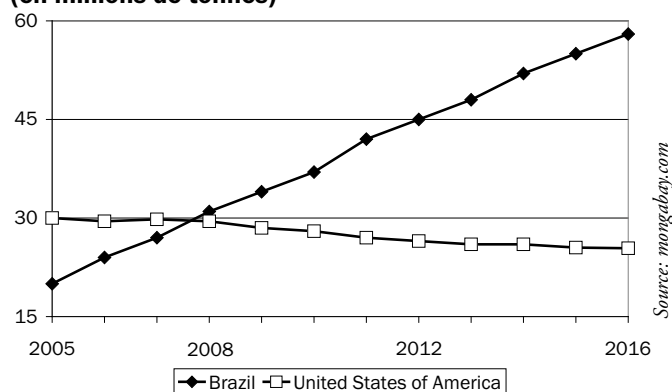
3 “Imperial and Exploiter: Wave of Criticism Welcomes Brazil's Lula in Paraguay”, *Brazil magazine*, 22 mai 2007, <http://tinyurl.com/2q3yyh>

4 <http://tinyurl.com/37mfzh>

5 Miguel Altieri et Elisabeth Bravo, “The ecological and social tragedy of crop-based biofuel production in the Americas”, avril 2007, <http://tinyurl.com/3dkpht>

6 “Argentina's Bitter Harvest”, *New Scientist*, 17 avril 2004, p. 40.

Exportations prévues de soja, USA et Brésil (en millions de tonnes)



que le front du soja a avancé vers le nord du Brésil, quelque 300 000 personnes ont été déplacées depuis Rio Grande do Sul et 2,5 millions supplémentaires de personnes depuis le Paraná.⁷ Environ 150 000 familles ont été jetées hors de leurs terres en Argentine⁸ et 90 000 autres au Paraguay.⁹

Une forte résistance a été opposée par les mouvements sociaux dans toute la région, pourtant l'avancée du soja se révèle très difficile à arrêter. Il bénéficie du soutien de certaines des plus grands groupes de l'agro-industrie – ADM (le plus gros producteur de soja transformé au monde), Cargill (le plus gros négociant en céréales du monde), CentralSoya, Bunge, Mitsubishi et d'autres encore. Au cours des dernières 30 années, ADM et Cargill ont tous deux délocalisé leur base d'exportation de soja au Brésil et en Argentine. Durant tout le processus, ils ont exercé une forte pression et ont obtenu que les gouvernements locaux investissent lourdement dans les infrastructures de transport. Des routes ont été construites et bitumées, des rivières draguées, tout ceci aux frais des contribuables et bien que très peu d'habitants locaux n'en aient bénéficié. Plus récemment, certaines de ces entreprises ont même été encore plus loin dans leur repositionnement. Cargill et Smithfield, basée aux États-Unis, tous les deux des géants de l'industrie de transformation de viande, ont installé des usines de conditionnement de porc et de volaille dans le sud du bassin amazonien.¹⁰ Ils exportent dorénavant du porc et de la volaille nourris à la farine de soja.

La pression sur la terre va s'intensifier, comme conséquence de la ruée sur le biodiesel. La plupart des experts de marché s'attendent à ce que la demande mondiale explose au cours des prochaines années.¹¹ Et ce, en partie, parce que l'Europe, qui est actuellement le plus grand marché mondial de biodiesel, s'est fixé d'ambitieux objectifs de consommation de biodiesel. Son objectif d'atteindre un mélange de 20 pour cent de biodiesel dans le pétrole diesel avant 2020 nécessitera 90 milliards de litres de biodiesel par an. Cela représente plus de 20 fois la consommation européenne actuelle. Puisque l'Europe n'a simplement plus de terre sur laquelle elle pourrait planter son produit de départ pour biodiesel (colza), elle va devoir énormément

augmenter ses importations d'huile de palme et d'huile de soja.¹²

Pour de nombreux gouvernements latino-américains, c'est l'effet boule de neige. Repsol YPF, une compagnie pétrolière hispano-argentine, investit 30 millions USD dans une nouvelle raffinerie qui commencera à produire cette année, et qui deviendra la première grande productrice de biodiesel d'Argentine.¹³ Le gouvernement Uribe en Colombie promeut fortement les plantations de canne à sucre et de palmier à huile (voir le témoignage de German Vélez, page 50). Au Pérou, Pure Biofuels, basée en Californie, elle-même possession de Metasun Enterprises, a récemment acquis la plus grande raffinerie de biodiesel du pays et planifie de devenir l'acteur leader de la région, dès qu'elle aura achevé sa nouvelle raffinerie située dans le port de Callao.¹⁴ Et pourtant, l'ampleur de l'expansion dans la plupart des pays sud-américains est limitée. Même l'Argentine, la deuxième superficie du continent, a peu de terre encore disponible pour la culture du soja. Selon un analyste énergétique américain, "l'Argentine peut augmenter ses plantations de soja de 3 pour cent ou moins, à cause de sa disponibilité limitée en terre."¹⁵

Cependant, le Brésil est dans une position différente. Malgré la rapide expansion observée ces dernières années, le Brésil possède toujours une immense superficie disponible, généralement estimée à 80 millions d'hectares, qui peuvent être plantés de soja (bien que ce chiffre comprenne une partie du bassin amazonien). Par conséquent, la plupart des analystes prévoient que le Brésil dépassera les USA, dans leur position d'exportateur mondial leader de soja l'année prochaine et en 2015, il devrait exporter le double de ce qu'exporte les USA (voir graphique). D'ici là, une grande partie des exportations brésiliennes de soja pourraient consister en biodiesel.

Le boom sur le biodiesel a débuté au moment adéquat pour les cultivateurs de soja brésiliens, qui avaient commencé à produire à perte, coincés entre le bas prix mondial du soja et des coûts intenablement élevés, à cause des énormes distances, le soja devait être transporté par des camions alimentés de diesel coûteux. Aujourd'hui leurs problèmes s'envolent : les prix à l'export ont augmenté à cause du boom sur les

7 Ibid.

8 Ibid.

9 "Urgent Solidarity with Paraguayan Campesinos", *Upside Down World*, 24 mai 2007, <http://tinyurl.com/2gdtz4>

10 Marcia Merry Baker, "Soy Monoculture in the Americas: Globalisation Ruins Food Economy", <http://tinyurl.com/2aw8r3>

11 William Thurmond, "Biodiesel 2020: The Emerging Markets", *Swiss Derivatives Review* 32, automne 2006.

12 "Biodiesel: Boom or Bust?", *ICIS News*, 5 février 2007, <http://tinyurl.com/2yyxex>

13 <http://tinyurl.com/ys5nbe>

14 <http://tinyurl.com/28svwd>

15 John Baize, "The Global Biodiesel Industry: A Road to Riches or an Impending Train Wreck?", <http://tinyurl.com/2apgx>

agrocarburants et les coûts de transport ont chuté à cause du biodiesel bon marché, produit localement avec de grandes subventions publiques.

Il n'est pas surprenant qu'ADM récolte les fruits de nouvelles opportunités. Il a choisi le Brésil en tant que centre de ses opérations sud-américaines de biodiesel, et au Brésil, il a choisi Rondonópolis, dans l'état du Mato Grosso do Sul, pour son plus gros investissement. La nouvelle raffinerie de biodiesel d'ADM, la plus grande du Brésil, sera bientôt en service, et parmi ses clients, elle comptera Blairo Maggi, le gouverneur de l'état, qui est également l'un des plus gros cultivateurs de soja au monde et maintient, depuis longtemps, des liens très étroits avec ADM. Maggi va vendre une partie de sa récolte de soja à ADM au prix de marché et rachètera du biodiesel bon marché. Les éleveurs de porcs et de bétail pourront acheter les déchets de la production du biodiesel pour nourrir leurs animaux. Ceci signifie également qu'il deviendra possible d'élever du bétail de façon plus intensive, et, par conséquent, de libérer de la terre pour une plus grande production de soja.

Aux côtés d'ADM, une multitude d'autres grandes sociétés investissent dans ce secteur. Les entreprises italiennes dépensent 480 millions USD pour construire quatre raffineries de biodiesel.¹⁶ Marubeni Corporation, la cinquième entreprise du Japon, investit 40 millions USD dans une coentreprise avec le groupe Agrenco, une grande société commerciale brésilienne, pour produire du biodiesel et de la farine soja. José Honório Accari, l'un des meilleurs analystes du gouvernement, a déclaré que le gouvernement prévoyait que l'investissement dans le biodiesel allait atteindre 1,5 milliard USD, d'ici à 2013, et que d'ici là, le Brésil devrait produire 2 milliards de litres de carburant.¹⁷

Le plan originel du président Lula prévoyait que la plupart du biodiesel serait produit à partir de graines de ricin, cultivées par de petits agriculteurs pauvres dans le nord-est du pays. Contrairement à l'éthanol qui, au Brésil, est produit sur des grandes plantations sucrières, il s'attendait à ce que le biodiesel joue un rôle important pour soulager la pauvreté. "Puisqu'il [le biodiesel] peut facilement être produit par de petits agriculteurs dans certaines des régions les plus pauvres du pays, le projet combine la protection environnementale avec le développement rural et il réduit les inégalités sociales", a-t-il déclaré avec enthousiasme dans un article écrit spécialement pour la presse européenne.¹⁸ D'ailleurs, le président Lula a introduit des réductions d'impôts pour les raffineries se fournissant auprès de petits agriculteurs et il a prédit, avec confiance, qu'à la fin 2007, quelque 350 000 personnes travailleraient dans l'industrie du biodiesel.

Cependant, même si certains petits agriculteurs se sont joints au programme, il est déjà évident qu'ils ne deviendront jamais les producteurs principaux. "Si ce projet doit réussir, il devra pouvoir bénéficier de

l'ampleur que seule l'industrie du soja peut fournir", a dit Carlo Lovatelli, directeur d'Abiove (l'association brésilienne des producteurs de graines oléagineuses transformées), en 2005.¹⁹ Depuis lors, l'emprise des cultivateurs de soja sur l'industrie est devenue encore plus forte. Plusieurs analystes mondiaux s'attendent à ce que le Brésil devienne le plus gros exportateur d'ici à 2020, et la Chine, le plus gros importateur.²⁰

Cela signifie que, à moins que le gouvernement brésilien ne prenne des mesures décisives pour l'en empêcher, le soja va probablement envahir la plupart du bassin amazonien au cours de la prochaine décennie. En seulement quelques années, l'avancée implacable de la frontière agricole sur le bassin amazonien risque de d'amener la forêt tropicale au "point de basculement" critique qui fera qu'elle va commencer à s'assécher et se transformer en savane. Suite à cela, il n'y aura en réalité plus rien pour arrêter les cultivateurs, qui ne verront aucune raison de ne pas faire un usage économique de cette forêt moribonde. Si la forêt meurt, des centaines de milliers de riverains, de familles paysannes et de peuples autochtones se retrouveront déshérités, et le monde perdra une biomasse extraordinaire qui joue un rôle majeur dans la régulation climatique de la planète. Tout aussi grave, la destruction de la forêt amazonienne libérera quelque 90 millions de tonnes de carbone dans l'atmosphère, assez en soi pour augmenter le taux de réchauffement climatique de 50 pour cent.²¹

Ce qui rend la folie du biocarburant particulièrement insensée, c'est que la compensation pour ce colossal dommage fait à la planète et à ses peuples sera dérisoire. Malgré le boom d'investissement actuel, le biodiesel ne sera jamais à même de satisfaire davantage qu'une fraction de la demande de biodiesel mondial. Actuellement, les USA consomment chaque année quelque 273 milliards de litres de carburant diesel. Et que même avec tout l'investissement engagé, la production mondiale de biodiesel n'atteindra qu'en atteindra qu'un cinquième – 55 milliards de litres – d'ici à 2010, et la plupart ne sera pas disponible pour les USA.²² Un analyste s'exprime sans détour : "l'impact sur l'offre de diesel mondial sera minimale".²³

De plus, la petite contribution que le biodiesel apportera à la résolution de la crise énergétique mondiale sera de courte durée. La ruée actuelle va rapidement épuiser la disponibilité de terre et elle s'accompagnera de la destruction de beaucoup des écosystèmes encore présents sur de la planète (y compris les forêts tropicales). William Thurmond, auteur de "Biodiesel 2020: a Global Market View", le dit ouvertement : d'ici à 2015, "les demandes énergétiques pour le soja, le colza et le jatropha dépassera la terre disponible pour planter ces cultures riches en énergie."²⁴ Laissant la destruction dans son sillage, l'industrie énergétique mondiale cherchera une autre "solution technique" et une autre source de profit.

16 "Italian Firms to Invest in Brazil Biodiesel Plants", *Planetark*, 27 mars 2007, <http://tinyurl.com/ypzwt9>

17 "Brazil's fledgling biodiesel industry takes off", *Environment News Service*, 29 avril 2005, <http://tinyurl.com/yv3bt7>

18 Luiz Inácio Lula da Silva, "Join Brazil in Planting Oil", *Guardian*, 7 mars 2006, <http://tinyurl.com/25rmu>

19 "Brazil's biodiesel rush", *Biodiesel*, août-septembre 2005, <http://tinyurl.com/2tr9rk>

20 "Watch Brazil and China, says new biodiesel study", *Inside Greentech*, 30 janvier 2007, <http://tinyurl.com/3dbzlg>

21 "Amazon Forest 'could become a desert'", *Independent*, 23 juillet 2006, <http://tinyurl.com/rbo3c>

22 Ressources en ligne pour l'industrie bio-pharmaceutique, "Biofuel Market Worldwide (2006)", <http://tinyurl.com/2o5nm6>

23 John Baize, "Biodiesel: The Solution or a Disaster?", <http://tinyurl.com/28szqw>

24 William Thurmond, "Biodiesel 2020: The Emerging Markets", *Swiss Derivatives Review* 32, automne 2006.



Seedling

en français

Novembre 2007

A propos de Seedling

Seedling est le magazine trimestriel de GRAIN et sa publication phare en anglais. Chaque numéro comprend un éditorial, 3-4 comptes-rendus de publications, des interviews et beaucoup d'autres informations. *Seedling* est écrit à la fois par les membres de l'équipe de GRAIN et des collaborateurs extérieurs. *Seedling en français* sont les traductions des articles *Seedling*.

Dans ce numéro spécial de *Seedling en français*, nous focalisons notre attention sur les agrocarburants dans différentes parties du monde : Amérique latine, Asie et Afrique. Nous analysons ce qui s'y passe et nous parlons directement avec les personnes concernées.

Beaucoup des articles dans ce *Seedling* sont disponible aussi en anglais, espagnol et en portugais. Voir <http://grain.org/seedling/>

A propos de GRAIN

GRAIN est une organisation non gouvernementale internationale (ONG) dont le but est de promouvoir la gestion et l'utilisation durables de la biodiversité agricole fondées sur le contrôle exercé par les populations sur les ressources génétiques et les connaissances locales.

Pour plus d'informations veuillez nous contacter:

GRAIN - Afrique Francophone,
06 BP 2083
COTONOU,
BENIN
seedling@grain.org
<http://www.grain.org/fr/>